

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **TOULOUSE**



1393362

Dénomination : SARL "B.C.F."
n° de gestion : 1994B02267
n° d'identification : 399 144 229
n° de dépôt : A2010/018355
Date du dépôt : 22/12/2010
Pièce : acte sous seing privé contenant cession de parts et annexes du 20/12/2010

**ACTE DE CESSIION DE PARTS SOCIALES
DE LA SARL B.C.F**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

- **Monsieur Sébastien BERNE**, né le 12 juin 1971 à LYON 7^{ème} (Rhône), de nationalité française, marié avec Madame Carole Marie Pierre FALCO, née le 29 août 1974 à TOULOUSE (Haute-Garonne) sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage en date du 21 mai 2008 passé pardevant Maître Stéphane SIGUIE, Notaire associé à MURET (Haute-Garonne) préalablement à leur union célébrée à la Mairie de LEGUEVIN le 12 juillet 2008, demeurant 22 bis Rue du Capcir - 31490 LEGUEVIN,

- **Madame Carole Marie Pierre FALCO**, née le 29 août 1974 à TOULOUSE (Haute-Garonne), de nationalité française, mariée avec Monsieur Sébastien BERNE, né le 12 juin 1971 à LYON 7^{ème} (Rhône) sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage en date du 21 mai 2008 passé pardevant Maître Stéphane SIGUIE, Notaire associé à MURET (Haute-Garonne) préalablement à leur union célébrée à la Mairie de LEGUEVIN le 12 juillet 2008, demeurant 22 bis Rue du Capcir - 31490 LEGUEVIN,

Ci-après dénommés ensemble « Le Cessionnaire » ou « L'acquéreur »

D'UNE PART

ET

- **Monsieur Jean-Pierre FALCO**, né le 25 mars 1951 à TOULOUSE (Haute-Garonne), de nationalité française, divorcé de Madame Béatrice CLERGUE, non remarié depuis lors et non engagé dans les liens d'un pacte civil de solidarité, demeurant Rue de Ribosi - 31490 LEGUEVIN,

Ci-après dénommé « le Cédant » ou « le Vendeur »

D'AUTRE PART

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Il est expressément convenu que le présent acte n'a été conclu par le cessionnaire qu'en vue de l'acquisition des 330 parts sociales appartenant au Cédant dans le capital de la société SARL B.C.F ci-après plus amplement décrite, ainsi que de l'intégralité des droits de vote du Cédant, condition essentielle et déterminante des présentes.

Sous cette réserve, le cédant cède au cessionnaire, qui accepte et acquiert TROIS CENT TRENTE (330) parts sociales composant la totalité du capital social de la société SARL B.C.F qui présente les caractéristiques suivantes :

SB

JPF

CB

Dénomination sociale : SARL B.C.F

Nom Commercial : ETS JP FALCO

Forme : Société à Responsabilité Limitée

Immatriculation : Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse le 6 décembre 1994 sous le n° 399 144 229 (n° de gestion : 1994 B 02267), Code APE : 4511 Z : commerce de voitures et de véhicules automobiles légers ; SIRET : 399 144 229 00016

Siège Social : Rue de Ribosi - 31490 LEGUEVIN

Objet Social : La société a pour objet : en France et dans tous les pays, à titre sédentaire ou ambulante :

- Entreprise de garage, notamment par la prise en location-gérance du fonds appartenant à Mr FALCO Jean-Pierre et pour lequel il est inscrit à la Chambre des Métiers de TOULOUSE sous le numéro : 330844010 RM 31 et exploité à LEGUEVIN, rue RIBOSI ;

- Toutes opérations commerciales de véhicules neufs et occasions, réparations, carrosserie, peinture ; vente de pièces, pneus, huiles ; contrôle anti-pollution, dépannage, remorquage, commissions et généralement toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement, l'exploitation de licences et de marques, soit pour son compte, soit comme commissionnaire ou mandataire de tous tiers ;

- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'activité spécifiée ci-dessus ;

- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;

- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes les opérations ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ;

- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Capital Social : Le capital social entièrement libéré s'élève à la somme de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS ET QUARANTE-CINQ CENTIMES (7 622,45 €) divisé en CINQ CENTS (500) parts sans valeur nominale.

La répartition du capital social est actuellement la suivante :

Monsieur Jean-Pierre FALCO, 330 parts n° 1 à 150, 301 à 400 et 421 à 500

Madame Carole FALCO épouse BERNE, 170 parts n° 151 à 300 et 401 à 420.

Transmission des parts : L'article 10-2 des statuts dispose « Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, ascendants ou descendants du cédant, même si l'ascendant ou descendant cessionnaire n'est pas associé.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers non associés autres que les ascendants ou descendants du cédant qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales ».

Administration de la société : la gérance est assurée par Monsieur Jean-Pierre FALCO.

Exercice social : L'exercice social débute le 1^{er} Janvier et se termine le 31 Décembre de chaque année.

Durée de la société : 50 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés intervenue le 6 décembre 1994.

SB

JP F

CB

Mode d'exploitation du fonds : aux termes d'un acte sous seing privé en date à LEGUEVIN du 26 novembre 1994 enregistré à la Recette des Impôts de Toulouse-Ouest le 29 novembre 1994 (Folio 24 Bordereau 356/3), Monsieur Jean-Pierre FALCO a donné en location gérance à la SARL B.C.F à compter du 1^{er} décembre 1994 un fonds artisanal de garage, vente de véhicules neufs et d'occasion, carrosserie, peinture, vente de pièces, pneus, huiles, contrôle anti-pollution, dépannage, remorquage, motoculture de plaisance, cycles, motocycles, sis Rue de Ribosi - 31490 LEGUEVIN.

Ce contrat s'est renouvelé depuis lors d'année en année par tacite reconduction.

Une copie de l'extrait K Bis à jour (Annexe 1) et des statuts à jour au 24 mars 2006 (Annexe 2) sont jointes ci-après.

ARTICLE I - CESSIION DE PARTS SOCIALES

Par les présentes, le cédant cède, avec toutes les garanties ordinaires de fait et de droit prévues en pareille matière, la propriété des Trois Cent Trente (330) parts sociales faisant partie du capital social de la société SARL B.C.F.

Le cessionnaire acquiert pour sa part irrévocablement les Trois Cent Trente (330) parts sociales appartenant au cédant dans le capital social de la SARL B.C.F.

L'engagement des parties est donc définitif, réciproque et irrévocable, étant précisé que le cessionnaire n'a pas jugé utile de faire réaliser un audit juridique, fiscal et social préalablement à la signature du présent acte et que le prix des parts a été conventionnellement déterminé par les parties sur la base du bilan clos le 31 décembre 2009.

1. Cession de parts sociales

1.1 - Cession FALCO/BERNE

a) Cession

Monsieur Jean-Pierre FALCO cède et transporte par les présentes, sous les garanties ordinaires de fait et de droit à Monsieur Sébastien BERNE, qui accepte, Deux Cent Soixante Quinze (275) parts sociales lui appartenant jusqu'alors dans le capital de la société SARL B.C.F et portant les numéros 1 à 150, 301 à 400 et 421 à 445.

b) Prix

La présente cession de Deux Cent Soixante Quinze (275) parts sociales est consentie et acceptée moyennant le prix forfaitaire et global de Seize Mille Six Cent Soixante Six Euros et Soixante Six Centimes (16 666,66 €), soit 60,60 € par part sociale.

c) Paiement du prix

La somme de Seize Mille Six Cent Soixante Six Euros et Soixante Six Centimes (16 666,66 €) est payée au moyen d'un crédit-vendeur consenti par le cédant en Soixante (60) échéances mensuelles de deux cent quatre vingt dix neuf euros et quarante huit centimes (299,48 euros) intérêts compris, la première échéance intervenant le 1^{er} janvier 2011 et la dernière le 1^{er} décembre 2015.

Il est expressément convenu entre les parties que le prix payable à terme ci-dessus portera intérêts au taux de 3% l'an. Un échéancier de remboursement est joint en annexe 3 aux présentes.

Le Cessionnaire aura la faculté d'anticiper le paiement des échéances en totalité ou en partie, à son seul choix et sans frais pour lui.

SB

SBF

CB

Il est en outre expressément convenu que :

- tous paiements en principal et intérêts auront lieu au domicile du cédant ou en tout autre endroit indiqué par lui ;

- le solde du prix deviendra immédiatement et de plein droit exigible si bon semble au cédant :

- en cas d'incident de paiement tel que retard, défaut de paiement de tout ou partie du capital ou des intérêts, et après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec avis de réception et restée infructueuse pendant 8 jours ;
- en cas de procédure collective de l'acquéreur ;
- en cas de cessation du bail ou d'expropriation ;
- en cas de dissolution de la SARL B.C.F. ;
- en cas de revente des parts présentement achetées.

1.2 - Cession FALCO/FALCO

a) Cession

Monsieur Jean-Pierre FALCO cède et transporte par les présentes, sous les garanties ordinaires de fait et de droit à Madame Carole FALCO, qui accepte, Cinquante Cinq (55) parts sociales lui appartenant jusqu'alors dans le capital de la société SARL B.C.F et portant les numéros 446 à 500.

b) Prix

La présente cession de Cinquante Cinq (55) parts sociales est consentie et acceptée moyennant le prix forfaitaire et global de Trois Mille Trois Cent Trente Trois Euros et Trente Trois Centimes (3 333,33 €), soit 60,60 € par part sociale.

c) Paiement du prix

La somme de Trois Mille Trois Cent Trente Trois Euros et Trente Trois Centimes (3 333,33 €) est payée au moyen d'un crédit-vendeur consenti par le cédant en Soixante (60) échéances mensuelles de cinquante neuf euros et quatre vingt dix centimes (59,90 euros), intérêts compris, la première échéance intervenant le 1^{er} janvier 2011 et la dernière le 1^{er} décembre 2015.

Il est expressément convenu entre les parties que le prix payable à terme ci-dessus portera intérêts au taux de 3% l'an. Un échéancier de remboursement est joint en annexe 4 aux présentes.

Le Cessionnaire aura la faculté d'anticiper le paiement des échéances en totalité ou en partie, à son seul choix et sans frais pour lui.

Il est en outre expressément convenu que :

- tous paiements en principal et intérêts auront lieu au domicile du cédant ou en tout autre endroit indiqué par lui ;

- le solde du prix deviendra immédiatement et de plein droit exigible si bon semble au cédant :

SB

JPF

CB

- en cas d'incident de paiement tel que retard, défaut de paiement de tout ou partie du capital ou des intérêts, et après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec avis de réception et restée infructueuse pendant 8 jours ;
- en cas de procédure collective de l'acquéreur ;
- en cas de cessation du bail ou d'expropriation ;
- en cas de dissolution de la SARL B.C.F. ;
- en cas de revente des parts présentement achetées.

1. 3 - Dispense de toute garantie

Le cédant déclare expressément qu'il renonce à demander quelque garantie que ce soit à chacun des cessionnaires relativement au crédit-vendeur consenti, et décharge par la même le rédacteur du présent acte de toute responsabilité à ce sujet, reconnaissant avoir reçu toute information utile sur les conséquences de son renoncement.

1. 4- Information fiscale

Chacun des acquéreurs déclare pour ce qui le concerne avoir été informé par l'Avocat rédacteur des présentes qu'il lui incombera d'effectuer dans le délai légal, à savoir en même temps que la déclaration d'impôt sur le revenu, aux services fiscaux dont il relève, la déclaration fiscale de prêt (n° 2062) prévue par l'article 242-ter 3 du Code Général des Impôts et l'article 49 B de l'annexe III audit Code.

2. Propriété - Jouissance

Le cessionnaire sera propriétaire et aura la jouissance des parts sociales présentement cédées à compter de ce jour, avec tous les droits et prérogatives y attachées.

En conséquence, le cessionnaire aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution à compter de cette date.

Les parts sociales sont libres de tout nantissement, privilège, sûreté, promesse de cession ou autre restriction de quelque nature que ce soit, lesquelles parts sociales sont librement cessibles et ne font l'objet d'aucun litige ou revendication pouvant en empêcher ou en restreindre la libre cession en pleine propriété au cessionnaire.

Le cédant s'engage en outre à ne procéder à aucune opération d'amortissement et réduction de capital.

Il est précisé qu'il ne sera délivré aucun titre représentatif des parts sociales cédées et que leur propriété résultera seulement des présentes, et des statuts de la société SARL B.C.F.

Les délibérations de la société SARL B.C.F ainsi que le registre des assemblées générales ont été mis à la disposition du cessionnaire dès avant ce jour, ce que le cessionnaire reconnaît expressément.

Le cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et actions du cédant attachés aux parts sociales cédées, sans aucune exception ni réserve, tant contre la société que contre les tiers.

JD

JPF

CB

ARTICLE II - NOMINATION D'UN NOUVEAU GÉRANT

L'assemblée Générale Mixte des associés de la société SARL B.C.F réunie ce jour a enregistré la démission de Monsieur Jean-Pierre FALCO de ses fonctions de gérant, lui a délivré quitus pour sa gestion et qui a procédé à la nomination d'un nouveau gérant, Monsieur Sébastien BERNE.

ARTICLE III - DECLARATIONS DU CÉDANT

Les parts sociales sont la propriété exclusive du cédant et sont libres de tous nantissements, sûretés, droits ou réclamations de tiers quels qu'ils soient qui en restreindraient la libre disponibilité ou la valeur.

Le cédant a, pour ce qui concerne ses parts sociales, le droit de réaliser la cession et de signer le présent contrat.

Ni la réalisation de la cession, ni l'exécution du contrat, ne se trouvera en contradiction avec une quelconque disposition législative ou réglementaire, ou n'entrera en conflit avec une disposition d'un contrat auquel le cédant est ou sera partie.

La SARL B.C.F ne se trouve pas, comme conséquence de la réalisation de la cession et/ou de l'exécution du contrat, en infraction à toute loi, règlement, décision de justice, ou contrat, qui serait en vigueur ou auquel la société serait partie.

La SARL B.C.F n'est partie à aucun contrat dont les termes prévoiraient, en cas de changement de propriété des parts sociales :

- que ledit contrat expirera, ou pourra expirer à la demande de l'autre partie, à une date antérieure à la date à laquelle il aurait normalement expiré en l'absence d'un tel changement,

- que des conditions moins favorables que celles auxquelles la société SARL B.C.F aurait eu droit en l'absence d'un tel changement lui seront appliquées, ou pourraient lui être appliquées à la demande de l'autre partie.

ARTICLE IV - DECLARATIONS RELATIVES A LA SARL B.C.F

1 - Régularité de l'activité sociale

Le cédant déclare :

- que la SARL B.C.F a été régulièrement constituée ; qu'elle fonctionne, à ce jour, conformément à la loi et aux statuts ; qu'à ce jour elle dispose de toutes les autorisations nécessaires à son activité et notamment que la liste de ses associés à ce jour, figure dans les statuts,

- que la SARL B.C.F a pleine capacité pour conduire ses activités dans le domaine où elle opère actuellement et pour posséder et utiliser les actifs et les biens possédés ou utilisés par elle,

- que la SARL B.C.F n'est pas propriétaire de son fonds de commerce artisanal, comme ci-dessus précisé dans l'exposé liminaire,

- que la SARL B.C.F est régulièrement propriétaire de tous les biens mobiliers nécessaires à son exploitation actuelle,

- que la SARL B.C.F n'a pas et n'a jamais été en état de redressement ou liquidation judiciaire, ni de cessation des paiements et n'est pas susceptible de l'être pour quelque cause que ce soit existant à la date des présentes, la SARL B.C.F n'étant pas davantage en état de règlement amiable,

SB

JPF

CB

- qu'il n'existe aucune procédure ou action tendant à la dissolution ou à la liquidation de la SARL B.C.F,

- que les comptes annuels afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2009 ont été régulièrement approuvés aux termes de l'assemblée générale ordinaire des associés tenue le 7 mai 2010.

2 - Régularité en matière fiscale et sociale

Le cédant déclare qu'à ce jour la SARL B.C.F a pour la période non prescrite, régulièrement déposé les déclarations fiscales et les déclarations relatives aux prestations sociales obligatoires, a payé tous les impôts, taxes et charges sociales, y compris les intérêts, amendes et pénalités y afférentes ; qu'elle respecte la réglementation du contrôle des changes et des relations financières avec l'étranger.

3 - Bail des locaux

Il a été expressément précisé par le contrat de location-gérance en date à LEGUEVIN du 26 novembre 1994 que Monsieur Jean-Pierre FALCO conférait à la SARL B.C.F le droit à la jouissance des locaux dont il était propriétaire.

4 - Procès en cours

Le cédant déclare que la SARL B.C.F n'est partie à aucun procès en cours et qu'il n'existe, par conséquent, aucun procès, action ou procédure judiciaire, administrative, fiscale ou sociale pendante ou prévue à la charge de la SARL B.C.F ou affectant la société ou ses biens ou affaires ou auxquels la SARL B.C.F est partie, *sauf ceux listés à l'annexe 13.*

Il n'existe pas de décision de justice rendue à l'encontre de la SARL B.C.F, ni de décisions administratives prises à son égard, qui n'aient été régulièrement observées.

La SARL B.C.F n'a enfreint ni loi, ni règlement, et elle n'a pas commis d'acte, ni signé d'accord, susceptible d'engendrer une responsabilité à son encontre ou à l'encontre de ses dirigeants actuels ou futurs.

La SARL B.C.F n'a jamais fait l'objet d'une condamnation pénale.

A ce titre, la SARL B.C.F s'acquitte à ce jour auprès du bailleur, Monsieur Jean-Pierre FALCO :

- de la somme de 2 480 € HT pour la location du fonds artisanal ;
- de la somme de 1 950 € HT pour la location des murs.

A la connaissance du cédant, la SARL B.C.F ne se trouve pas soumise à une enquête relative à une violation supposée d'une disposition légale ou réglementaire.

5 - Voies d'exécution, privilèges, sûretés

Le cédant déclare :

- Qu'à sa connaissance la SARL B.C.F ne fait l'objet sur ses biens d'aucun privilèges, nantissements ou inscriptions de crédit-bail tel que cela résulte de l'état des inscriptions délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce de Toulouse en date du 9 décembre 2010 (Annexe 12).

SB

JPF

CB

- que la société SARL B.C.F ne fait l'objet sur ses biens d'aucune opposition et saisie et qu'aucun protêt pour défaut de paiement n'a été dressé contre elle,
- que la société SARL B.C.F n'a donné aucun aval, garantie ou caution en faveur de quelque tiers que ce soit.

6 - Fonctionnement normal de la société

Le cédant déclare que depuis la constitution de la SARL B.C.F elle a été dirigée de façon normale et, en particulier, elle n'a pas :

- déboursé de sommes liquides, sauf dans le cadre de l'exploitation courante, et toutes les sommes reçues ont été déposées auprès des banques de la société et sont inscrites dans les comptes correspondants ;
- participé à une quelconque transaction, autrement que dans le cadre de l'exploitation courante ;
- encouru une perte, ou subi un dommage important, ou renoncé à un droit quelconque d'une valeur substantielle, autrement que dans le cadre de son exploitation normale ;
- subi un changement défavorable et significatif dans l'exploitation du fonds artisanal pris en location-gérance, sa situation financière ou commerciale ;
- décidé ou effectué un quelconque paiement indu à ses associés, ou procédé au rachat de l'une de leurs parts sociales ;
- signé un accord ou pris une disposition susceptible de fausser ou d'affaiblir la portée de l'un des engagements, déclarations et garanties du contrat.

Il n'existe aucune augmentation de capital, émission d'obligations ou de toutes valeurs mobilières ou de droits détachés de celles-ci, en cours ou à réaliser, et aucun droit de souscription préférentiel n'a été conféré à des tiers.

Il n'existe aucune réduction de capital en cours ou à réaliser.

Il n'existe aucun emprunt obligataire émis ou cautionné par la SARL B.C.F.

7 - Filiales et participations

A ce jour, la SARL B.C.F n'a aucune participation dans quelque société française ou étrangère ou quelque groupement que ce soit.

8 - Contrats de travail, rémunérations

Le cédant déclare à cet égard :

1 - Que la SARL B.C.F est liée à ce jour par les contrats de travail suivants, à savoir :

- contrat de travail à durée indéterminée avec Monsieur Yannick CARMONA en date du 4 septembre 2007 embauché en qualité de mécanicien à compter du 4 septembre 2007, son salaire mensuel de base s'élève à 1 383 euros brut. Une copie du contrat de travail et du bulletin de salaire du mois de novembre 2010 sont joints en annexe 5.

- contrat de travail à durée indéterminée avec Monsieur Jean-Marc VERA en date du 20 février 2007 embauché en qualité de contremaître d'atelier à compter du 20 février 2007, son salaire mensuel de base s'élevant à 2 453,13 €. Une copie du contrat de travail et du bulletin de salaire du mois de novembre 2010 sont joints en annexe 6.

SB

JPF

CB

- contrat de travail à durée indéterminée avec Madame Béatrice SAINT AGUET en date du 30 juillet 2007 embauchée en qualité d'employée administrative à compter du 30 juillet 2007, son salaire mensuel de base s'élevant à 1 720,52 €. Une copie du contrat de travail et du bulletin de salaire du mois de novembre 2010 sont joints en annexe 7.

- contrat de travail à durée indéterminée avec Monsieur Arnaud PALLES en date du 18 juin 2007 embauché en qualité de carrossier peintre à compter du 18 juin 2007, son salaire mensuel de base s'élevant à 1 793,22 €. Une copie du contrat de travail et du bulletin de salaire du mois de novembre 2010 sont joints en annexe 8.

2 - Qu'il n'est pas d'employé ou d'agent de la SARL B.C.F conservé par le cessionnaire :

1° dont la révocation ou le licenciement occasionnerait le paiement par la société d'un montant excédant ceux prévus par le droit du travail et la convention collective actuellement applicable à la société,

2° qui soit en droit de réclamer le bénéfice des statuts de VRP ou d'agent commercial,

3° qui ait un traitement proportionnel au chiffre d'affaires ou aux résultats de la société.

4° qui ait droit à une pension ou à d'autres avantages au moment de la retraite, excédant ce qui est prévu par la loi et la convention collective applicable à la société et les régimes de retraite et de prévoyance complémentaires.

En outre, la SARL B.C.F n'est pas tenue d'effectuer de paiement à l'un de ses employés ou à l'un de ses anciens employés, sous forme de dommages-intérêts, ou sous quelque forme, pour la perte d'un poste ou d'un emploi ou pour licenciement abusif.

Il n'existe aucun litige entre la SARL B.C.F d'une part, et un employé ou un ancien employé de la société, un syndicat, un comité d'entreprise ou délégué du personnel, d'autre part, que ce litige existe, ou que la société en soit simplement menacée.

9 - Contrats en cours

Le cédant déclare :

- que la SARL B.C.F n'a souscrit avec les clients, fournisseurs et autres aucun contrat important autre que ceux directement liés à l'exploitation normale,
- que la SARL B.C.F n'a pas conclu de contrats qui contiennent des termes différents ou en contradiction avec les usages commerciaux généralement admis,

Le cédant atteste qu'il n'existe aucun engagement de quelque nature que ce soit, écrit ou oral, exprès ou tacite qui ne soit pas résiliable sans indemnité mais avec un préavis sauf à réserver bien entendu le cas des indemnités de licenciement des salariés.

- que la SARL B.C.F est liée à la société RENAULT RETAIL GROUP par un contrat d'agent Renault Service « Indicateur d'affaire mandataire » (une copie de ce contrat et de l'avenant 2010 est jointe en annexe 9), la société RENAULT RETAIL GROUP ayant donné son accord au projet de reprise de la SARL BCF Ets FALCO par courrier en date du 25 octobre 2010 (annexe 9)

10 - Contrats d'assurance

Le cédant atteste que la SARL B.C.F dispose d'une assurance de responsabilité civile souscrite auprès de MMA par l'intermédiaire du Cabinet de Chaunac, Agent général, 79 avenue des Pyrénées - BP 25 - 31830 PLAISANCE DU TOUCH.

SB

JPF

CB

11 - Actifs corporels

Les objets mobiliers de la SARL B.C.F figurant dans l'inventaire sont en qualité et en quantité utilisables et négociables dans le cadre de l'exploitation. La valeur des biens obsolètes et des biens de qualité inférieure a été déduite ou a fait l'objet de réserves adéquates.

Aucun des équipements, des machines, des appareils, des accessoires, des véhicules, des meubles et autres actifs ne sont loués ou détenus par la SARL B.C.F au titre d'un contrat de crédit-bail ou de location vente ou de location.

Le cédant précise expressément qu'il s'engage à ne céder aucune immobilisation, sauf accord préalable et écrit du cessionnaire.

12 - Financement et trésorerie

Le cédant déclare que la société SARL B.C.F a souscrit les contrats de prêts suivants :

- contrat de prêt du 20 mai 2010 souscrit auprès de la Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial d'un montant de 30 000 € (une copie de ce contrat de prêt est jointe en annexe 10).

- contrat de prêt du 7 juillet 2009 souscrit auprès de BANQUE POPULAIRE OCCITANE d'un montant de 20 000 € (une copie de ce contrat de prêt est jointe en annexe 11).

13 - Brevets, propriété industrielle

La SARL B.C.F ne possède ni n'utilise de brevet régulièrement déposés à l'INPI.

14 - Provisions - Documents comptables

Le cédant affirme que les comptes sociaux de la SARL B.C.F ont été établis selon les méthodes et règles comptables en vigueur et qu'ils traduisent de façon sincère et fidèle la situation de la SARL B.C.F et qu'il n'y a pas d'engagements hors bilan autres que ceux mentionnés dans l'annexe du bilan à l'exception des indemnités de départ à la retraite et que toutes provisions nécessaires ont été passées y compris pour les procès en cours.

ARTICLE V - GESTION ET CONDUITE DES OPERATIONS JURIDIQUES ET COMMERCIALES DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2010

Le cédant déclare que depuis le 1^{er} janvier 2010 :

1° la SARL B.C.F a poursuivi son activité dans le cours normal et habituel des affaires, et elle s'est abstenue :

a) d'acheter, de vendre ou d'aliéner de quelque manière que ce soit aucun bien ou service de quelque nature que ce soit, exception faite des achats et des ventes effectués dans le cours normal des affaires ;

b) de consentir des garanties sous forme d'hypothèque, de nantissement, de gage, de sûreté ou sous quelque autre forme que ce soit susceptible de grever de quelque manière que ce soit l'un quelconque de ses biens ou actifs ;

c) d'engager toute dépense d'investissement autre que bien amortissable d'une valeur unitaire supérieure à DIX MILLE Euros (10 000 €) HT par opération ;

SB

JPF

CB

d) de consentir ou d'approuver, sauf dans la mesure requise aux termes des conventions collectives applicables ou des règles internes habituelles (et dans les montants habituels) de la société toute augmentation de salaire ou autres rémunérations à l'un quelconque de ses associés, gérants, dirigeants ou salariés, de conclure aucun contrat ou de prendre aucune décision susceptible de donner droit aux personnes visées à la présente clause à des fonctions d'une durée déterminée ou indéterminée, au cas où il serait mis fin à leurs fonctions, au paiement d'une somme supérieure à DEUX MILLE EUROS (2 000 €) ;

e) d'apporter aucune modification importante ou de résilier aucun contrat de distribution, de représentation, de licence, de fourniture ou de fabrication en vigueur ou de conclure avec un tiers aucun nouveau contrat de distribution, de représentation, de licence, de fourniture, de fabrication, d'achat ou de vente d'une durée supérieure à un an, à l'exception d'un avenant en date du 18 mars 2010 au contrat d'agent Renault Service avec la Société RENAULT RETAIL GROUP ;

f) d'acheter aucune part ou action de société ;

g) de se porter garant des dettes d'aucun associé ou tiers, de consentir aucun prêt ou endettement supplémentaire si ce n'est dans le cours normal des affaires et avec le consentement préalable de l'acquéreur ;

h) d'émettre ou de vendre aucune part supplémentaire ou aucun autre titre ou d'accorder aucun droit de souscription ou d'achat ou aucune option à l'effet d'acquérir des parts sociales ou autres titres supplémentaires ;

i) à ne mener aucune autre négociation avec un autre acquéreur éventuel pour une prise de participation minoritaire ou une prise de contrôle de la SARL B.C.F.

Et plus généralement, à ne réaliser aucune autre opération hors du cadre d'une gestion normale et courante de la SARL B.C.F.

2° En outre, le cédant déclare qu'il n'a été réalisé depuis le 1^{er} janvier 2010 aucun des actes suivants :

- achat, vente de tous baux, fonds de commerce, éléments incorporels ou immeubles,
- embauche d'un salarié,
- convocation de toute assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur une modification des statuts, à l'exception de celle ayant eu lieu un instant avant les présentes ;
- modification exceptionnelle de la durée de l'exercice social ;
- avantage consenti à tout associé ainsi qu'à tout membre de sa famille, ascendants, descendants ou collatéraux (notamment tout contrat de travail) ;
- agrément de toute cession de parts sociales, à l'exception de l'agrément de Monsieur Sébastien BERNE ;
- conventions entrant dans le cadre de celles visées par l'article L 225-38 du Code de Commerce ;
- changement important dans la situation financière de la SARL B.C.F. ;
- ou tout acte, décision ou opération de nature à fausser les conditions dans lesquelles le présent accord a été conclu.

Si l'existence d'une telle opération était révélée, le cédant supporterait les conséquences de ces modifications dans la mesure du préjudice qui en résulterait pour le cessionnaire.

S

JPF

CB

3° Le cédant déclare en outre que, depuis le 1^{er} janvier 2010, il a agi en bon père de famille, au mieux des intérêts de la SARL B.C.F ; et il a apporté toute diligence pour s'efforcer de conserver les services des dirigeants et des membres du personnel de direction et de maintenir de bonnes relations avec les clients, les fournisseurs, les agents ou toute autre personne ayant des rapports avec ladite société.

ARTICLE VI - DISPENSE DE GARANTIE D'ACTIF DE PASSIF

De convention expresse entre les parties, il est convenu qu'il ne sera concédé par le cédant aucune clause de garantie d'actif et de passif, le cessionnaire se reconnaissant informé des conséquences de toute nature de la renonciation à l'insertion d'une telle clause et déchargeant le rédacteur des présentes de toute responsabilité à ce sujet.

ARTICLE VII - REMISE DE DOCUMENTS

Comme condition essentielle sans laquelle les parties n'auraient pas contracté, il est constaté la remise par le cédant au cessionnaire qui le reconnaît des documents et pièces énumérés ci-après en Annexe au présent protocole que chaque partie paraphera.

ARTICLE VIII - ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

Le cédant est propriétaire de 330 parts sociales cédées pour les avoir souscrites ou acquises comme suit :

A la constitution de la société

A la constitution de la société, Monsieur Jean-Pierre FALCO s'est vu remettre 150 parts sociales n° 1 à 150 en contrepartie de son apport en numéraire de 15 000 Francs.

Acte du 29 août 1996

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 29 août 1996 enregistré à la Recette de COLOMIERS le 24 septembre 1996 (Folio 47 Bord. 316/1), Madame Fabienne FALCO épouse BARBOSA DA SILVA a cédé à Monsieur Jean-Pierre FALCO 100 parts sociales n° 301 à 400.

Acte du 29 août 1996

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 29 août 1996 enregistré à la Recette de COLOMIERS le 24 septembre 1996 (Folio 47 Bord. 316/2), Mademoiselle Carole FALCO a cédé à Monsieur Jean-Pierre FALCO une part sociale n° 500.

Acte du 24 mars 2006

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 24 mars 2006, enregistré au Service des Impôts des Entreprises de Toulouse-Ouest le 12 avril 2006 (Bord. 2006/133, case n° 15), Monsieur Jean-Marc BONNET a cédé à Monsieur Jean-Pierre FALCO 79 parts sociales n° 421 à 499.

ARTICLE IX - GARANTIE FINANCIÈRE

Monsieur Jean-Pierre FALCO, qui se reconnaît entièrement réglé de ses droits de toute nature attachés aux parts sociales cédées, déclare n'avoir consenti aucune garantie réelle ou personnelle en faveur de la SARL B.C.F sous quelque forme que ce soit (cautionnement, aval, hypothèque conventionnelle, garantie autonome à première demande, etc...) dont il y aurait lieu de demander la décharge ou la mainlevée à la date du présent acte, de même qu'il reconnaît n'être titulaire d'aucun solde créateur de compte courant d'associé, dont il y aurait lieu de demander le remboursement à ce jour.

SB

J P F

CB

ARTICLE X - DÉCLARATIONS RELATIVES AUX CHIFFRES D'AFFAIRES ET AUX RÉSULTATS

Le cédant déclare que :

- le montant du chiffre d'affaires HT des trois derniers exercices arrêtés s'est élevé à :

- Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007 :	806 985 € HT
- Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008 :	773 797 € HT
- Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009 :	849 201 € HT

- pour les trois périodes correspondantes, les résultats commerciaux réalisés ont été les suivants :

- Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007 :	bénéfice de 2 217 €
- Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008 :	bénéfice de 24 456 €
- Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009 :	bénéfice de 36 550 €

ARTICLE XI - DISPOSITIONS DIVERSES

1 - Loi applicable

La présente cession de parts sociales est régie par le droit français.

2 - Notifications et élections de domicile

Toute notification ou autre communication requise ou pouvant être faite en vertu des présentes sera valablement effectuée si elle est envoyée par courrier recommandé avec avis de réception dûment affranchi et adressé à l'adresse respective du cédant et du cessionnaire indiqués en tête des présentes.

La notification sera considérée comme reçue à compter de la réception de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi.

3 - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui s'élèveraient entre le cédant et le cessionnaire, parties à la cession, objet des présentes, seront soumises au Tribunal de Commerce de TOULOUSE, s'agissant d'une cession de bloc de contrôle.

4 - Clause de non concurrence

Monsieur Jean-Pierre FALCO s'interdit pour ce qui le concerne de :

- s'intéresser directement ou indirectement à quelque titre que ce soit ou sous quelque forme que ce soit (notamment en tant qu'administrateur, actionnaire, associé, salarié, promoteur, dirigeant de droit ou de fait, agent, gérant ou consultant salarié) à toute entreprise ou société ayant une activité concurrente ou similaire à l'une quelconque des activités de la SARL B.C.F figurant à l'extrait K Bis joint en annexe 1.

- Déposer, acquérir, exploiter de manière directe ou indirecte et sans l'accord préalable du Cédant toutes marques, brevets, dessins et modèles ayant pour objet total ou partiel des produits ou activités similaires de ceux figurant à l'extrait K Bis joint en annexe 1.

- Inciter à ne pas traiter avec la SARL B.C.F, toute personne physique et morale qui serait à la date de ladite incitation ou aurait été dans les douze mois précédents celle-ci un fabricant, un fournisseur ou un client de la SARL B.C.F.

SB

JPF

CB

- Fournir ou approvisionner en produits concurrents toute personne physique ou morale qui serait à la date de la fourniture ou d'approvisionnement ou aurait été dans les douze mois précédents, un client de la SARL B.C.F.

- Inciter au débauchage y compris pour des activités non relatives à celles figurant à l'extrait K Bis joint en annexe 1 toute personne qui serait à la date de ladite incitation un dirigeant, un agent commercial, un consultant salarié ou un salarié de la SARL B.C.F.

- Embaucher, engager ou tenter d'embaucher ou d'engager ou négocier l'embauche y compris pour des activités non relatives à celles figurant à l'extrait K Bis joint en annexe 1 par une entreprise ou société tierce toute personne qui serait à la date de cession (ou aurait été au cours des douze mois précédents) dirigeant, agent commercial, consultant salarié ou salarié de la SARL B.C.F.

Les engagements ci-dessus s'appliquent aux départements de la Haute-Garonne et du Gers pour une durée de 5 ans à compter de la Date de la Cession, à peine de tous dommages-intérêts et sans préjudice du droit du Bénéficiaire de faire cesser toute infraction à cette clause.

5 - Impôts et frais

De convention expresse entre les parties, tous les impôts, frais, droits, honoraires et accessoires de toutes sortes auxquels la présente convention pourra donner lieu seront supportés :

- par le Cessionnaire qui s'y oblige, dans la mesure où ces frais, droits et honoraires se rattachent à la cession des parts qui lui est consentie,

- par la SARL B.C.F en ce qui concerne les frais, droits et honoraires afférents aux modifications corrélatives et nécessaires des statuts.

6 - Formalités de publicité et pouvoirs pour formalités

Conformément aux prescriptions légales et réglementaires, le présent acte sera déposé, après présentation à la formalité de l'enregistrement fiscal, au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE auprès duquel la SARL B.C.F est immatriculée, tous pouvoirs étant donnés à tout porteur de copies ou d'originaux du présent acte en vue de l'accomplissement de cette formalité.

7 - Opposabilité de la société

Conformément aux dispositions de l'article 20 alinéa 1 de la loi du 24 juillet 1966 modifié par la loi n° 88-615 du 5 janvier 1988 et codifié à l'article L 221-14 du Code de Commerce, un original de l'acte de cession de parts sociales sera déposé au siège social.

8 - Affirmation de sincérité

Les parties affirment sous leur responsabilité et les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu ; elles reconnaissent en outre avoir été informées par l'avocat rédacteur de l'acte des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

ARTICLE XII - FIXATION DU PRIX DE CESSION PAR LES SEULES PARTIES

Les parties déclarent avoir arrêté directement et conclu exclusivement entre elles le prix ainsi que les charges et conditions de tout nature de la présente cession et donner en conséquence décharge pure et simple, entière et définitive à l'avocat rédacteur des présentes, reconnaissant par là même que l'acte établi a été dressé sur leurs seules déclarations et énonciations conjointes, sans que ce dernier soit intervenu entre elles relativement aux conditions financières dudit acte et notamment à l'évaluation des parts sociales cédées.

SB

JPF

CB

ARTICLE XIII - DÉCLARATIONS D'ÉTAT CIVIL ET AUTRES

1. Le Cédant et chaque Cessionnaire déclare pour sa part :

- que les informations le concernant en tête des présentes sont bien exactes,
- qu'il a la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, et plus spécialement, qu'il ne fait pas présentement l'objet d'une procédure collective d'apurement du passif, ni n'est susceptible de l'être en raison de sa profession et fonction, ni n'est en état de cessation des paiements, déconfiture ou surendettement,
- et qu'il est résident français au sens de la législation fiscale et la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2. Le Cédant déclare pour sa part :

- qu'il n'existe de son chef aucune restriction d'ordre légal ou contractuel ou judiciaire à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies,
- que les parts cédées sont entièrement libérées,
- que les cessions de parts sociales qui précèdent ne sauraient entraîner la dissolution de la société,
- et que la société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressements ou liquidation judiciaires.

ARTICLE XIV - DÉCLARATIONS FISCALES GÉNÉRALES

Le Cédant déclare relever pour la déclaration de ses revenus et par suite des plus-values de cession de valeurs mobilières taxables en vertu des dispositions des articles 150-0-A et suivants du CGI du Centre des Impôts de Colomiers.

ARTICLE XV - DÉCLARATIONS FISCALES POUR L'ENREGISTREMENT

Il est ici déclaré en tant que de besoin :

- que la cession de parts sociales qui précède ne peut entraîner la dissolution de la société,
- que les parts sociales cédées sont exclusivement représentatives d'apports en numéraire,
- que les parts sociales cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers au sens de l'article 1655 du CGI et qu'elles ne sauraient donner lieu à imposition au titre de plus values immobilières,
- que la société est et restera soumise à l'impôt sur les sociétés,
- qu'elle n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A Bis du Code Général des Impôts,
- que le Cédant est libre, sur le plan fiscal, de tout engagement collectif ou individuel de conservation des parts cédées,
- qu'en conséquence, seuls sont exigibles les droits de mutation de droits sociaux sur le prix de cession de parts en vertu de l'article 726 du CGI et que la valeur taxable à ce titre est la suivante :

* le montant de l'abattement à pratiquer concernant la cession des 275 parts par Monsieur Jean-Pierre FALCO à Monsieur Sébastien BERNE s'élève à 23 000 € x 275 parts cédées / 500 parts dans la société = 12 650 €,

SB

JPF

CB

* le montant de l'abattement à pratiquer concernant la cession des 55 parts par Monsieur Jean-Pierre FALCO à Madame Carole FALCO épouse BERNE s'élève à 23 000 € x 55 parts cédées / 500 parts dans la société = 2 530 €

* En conséquence, la valeur taxable, après application de l'abattement servant à la liquidation du droit de mutation, s'élève à : 20 000 € - 12 650 € - 2 530 € = 4 820 €.

Le montant des droits de mutation sera donc de : 4 820 € x 3% = 145 euros.

FAIT À LEGUEVIN

EN HUIT EXEMPLAIRES ORIGINAUX

Le cédant :
Le 20 décembre 2010
Jean-Pierre FALCO

Le cessionnaire :

Le 20 décembre 2010
Sébastien BERNE

Le 20 décembre 2010
Carole FALCO épouse BERNE

Enregistré a : S.I.E DE TOULOUSE-NORD

Le 20/12/2010 Bordereau n°2010/2 247 Case n°18

Ext 10633

Enregistrement : 145 €

Pénalités :

Total liquidé : cent quarante-cinq euros

Montant reçu : cent quarante-cinq euros

L'Agent

DUPLICATA

J

CB

LISTE DES PIÈCES ANNEXÉES À L'ACTE DE CESSIION DE PARTS SOCIALES

- 1 Copie extrait K bis à jour
- 2 Copie statuts à jour au 24/03/2006
- 3 Copie échéancier crédit-vendeur
- 4 Copie échéancier crédit-vendeur
- 5 Copie contrat de travail CARMONA et bulletin de salaire du mois de novembre 2010
- 6 Copie contrat de travail VERA et bulletin de salaire du mois de novembre 2010
- 7 Copie contrat de travail SAINT AGUET et bulletin de salaire du mois de novembre 2010
- 8 Copie contrat de travail PALLES et bulletin de salaire du mois de novembre 2010
- 9 Copie contrat RENAULT RETAIL GROUP, de l'avenant 2010 et copie courrier du 25 octobre 2010
- 10 Copie contrat de prêt du 20/05/2010
- 11 Copie contrat de prêt du 07/07/2009
- 12 Copie état des inscriptions au 9 décembre 2010
- 13 *liste pieces en cours*

FAIT À LEGUEVIN

EN HUIT EXEMPLAIRES ORIGINAUX

Le cédant :

Le 20 décembre 2010

Jean-Pierre FALCO

Le cessionnaire :

Le 20 décembre 2010
Sébastien BERNE



Le 20 décembre 2010
Carole FALCO épouse BERNE



Extrait du registre du commerce et des sociétés

IMMATRICULATION ET IDENTITE DE LA PERSONNE

numéro d'immatriculation : 399 144 229 RCS Toulouse
 date d'immatriculation : 06 décembre 1994
 dénomination : SARL "B.C.F."
 forme juridique : société à responsabilité limitée
 début de l'activité de la société : 01/12/1994
 durée de la personne morale : 50 années

CARACTERISTIQUES DE L'ENTREPRISE

capital : 7 622,45 EUROS
 siège social : rue de Ribosi 31490 Leguevin - FRANCE
 activités principales de l'entreprise : ENTREPRISE DE GARAGE PRISE EN LOCATION GERANCE DU FONDS
 APPARTENANT A MR FALCO JEAN PIERRE VEHICULES NEUFS ET OCCASION
 REPARATIONS CARROSSERIE VENTE PIECES DEPANNAGE REMORQUAGE -
 date de clôture de l'exercice : 31 Décembre

DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE

gérant : Monsieur FALCO Jean Pierre né(e) le 25 mars 1951 à TOULOUSE (31) - France - de
 nationalité française :
 Nom d'usage : Monsieur FALCO Jean
 domicile : 18 rue Vieubien 31490 Leguevin - FRANCE

ETABLISSEMENT PRINCIPAL

adresse : rue de Ribosi 31490 Leguevin - FRANCE
 nom commercial : ETS JP FALCO
 activité exercée : l'activité exercée dans cet établissement est identique aux principales activités de l'entreprise
 date de début d'activité : 01 décembre 1994
 origine : location gérance
 acte publié dans La Croix du Midi du 02/12/1994 renouvelable par tacite reconduction
 mode d'exploitation : Locataire gérant
 FONDS RECU EN LOCATION GERANCE

MENTIONS ET OBSERVATIONS

mention effectuée le 25 avril 2006 sous le N° 8336
 Modification de la date de clôture de l'exercice
 NOUVELLE : 31/12 - ANCIENNE : 30/06
 PV D'AGE EN DATE DU 24/03/2006
 Date d'effet: 24/03/2006

LA CONVERSION DU MONTANT DU CAPITAL DES FRANCS EN EUROS A ETE
 EFFECTUEE D'OFFICE PAR LE GREFFE EN APPLICATION DU DECRET N° 2001-474
 DU 30 MAI 2001 : ANCIEN MONTANT : 50 000.00 FRF NOUVEAU MONTANT : 7 622,45
 EUR

Toute modification ou falsification du présent extrait expose à des poursuites pénales
Seul le greffier est légalement habilité à délivrer des extraits signés en original,
toute reproduction du présent extrait même certifiée conforme est sans valeur.

Pour extrait certifié conforme
DELIVRE à Toulouse le 23/06/2010

Le greffier

cert. sans

JPF

SANS

VALEUR

LEGALE

JPF

12

ANNEXE 2

SARL B.C.F.

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 7 622,45 €

Siège Social : Rue de Ribosi - 31490 LEGUEVIN

R C S TOULOUSE : 399 144 229 (97 B 2267)

STATUTS

mis à jour avec effet du 24 mars 2006

Pour l'utilité du Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse

Statuts
Benjamin Baffier
Cy Cyval

[Signature]
JBF

SB

SB

CB

JBF

CB

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE DUREE

ARTICLE 1ER - FORME

La société est une société à responsabilité limitée. Elle est régie par le Livre deuxième du Code de Commerce, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet : En France et dans tous les pays, à titre sédentaire ou ambulant :

- Entreprise de garage, notamment par la prise en location-gérance du fonds appartenant à Mr FALCO Jean-Pierre et pour lequel il est inscrit à la Chambre des Métiers de TOULOUSE sous le numéro : 330844010 RM 31 et exploité à LEGUEVIN, rue RIBOSI ;
- Toutes opérations commerciales de véhicules neufs et occasions, réparations, carrosserie, peinture ; vente de pièces, pneus, huiles ; contrôle anti-pollution, dépannage, remorquage, commissions et généralement toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement, l'exploitation de licences et de marques, soit pour son compte, soit comme commissionnaire ou mandataire de tous tiers ;
- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'activité spécifiée ci-dessus ;
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes les opérations ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ;
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : SARL « B. C. F. »

Tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers et notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "SARL", de l'énonciation du capital social ainsi que du numéro d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

Rue de Ribosi
31490 LEGUEVIN

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 50 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation prévus ci-après.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

ARTICLE 6 - APPORTS

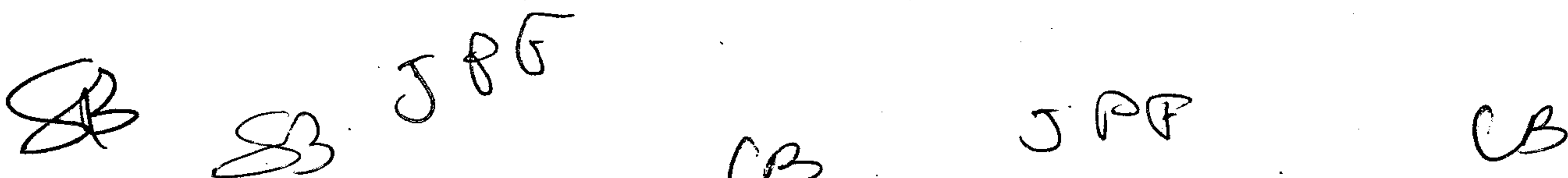
Les soussignés font apport à la société, savoir :

- Monsieur FALCO Jean-Pierre époux de Madame CLERGUE Béatrice
apporte à la société la somme de quinze mille francs, ci..... 15 000 F
 - Madame CLERGUE Béatrice épouse de Monsieur FALCO Jean-Pierre
apporte à la société la somme de quinze mille francs, ci..... 15 000 F
 - Madame FALCO Fabienne épouse de Monsieur BARBOSA DA SILVA
apporte à la société la somme de dix mille francs, ci 10 000 F
 - Mademoiselle FALCO Carole
apporte à la société la somme de dix mille francs, ci 10 000 F
- Soit au total, la somme de cinquante mille francs, ci 50 000 F

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS ET QUARANTE CINQ CENTIMES (7 622,45 €).

Il est divisé en 500 parts, numérotées de 1 à 500, attribuées aux associés en proportion de leurs droits, savoir :



- Monsieur Jean-Pierre FALCO, à concurrence de
TROIS CENT TRENTE parts
numérotées de 1 à 150, de 301 à 400 et de 421 à 500, ci 330 parts

- Mademoiselle Carole FALCO, à concurrence de
CENT SOIXANTE DIX parts
numérotées de 151 à 300 et de 401 à 420, ci 170 parts

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS
COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL : CINQ CENTS, ci 500 parts

Par décision en date du 17 septembre 2004, l'assemblée générale extraordinaire a constaté la libération intégrale des parts de numéraire composant le capital social. En conséquence, les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes souscrites et libérées intégralement.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I - Augmentation du capital

1 - Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

2 - Souscription en numéraire et apports en nature

Le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts à libérer en numéraire.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire, ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce à la requête de l'un des gérants.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital pourront être libérées sur appel de la gérance, intégralement ou en une ou plusieurs fois, dans un délai qui ne peut excéder 5 ans à compter du jour où l'augmentation du capital est devenue définitive.

SB

JBF

SB

CB

JBF

CB

3 - Rompus

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus ; les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

4 - Apporteurs ou acquéreurs communs en biens

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

5 - Apporteurs ou acquéreurs liés par un PACS

En cas d'apport de biens indivis ou d'acquisition de parts par un tiers souscripteur lié par un PACS, l'acte d'apport ou d'acquisition devra mentionner les dispositions retenues dans le cadre de l'article 515-5 du Code civil.

Le (ou la) partenaire de l'apporteur ou de l'acquéreur lié par un PACS devra être agréé selon les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

6 - Droit préférentiel de souscription

En cas d'augmentation du capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé sous réserve de l'agrément du cessionnaire dans les conditions prévues par l'article 12 des présents statuts.

Tout associé peut également renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription, soit en avisant la société par lettre recommandée avec accusé de réception qu'il renonce à l'exercer, soit en souscrivant un nombre de parts inférieur au nombre de parts qu'il aurait pu souscrire.

De même, les associés peuvent, par décision collective extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription.

Le droit préférentiel de souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes et les délais fixés par la gérance.

SB JCF

CP

JPF

CB

II - Réduction du capital social

1 - Conditions de la réduction du capital

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés. En aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation ayant pour effet de le porter à ce minimum, à moins que la société n'ait été transformée en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société, deux mois au moins après avoir mis la gérance en demeure de régulariser la situation. Cette mise en demeure est adressée à la société par acte extrajudiciaire.

2 - Pertes ayant pour effet de ramener les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider, dans les conditions prévues ci-après pour les décisions collectives extraordinaires, s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Que la dissolution soit ou non décidée, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social et inscrite au registre du commerce et des sociétés.

A défaut par la gérance ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

ARTICLE 9 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES INTERDICTION D'EMETTRE DES VALEURS MOBILIERES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la société d'émettre des valeurs mobilières. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

La société peut émettre des parts sociales en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

SB SB JRF 12 JPF CB

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

ARTICLE 10 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - Cessions

1 - Forme de la cession

La transmission des parts s'opère par acte authentique ou sous seing privé. Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues par l'article 1690 du code civil. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au Greffe du Tribunal de commerce, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 - Agrément des cessions

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, ascendants ou descendants du cédant, même si l'ascendant ou descendant cessionnaire n'est pas associé.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers non associés autres que les ascendants ou descendants du cédant qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

3 - Procédure d'agrément

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter les associés par écrit sur ce projet.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

4 - Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

SB 53 JRG 12 JRG CB

A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une seule fois, par décision du président du tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé, et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du code civil. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par ordonnance du président du tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Le cas échéant, les dispositions de l'article L 223-2 du Code de Commerce relatives à la réduction du capital au-dessous du minimum légal seront suivies.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant.

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

1 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers ascendants ou descendants, lesquels ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants.

Dans le cas où les héritiers ou ayant droit ne sont pas des ascendants ou des descendants, ils doivent, pour devenir associés, être agréés par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, dans les conditions fixées pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

Lesdits héritiers et ayant droit, pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, ou pour permettre la consultation des associés sur leur agrément, s'ils ne sont pas héritiers directs ou conjoint, doivent justifier de leurs qualités héréditaires par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans le cas où des héritiers ou ayant droit ne sont pas des héritiers directs, la gérance adresse à chacun des associés survivants, dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers et ayants droit de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers et ayants droit.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis.

Si les héritiers ou ayants droit ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

CB 83 JBF 12 JPF CR

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants droit et conjoint au partage des parts dépendant de la succession de l'associé décédé, et éventuellement de la communauté de biens ayant existé entre cet associé et son conjoint, les droits attachés auxdites parts seront valablement exercés par l'un des indivisaires, ainsi qu'il est indiqué sous l'article 13 des présents statuts.

2 - Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

3 - Extinction du PACS

En cas de résiliation du PACS (d'un commun accord par les deux partenaires ou unilatéralement), la liquidation des parts indivises sera effectuée conformément aux règles applicables au partage (application de l'article 832 du Code civil par renvoi de l'article 515-6), avec possibilité d'attribution préférentielle des parts sociales à l'autre partenaire, moyennant le paiement d'une soulte.

A défaut d'accord amiable, la demande d'attribution préférentielle sera portée devant le juge compétent qui, si chaque partenaire réclame l'attribution du même bien, statuera en tenant compte des aptitudes de chacun à gérer l'entreprise et à s'y maintenir et de la durée de leur participation personnelle à l'activité de l'entreprise.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires. Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 12 - DROITS DES ASSOCIES

1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

SB SB JPF CB JPF CB

Sauf disposition contraire de l'acte d'apport, les droits attachés aux parts d'industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

3 - Nantissement des parts

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon les conditions de l'article 2078 du code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

ARTICLE 13 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

ARTICLE 14 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Les associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait de ces sommes et leur rémunération sont fixées, soit d'accord commun entre la gérance et l'associé intéressé, soit par décision collective des associés. Si l'avance en compte courant est effectuée par un gérant, ses conditions de retrait et de rémunération sont fixées par décision collective des associés. En tout état de cause, les conventions des avances en compte à associés sont soumises à la procédure de contrôle des conventions prévues à l'article L 223-19 du Code de Commerce.

TITRE III

GERANCE

ARTICLE 15 - DESIGNATION DES GERANTS

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, personnes physiques, avec ou sans limitation de durée de leur mandat, désignés par les associés.

SB

SB

JBF

CB

JPF

CB

Le ou les premiers gérants sont nommés par décision des associés aussitôt après la signature des statuts.

En cours de vie sociale, la nomination des gérants est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 16 - POUVOIRS DE LA GERANCE

En cas de pluralité des gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la société - Le Gérant", suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est stipulé que tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux, toute mise en gérance ou nantissement du fonds de commerce, l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer, ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés ou, s'il s'agit d'actes emportant ou susceptibles d'emporter directement ou indirectement modification de l'objet social ou des statuts, par une décision collective extraordinaire.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

ARTICLE 17 - DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE

1 - Durée

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision collective qui les nomme.

2 - Cessation des fonctions

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, un gérant peut être révoqué par le président du tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également démissionner de ses fonctions, mais il doit en informer par écrit chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

SB SM JRG CB JRG CB

3 - Nomination d'un nouveau gérant

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation, soit du gérant restant en fonction, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit par un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent. Un ou plusieurs associés représentant le quart du capital social peuvent demander la réunion d'une assemblée.

ARTICLE 18 - REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

ARTICLE 19 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA GERANCE OU UN ASSOCIE

1 - Le gérant ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

2 - L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

3 - S'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions qu'un gérant non associé envisage de conclure avec la société sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

4 - Les conventions que l'assemblée désapprouve produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

5 - Les dispositions du présent article s'appliquent aux conventions passées avec toute société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales.

6 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou des associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

SB

JRG

SB

CB

JRG

CM

ARTICLE 20 - RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Le ou les gérants sont responsables envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par l'article L 223-22 du Code de Commerce.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société, le gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article L 223-24 du Code de Commerce.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 21 - MODALITES

1 - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 24 des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés ou peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimés dans un acte.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Toutefois les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4 - Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article 12 des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

CA SB TEF CB JPT CB

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la société est décidée dans les conditions fixées par l'article L 223-43 du Code de Commerce.

La transformation de la société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en sociétés par actions simplifiée, le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

ARTICLE 22 - ASSEMBLEES GENERALES

1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée comportant l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés, et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article 27 des présents statuts.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

SB

JPF

SB

CB

JPF

CB

3 - Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

4 - Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

5 - Réunion - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est réunie au lieu indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le gérant, ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

ARTICLE 23 - CONSULTATION ECRITE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

SB

JBF

SB

CB

JBF

CB

ARTICLE 24 - PROCES-VERBAUX

1 - Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance et, le cas échéant, par le président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

2 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

3 - Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social, et cotés et paraphés soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

4 - Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

ARTICLE 25 - INFORMATION DES ASSOCIES

Le ou les gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

83

SB

JPF

CB

JPF

CM

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des commissaires aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non-gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée, le cas échéant, aux commissaires aux comptes.

TITRE V

CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 26 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut être aussi demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

ARTICLE 27 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

SB

SB

JPF

CB

JPF

CB

77

Exceptionnellement, le premier exercice comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 juin 1995.

ARTICLE 28 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 29 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins pour doter la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale a atteint une somme égale au dixième du capital social. Ce prélèvement reprend son cours lorsque la réserve légale est descendue au-dessous du dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report à nouveau bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

L'assemblée générale a la faculté de constituer tous postes de réserves générales ou spéciales dont elle détermine l'emploi s'il y a lieu.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Ils doivent être mis en paiement dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

Les pertes de l'exercice, s'il en existe, sont inscrites au report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à apurement complet.

SB

JPF

SB

CB

JPF

CB

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 30 - DISSOLUTION1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles L 223-2 et L 223-42 du Code de Commerce.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cinquante, la société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme; à défaut, elle est dissoute.

ARTICLE 31 - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "société en liquidation". La personnalité morale subsiste pour les besoins de sa liquidation et jusqu'à clôture de celle-ci. Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Si toutes les parts sont réunies en une seule main, la dissolution de la société entraîne, mais seulement lorsque l'associé est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

SD

JPF

SD

CB JPF

CB

ARTICLE 32 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

TITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 33 - PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont tenus de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais, et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

En outre, pour faire publier la constitution de la présente société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés à un associé ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

ARTICLE 34 - ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société a été présenté aux associés avant la signature des statuts.

ARTICLE 35- FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des "Frais d'établissement" et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.

SB

JPF

SB

CB

JPF

CB

ANNEXE 3

Le 12/10/2010

SIMULATION DE PRET

Caractéristiques du prêt

Type de prêt : Classique

Type d'amortissement : Remboursements constants

Capital : 16 666,66 EUR

Durée prévue : 60 mois

Remboursement : mensuel

Pas de franchise

Intérêts : 3,0000 % sur le capital restant dû

Assurance : 0 % sur le capital restant dû

Evènements

Néant

Soit des remboursements prévisionnels de :

60 échéances de 299,48 EUR

Coût total du crédit : 1 302,14 EUR

SS

JPF

CB

CB

JPF

CB

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

N°	CRDU	<u>Report cumulé</u>	<u>Report</u>	<u>Echéance</u>	<u>Cap.Amorti</u>	<u>Intérêts</u>	<u>Assurance</u>	<u>Autres</u>
0	16 666,66	0,00	0,00	0,00	-16 666,66	0,00	0,00	0,00
1	16 408,85	0,00	0,00	299,48	257,81	41,67	0,00	0,00
2	16 150,39	0,00	0,00	299,48	258,46	41,02	0,00	0,00
3	15 891,29	0,00	0,00	299,48	259,10	40,38	0,00	0,00
4	15 631,54	0,00	0,00	299,48	259,75	39,73	0,00	0,00
5	15 371,14	0,00	0,00	299,48	260,40	39,08	0,00	0,00
6	15 110,09	0,00	0,00	299,48	261,05	38,43	0,00	0,00
7	14 848,39	0,00	0,00	299,48	261,70	37,78	0,00	0,00
8	14 586,03	0,00	0,00	299,48	262,36	37,12	0,00	0,00
9	14 323,02	0,00	0,00	299,48	263,01	36,47	0,00	0,00
10	14 059,35	0,00	0,00	299,48	263,67	35,81	0,00	0,00
11	13 795,02	0,00	0,00	299,48	264,33	35,15	0,00	0,00
12	13 530,03	0,00	0,00	299,48	264,99	34,49	0,00	0,00
13	13 264,38	0,00	0,00	299,48	265,65	33,83	0,00	0,00
14	12 998,06	0,00	0,00	299,48	266,32	33,16	0,00	0,00
15	12 731,08	0,00	0,00	299,48	266,98	32,50	0,00	0,00
16	12 463,43	0,00	0,00	299,48	267,65	31,83	0,00	0,00
17	12 195,11	0,00	0,00	299,48	268,32	31,16	0,00	0,00
18	11 926,12	0,00	0,00	299,48	268,99	30,49	0,00	0,00
19	11 656,46	0,00	0,00	299,48	269,66	29,82	0,00	0,00
20	11 386,12	0,00	0,00	299,48	270,34	29,14	0,00	0,00
21	11 115,11	0,00	0,00	299,48	271,01	28,47	0,00	0,00
22	10 843,42	0,00	0,00	299,48	271,69	27,79	0,00	0,00
23	10 571,05	0,00	0,00	299,48	272,37	27,11	0,00	0,00
24	10 298,00	0,00	0,00	299,48	273,05	26,43	0,00	0,00
25	10 024,27	0,00	0,00	299,48	273,73	25,75	0,00	0,00
26	9 749,85	0,00	0,00	299,48	274,42	25,06	0,00	0,00
27	9 474,74	0,00	0,00	299,48	275,11	24,37	0,00	0,00
28	9 198,95	0,00	0,00	299,48	275,79	23,69	0,00	0,00
29	8 922,47	0,00	0,00	299,48	276,48	23,00	0,00	0,00
30	8 645,30	0,00	0,00	299,48	277,17	22,31	0,00	0,00
31	8 367,43	0,00	0,00	299,48	277,87	21,61	0,00	0,00
32	8 088,87	0,00	0,00	299,48	278,56	20,92	0,00	0,00
33	7 809,61	0,00	0,00	299,48	279,26	20,22	0,00	0,00
34	7 529,65	0,00	0,00	299,48	279,96	19,52	0,00	0,00
35	7 248,99	0,00	0,00	299,48	280,66	18,82	0,00	0,00
36	6 967,63	0,00	0,00	299,48	281,36	18,12	0,00	0,00
37	6 685,57	0,00	0,00	299,48	282,06	17,42	0,00	0,00
38	6 402,80	0,00	0,00	299,48	282,77	16,71	0,00	0,00
39	6 119,33	0,00	0,00	299,48	283,47	16,01	0,00	0,00
40	5 835,15	0,00	0,00	299,48	284,18	15,30	0,00	0,00
41	5 550,26	0,00	0,00	299,48	284,89	14,59	0,00	0,00
42	5 264,66	0,00	0,00	299,48	285,60	13,88	0,00	0,00
43	4 978,34	0,00	0,00	299,48	286,32	13,16	0,00	0,00
44	4 691,31	0,00	0,00	299,48	287,03	12,45	0,00	0,00
45	4 403,56	0,00	0,00	299,48	287,75	11,73	0,00	0,00
46	4 115,09	0,00	0,00	299,48	288,47	11,01	0,00	0,00

SB

SR JPF

12

JPF

CB

<u>N°</u>	<u>CRDU</u>	<u>Report cumulé</u>	<u>Report</u>	<u>Echéance</u>	<u>Cap.Amorti</u>	<u>Intérêts</u>	<u>Assurance</u>	<u>Autres</u>
47	3 825,90	0,00	0,00	299,48	289,19	10,29	0,00	0,00
48	3 535,98	0,00	0,00	299,48	289,92	9,56	0,00	0,00
49	3 245,34	0,00	0,00	299,48	290,64	8,84	0,00	0,00
50	2 953,97	0,00	0,00	299,48	291,37	8,11	0,00	0,00
51	2 661,87	0,00	0,00	299,48	292,10	7,38	0,00	0,00
52	2 369,04	0,00	0,00	299,48	292,83	6,65	0,00	0,00
53	2 075,48	0,00	0,00	299,48	293,56	5,92	0,00	0,00
54	1 781,19	0,00	0,00	299,48	294,29	5,19	0,00	0,00
55	1 486,16	0,00	0,00	299,48	295,03	4,45	0,00	0,00
56	1 190,40	0,00	0,00	299,48	295,76	3,72	0,00	0,00
57	893,90	0,00	0,00	299,48	296,50	2,98	0,00	0,00
58	596,65	0,00	0,00	299,48	297,25	2,23	0,00	0,00
59	298,66	0,00	0,00	299,48	297,99	1,49	0,00	0,00
60	0,00	0,00	0,00	299,48	298,66	0,82	0,00	0,00

Total intérêts 1 302,14

+ Total assurance 0,00

+ Total autres commissions 0,00

= Coût total : 1 302,14

SB

JPF

SB

CB

JPF

CB

ANNEXE 4

Le 12/10/2010

SIMULATION DE PRET

Caractéristiques du prêt

Type de prêt : Classique

Type d'amortissement : Remboursements constants

Capital : 3 333,33 EUR

Durée prévue : 60 mois

Remboursement : mensuel

Pas de franchise

Intérêts : 3,0000 % sur le capital restant dû

Assurance : 0 % sur le capital restant dû

Evènements

Néant

Soit des remboursements prévisionnels de :

60 échéances de 59,90 EUR

Coût total du crédit : 260,67 EUR

SB

80

JPF

CB

JPF

CB

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

N°	CRDU	Report cumulé	Report	Echéance	Cap.Amorti	Intérêts	Assurance	Autres
0	3 333,33	0,00	0,00	0,00	-3 333,33	0,00	0,00	0,00
1	3 281,76	0,00	0,00	59,90	51,57	8,33	0,00	0,00
2	3 230,06	0,00	0,00	59,90	51,70	8,20	0,00	0,00
3	3 178,24	0,00	0,00	59,90	51,82	8,08	0,00	0,00
4	3 126,29	0,00	0,00	59,90	51,95	7,95	0,00	0,00
5	3 074,21	0,00	0,00	59,90	52,08	7,82	0,00	0,00
6	3 022,00	0,00	0,00	59,90	52,21	7,69	0,00	0,00
7	2 969,66	0,00	0,00	59,90	52,34	7,56	0,00	0,00
8	2 917,18	0,00	0,00	59,90	52,48	7,42	0,00	0,00
9	2 864,57	0,00	0,00	59,90	52,61	7,29	0,00	0,00
10	2 811,83	0,00	0,00	59,90	52,74	7,16	0,00	0,00
11	2 758,96	0,00	0,00	59,90	52,87	7,03	0,00	0,00
12	2 705,96	0,00	0,00	59,90	53,00	6,90	0,00	0,00
13	2 652,82	0,00	0,00	59,90	53,14	6,76	0,00	0,00
14	2 599,55	0,00	0,00	59,90	53,27	6,63	0,00	0,00
15	2 546,15	0,00	0,00	59,90	53,40	6,50	0,00	0,00
16	2 492,62	0,00	0,00	59,90	53,53	6,37	0,00	0,00
17	2 438,95	0,00	0,00	59,90	53,67	6,23	0,00	0,00
18	2 385,15	0,00	0,00	59,90	53,80	6,10	0,00	0,00
19	2 331,21	0,00	0,00	59,90	53,94	5,96	0,00	0,00
20	2 277,14	0,00	0,00	59,90	54,07	5,83	0,00	0,00
21	2 222,93	0,00	0,00	59,90	54,21	5,69	0,00	0,00
22	2 168,59	0,00	0,00	59,90	54,34	5,56	0,00	0,00
23	2 114,11	0,00	0,00	59,90	54,48	5,42	0,00	0,00
24	2 059,50	0,00	0,00	59,90	54,61	5,29	0,00	0,00
25	2 004,75	0,00	0,00	59,90	54,75	5,15	0,00	0,00
26	1 949,86	0,00	0,00	59,90	54,89	5,01	0,00	0,00
27	1 894,83	0,00	0,00	59,90	55,03	4,87	0,00	0,00
28	1 839,67	0,00	0,00	59,90	55,16	4,74	0,00	0,00
29	1 784,37	0,00	0,00	59,90	55,30	4,60	0,00	0,00
30	1 728,93	0,00	0,00	59,90	55,44	4,46	0,00	0,00
31	1 673,35	0,00	0,00	59,90	55,58	4,32	0,00	0,00
32	1 617,63	0,00	0,00	59,90	55,72	4,18	0,00	0,00
33	1 561,77	0,00	0,00	59,90	55,86	4,04	0,00	0,00
34	1 505,77	0,00	0,00	59,90	56,00	3,90	0,00	0,00
35	1 449,63	0,00	0,00	59,90	56,14	3,76	0,00	0,00
36	1 393,35	0,00	0,00	59,90	56,28	3,62	0,00	0,00
37	1 336,93	0,00	0,00	59,90	56,42	3,48	0,00	0,00
38	1 280,37	0,00	0,00	59,90	56,56	3,34	0,00	0,00
39	1 223,67	0,00	0,00	59,90	56,70	3,20	0,00	0,00
40	1 166,83	0,00	0,00	59,90	56,84	3,06	0,00	0,00
41	1 109,85	0,00	0,00	59,90	56,98	2,92	0,00	0,00
42	1 052,72	0,00	0,00	59,90	57,13	2,77	0,00	0,00
43	995,45	0,00	0,00	59,90	57,27	2,63	0,00	0,00
44	938,04	0,00	0,00	59,90	57,41	2,49	0,00	0,00
45	880,49	0,00	0,00	59,90	57,55	2,35	0,00	0,00
46	822,79	0,00	0,00	59,90	57,70	2,20	0,00	0,00

SB SB JBF CB JBF CB

<u>N°</u>	<u>CRDU</u>	<u>Report cumulé</u>	<u>Report</u>	<u>Echéance</u>	<u>Cap.Amorti</u>	<u>Intérêts</u>	<u>Assurance</u>	<u>Autres</u>
47	764,95	0,00	0,00	59,90	57,84	2,06	0,00	0,00
48	706,96	0,00	0,00	59,90	57,99	1,91	0,00	0,00
49	648,83	0,00	0,00	59,90	58,13	1,77	0,00	0,00
50	590,55	0,00	0,00	59,90	58,28	1,62	0,00	0,00
51	532,13	0,00	0,00	59,90	58,42	1,48	0,00	0,00
52	473,56	0,00	0,00	59,90	58,57	1,33	0,00	0,00
53	414,84	0,00	0,00	59,90	58,72	1,18	0,00	0,00
54	355,98	0,00	0,00	59,90	58,86	1,04	0,00	0,00
55	296,97	0,00	0,00	59,90	59,01	0,89	0,00	0,00
56	237,81	0,00	0,00	59,90	59,16	0,74	0,00	0,00
57	178,50	0,00	0,00	59,90	59,31	0,59	0,00	0,00
58	119,05	0,00	0,00	59,90	59,45	0,45	0,00	0,00
59	59,45	0,00	0,00	59,90	59,60	0,30	0,00	0,00
60	0,00	0,00	0,00	59,90	59,45	0,45	0,00	0,00

Total intérêts 260,67

+ Total assurance 0,00

+ Total autres commissions 0,00

= Coût total : 260,67

SB

SB

JPF

CB

JPF

CB

ANNEXE 5

CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

SARL BCF – ETS FALCO

SARL au capital de 7 622,45 €

Siège social : rue de Ribosi

31490 LEGUEVIN

N° SIRET : 399 144 229 00016

Code NAF : 501Z

Représentée par Monsieur Jean Pierre FALCO, Gérant

D'UNE PART

ET

Monsieur Yannick CARMONA

Né le 21 août 1981

N°SS : 1 81 08 31 555 603 38

De nationalité française

Demeurant à SAIGUEDE (31), Quartier de l'Hoste

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

La SARL BCF engage par les présentes, à compter du 4 septembre 2007 à 8h, Monsieur Yannick CARMONA qui accepte en qualité de mécanicien.

En tant que tel, Monsieur Yannick CARMONA appartient à la catégorie du personnel des ouvriers, mécanicien de maintenance automobile, échelon 3 de la convention collective nationale des « services de l'automobile » applicable à l'entreprise, avec comme extensions :

- réalisation d'interventions d'un premier niveau de complexité portant sur le groupe motopropulseur et organes périphériques, les éléments de liaison au sol, les éléments de sécurité et de confort ;
- pose d'accessoires sur le véhicule ;
- conseil d'utilisation à la clientèle ;
- vente additionnelle de produits et services.

Pour toutes les dispositions non prévues aux présentes, les parties se référeront à la convention collective susvisée.

Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée.

Il ne deviendra toutefois définitif qu'à l'issue d'une période d'essai d'1 mois.

SB SB JPF CB JPF CB CF

La période d'essai pourra être renouvelée une fois, par accord des parties consigné par écrit avant le terme de la période initiale.

La période d'essai doit correspondre à du travail effectif. En conséquence, toute suspension de contrat (maladie, absence, etc.) qui l'affecterait, la prolongerait d'autant.

Pendant la période d'essai, le présent contrat pourra être rompu à l'initiative de l'une ou de l'autre des parties, à tout moment, sans formalités, ni préavis, ni indemnité.

Au-delà de la période d'essai, en cas de rupture pour quelque cause que ce soit (démission ou licenciement, sauf en cas de faute grave ou lourde, ou cas de force majeure), les parties devront respecter un préavis fixé à :

- jusqu'à deux ans d'ancienneté : un mois réciproque,
- à partir de deux ans d'ancienneté : un mois s'il s'agit d'une démission, deux mois s'il s'agit d'un licenciement,

Outre le respect des dispositions légales et conventionnelles régissant la rupture du contrat de travail, la partie qui en prendra l'initiative devra le signifier à l'autre par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, ou par lettre remise en main propre contre décharge.

La date de première présentation de la lettre fixera le point de départ du préavis.

Sauf accord entre elles, la partie qui ne respectera pas le préavis devra à l'autre une indemnité égale à la rémunération qu'aurait perçue Monsieur Yannick CARMONA s'il avait continué à travailler jusqu'au terme du préavis restant à courir.

Monsieur Yannick CARMONA exercera ses fonctions dans les locaux de l'entreprise sis à LEGUEVIN (31), étant précisé qu'il pourra être amené à se déplacer partout où les nécessités de son travail et les impératifs de l'entreprise l'exigeront.

Monsieur Yannick CARMONA effectuera 39 heures hebdomadaires, dont 4 heures supplémentaires. Il est expressément convenu entre les parties, que la rémunération des heures effectuées de la 36^{ème} à la 39^{ème}, ainsi que leur majoration sous quelque forme que ce soit, sera lissée sur la base de 17,33 heures par mois. Ceci afin d'éviter une fluctuation du salaire tous les mois.

A titre de rémunération, Monsieur Yannick CARMONA percevra un salaire brut mensuel de 1 440,98 €, décomposé comme suit :

- 1 280,09 € pour 151,67 heures, heures normales de travail effectuées jusqu'à 35 heures hebdomadaires,
- 160,89 € pour 17,33 heures, heures effectuées de la 36^{ème} heure à la 39^{ème} heure.

Les cotisations de Sécurité Sociale seront versées à l'URSSAF de TOULOUSE sous le numéro de cotisant 310.157895.

La caisse de retraite complémentaire et de prévoyance à laquelle sera affilié Monsieur Yannick CARMONA est l'IRP AUTO.

SB SB 5 B F CB JRF CB CF

Sauf cas de force majeure, en cas d'absence (maladie ou accident), Monsieur Yannick CARMONA devra en informer la Direction dans les plus brefs délais et fournir les justificatifs nécessaires dans les deux jours ouvrables qui suivront celui de l'examen par le médecin, par courrier, le cachet de la poste faisant foi, ou les remettre en main propre contre reçu.

En cas de prolongation de l'absence, Monsieur Yannick CARMONA est tenu aux mêmes obligations.

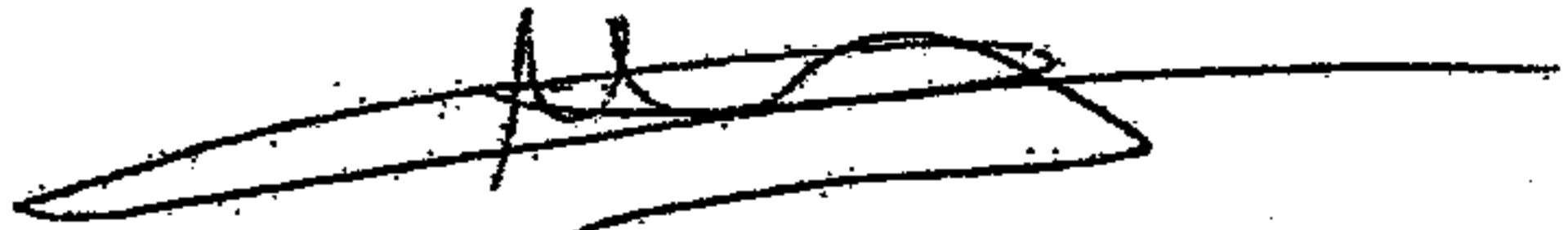
Pour toute modification intervenant dans la situation personnelle de Monsieur Yannick CARMONA postérieurement à son engagement, et entraînant modification des obligations de l'entreprise, Monsieur Yannick CARMONA devra en faire la déclaration à l'entreprise par écrit et produire toutes pièces justificatives relatives à sa nouvelle situation.

En trois exemplaires,

A LEGUEVIN, le 4 septembre 2007

Yannick CARMONA

Lu et approuvé



P /o la SARL BCF - ETS FALCO

Jean Pierre FALCO
SARL BCF - ETS FALCO
Agent RENAULT
Rue de Ribesi
31490 LEGUEVIN
Tél. 05 61 86 59 84 - Fax : 05 61 86 76 82
RCS N° 332 124 229 - APE 501 Z

Po

- 1 - Paraphes des deux parties sur les premières pages du contrat,
- 2 - Signature des deux parties précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé » et cachet de l'entreprise sur la dernière page du contrat.

J P F

SB

SB

CB

JPF

CB

BULLETIN DE PAIE

SARL B.C.F.

19 Rue de Ribosi
31490 LEGUEVIN

Siret 399144229 00016 Naf 4511Z

Urssaf 3100000000000157895
ou 31U0 Haute garonne
MSARue Pierre et Marie Curie
Labège
31061 TOULOUSE CEDEX 09Emploi Mécanicien
N° Sécurité S. 1810831555603 38
Qualification
Niveau/Echelon / 3
CoefficientSalarié 0000000026
Etabl. 0001
Affect.
Réf. bull. 20101100004

Convention collective

nat.des services de l'automobile Brochure JO n° 3034

Période du 01-11-2010

au 30-11-2010

Mr CARMONA YANNICK

Quartier de l Hoste
31000 SAIGUEDEDate d'entrée 04-09-2007 Plafond National
Ancienneté 04-09-2007 Plafond du passage 2 885,00
Date départ

Commentaire

Intitulé	Base	Taux	Montant	Part employeur		Période
Salaire de base	151,67		1 383,00			Charges salarié
Heures sup.125%	17,33	11,398	197,51			-332,99
Prime exception			128,19			Charges employeur
Tot.heures payées	169,00					-400,42
BRUT			1 708,70			Charges totales
						-733,41
FISCAL			1 708,70			Cumuls
Maladie	1 708,70	0,750	-12,82	12,800	-218,71	Avantages nature
Contrib. autonomie	1 708,70			0,300	-5,13	Brut
Vieillesse Tr A	1 708,70	6,650	-113,63	8,300	-141,82	18 560,47
Vieillesse	1 708,70	0,100	-1,71	1,600	-27,34	Abattement
Alloc.Familiales	1 708,70			5,400	-92,27	
Accident Travail	1 708,70			2,600	-44,43	Brut fiscal
FNAL Tr A	1 708,70			0,100	-1,71	18 560,47
Allèg. hors RTT					338,32	Net imposable
Chomage Tr A	1 708,70	2,400	-41,01	4,000	-68,35	13 248,85
F.N.G.S.	1 708,70			0,400	-6,83	
IRSACM Ret. NC TA	1 708,70	3,000	-51,26	4,500	-76,89	Plafonds
AGFF TrA NC	1 708,70	0,800	-13,67	1,200	-20,50	31 735,00
APASCA					-2,31	Charges salarié
Prev.NC	1 708,70	0,410	-7,01	1,310	-22,38	- 3 612,06
IPSA IFC NC					-36,06	Charges employeur
CSG non imposable	1 487,56	5,100	-75,87			- 4 144,83
Csg/Rds Hres Sup.	191,58	8,00	-15,33			Charges totales
Rédu.pat.hre sup.	17,33				25,99	- 7 756,89
Rédu.sal.hre.sup.	197,51		42,46			Base tranche A
						18 560,47
TOTAL RETENUES			-289,85		-400,42	Base tranche B
Rédu.fisc.hre sup.			-197,51			Base tranche C
						Base tranche D
IMPOSABLE			1 221,34			Assiette GMP
CSG non deduct.	1 487,56	2,400	-35,70			Base GMP
CRDS	1 487,56	0,500	-7,44			
Rédu.fisc.hre sup.			197,51			

A conserver sans limitation de durée

NET A PAYER

1 375,71 EUR

par: Chèque
le: 30-11-2010

à : MR CARMONA YANNICK

Banque :

Guichet :

N° compte :

CONTRAT DE TRAVAIL
A DUREE INDETERMINEE

ANNEXE 6

ENTRE LES SOUSSIGNES :

SARL BCF – ETS FALCO

SARL au capital de 7 622,45 €

Siège social : rue de Ribosi

31490 LEGUEVIN

N° SIRET : 399 144 229 00016

Code NAF : 501Z

Représentée par Monsieur Jean Pierre FALCO, Gérant

D'UNE PART

ET

Monsieur Jean Marc VERA

Né le 17 février 1969 à TOULOUSE (31)

N°SS : 1 69 02 31 555 450 04

De nationalité française

Demeurant à SAINTE MARIE 32200 – Lambegue village

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

La SARL BCF engage par les présentes, à compter du 20 février 2007, Monsieur Jean Marc VERA qui accepte en qualité de contremaître d'atelier avec comme extension : la gestion de la totalité des fonctions de réception clientèle, de gestion de l'équipe d'atelier, du suivi administratif.

En tant que tel, Monsieur Jean Marc VERA appartient à la catégorie du personnel de maîtrise échelon 23 de la convention collective nationale des « services de l'automobile » applicable à l'entreprise.

Pour toutes les dispositions non prévues aux présentes, les parties se référeront à la convention collective susvisée.

Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée.

En cas de rupture du contrat pour quelque cause que ce soit (démission ou licenciement, sauf faute grave ou lourde, ou cas de force majeure), les parties devront respecter un préavis fixé à trois mois réciproques.

Outre le respect des dispositions légales et conventionnelles régissant la rupture du contrat de travail, la partie qui en prendra l'initiative devra le signifier à l'autre par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, ou par lettre remise en main propre contre décharge.

La date de première présentation de la lettre fixera le point de départ du préavis.

CA SB J.M.V. JBF JBF CB JBF CB

Sauf accord entre elles, la partie qui ne respectera pas le préavis devra à l'autre une indemnité égale à la rémunération qu'aurait perçue Monsieur Jean Marc VERA s'il avait continué à travailler jusqu'au terme du préavis restant à courir.

Monsieur Jean Marc VERA exercera ses fonctions dans les locaux de l'entreprise sis à LEGUEVIN (31), étant précisé qu'il pourra être amené à se déplacer partout où les nécessités de son travail et les impératifs de l'entreprise l'exigeront.

Monsieur Jean Marc VERA effectuera 39 heures hebdomadaires, dont 4 heures supplémentaires. Il est expressément convenu entre les parties, que la rémunération des heures effectuées de la 36^{ème} à la 39^{ème}, ainsi que leur majoration sous quelque forme que ce soit, sera lissée sur la base de 17,33 heures par mois. Ceci afin d'éviter une fluctuation du salaire tous les mois.

A titre de rémunération, Monsieur Jean Marc VERA percevra un salaire brut mensuel de 2 564,41 €, décomposé comme suit :

- 2 278,09 € pour 151,67 heures, heures normales de travail effectuées jusqu'à 35 heures hebdomadaires,
- 286,32 € pour 17,33 heures, heures effectuées de la 36^{ème} heure à la 39^{ème} heure.

Les cotisations de Sécurité Sociale seront versées à l'URSSAF de TOULOUSE sous le numéro de cotisant 310.157895.

La caisse de retraite complémentaire à laquelle sera affilié Monsieur Jean Marc VERA est l'IRSACM.

La caisse de prévoyance à laquelle sera affilié Monsieur Jean Marc VERA est l'IPSA.

Sauf cas de force majeure, en cas d'absence (maladie ou accident), Monsieur Jean Marc VERA devra en informer la Direction dans les plus brefs délais et fournir les justificatifs nécessaires dans les deux jours ouvrables qui suivront celui de l'examen par le médecin, par courrier, le cachet de la poste faisant foi, ou les remettre en main propre contre reçu.

En cas de prolongation de l'absence, Monsieur Jean Marc VERA est tenu aux mêmes obligations.

Pour toute modification intervenant dans la situation personnelle de Monsieur Jean Marc VERA postérieurement à son engagement, et entraînant modification des obligations de l'entreprise, Monsieur Jean Marc VERA devra en faire la déclaration à l'entreprise par écrit et produire toutes pièces justificatives relatives à sa nouvelle situation.

En trois exemplaires,

A LEGUEVIN, le 20 février 2007

P /o la SARL BCF – ETS FALCO

Jean Marc VERA

Jean Pierre FALCO

Lu et approuvé

Lu et approuvé

1 – Paraphes des deux parties sur les premières pages du contrat,

2 – Signature des deux parties précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé » et cachet de l'entreprise sur la dernière page du contrat.

QR

SR

DPF

CB

DPF

CB

ANNEXE 7

CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- SARL B.C.F
GARAGE FALCO
SARL au Capital de 7 662,45 euros
Siège Social : Rue Ribosi - 31490 LEGUEVIN
N° SIRET : 399 144 229 000 16
Code NAF : 50.1Z
Représentée par Monsieur Jean-Pierre FALCO, gérant

D'UNE PART,

ET,

- Madame SAINT AGUET Béatrice
Née le 27 juillet 1970 à TOULOUSE (31)
N° SS : 2.70.07.31.555.776.47
De Nationalité française
Demeurant 10 rue des Fauvettes à L'ISLE JOURDAIN (32600)

D'AUTRE PART,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

La SARL BCF engage par les présentes, à compter du 30 juillet 2007 à 14h, Madame SAINT AGUET Béatrice qui accepte en qualité d'employée administrative.

En tant que tel, Madame SAINT AGUET Béatrice, appartient à la catégorie des employés, échelon 3 de la convention collective nationale étendue des "Services de l'automobile", actuellement applicable à l'entreprise.

Pour toutes les dispositions non prévues aux présentes, les parties entendent se référer à ladite convention collective.

Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée.

Il ne deviendra toutefois définitif qu'à l'issue d'une période d'essai d'1 mois.

La période d'essai pourra être renouvelée une fois, par accord des parties consigné par écrit avant le terme de la période initiale.

SB

SB

SBF

CB

SBF

CM

La période d'essai doit correspondre à du travail effectif. En conséquence, toute suspension de contrat (maladie, absence, etc.) qui l'affecterait, la prolongerait d'autant.

Pendant la période d'essai, le présent contrat pourra être rompu à l'initiative de l'une ou de l'autre des parties, à tout moment, sans formalités, ni préavis, ni indemnité.

Au-delà de la période d'essai, en cas de rupture pour quelque cause que ce soit (démission ou licenciement, sauf en cas de faute grave ou lourde, ou cas de force majeure), les parties devront respecter un préavis fixé à :

- jusqu'à deux ans d'ancienneté : un mois réciproque,
- à partir de deux ans d'ancienneté : un mois s'il s'agit d'une démission, deux mois s'il s'agit d'un licenciement,

Outre le respect des autres dispositions légales et conventionnelles régissant la rupture du contrat de travail, la partie qui en prendra l'initiative devra le signifier à l'autre, soit par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, soit par lettre remise en main propre contre décharge.

La date de première présentation de la lettre fixera le point de départ du préavis.

Sauf accord entre elles, la partie qui ne respectera pas ce préavis devra à l'autre, une indemnité égale à la rémunération qu'aurait perçue Madame SAINT AGUET Béatrice, si elle avait continué à travailler jusqu'au terme du préavis restant à courir.

Madame SAINT AGUET Béatrice exercera ses fonctions dans les locaux de l'entreprise, étant précisé qu'elle pourra être amenée à se déplacer partout où les nécessités de son travail et les impératifs de l'entreprise l'exigeront (déplacements de proximité).

Madame SAINT AGUET Béatrice effectuera un temps complet de 36 heures de travail hebdomadaires, dont 1 heure supplémentaire. Il est expressément convenu entre les parties, que la rémunération de l'heure supplémentaire, ainsi que la majoration sous quelque forme que ce soit, sera lissée sur la base de 4,33 heures par mois. Ceci afin d'éviter une fluctuation du salaire tous les mois.

A titre de rémunération, Madame SAINT AGUET Béatrice percevra un salaire brut mensuel global de mille six cent soixante dix euros et trente deux cents décomposé de la façon suivante :

- 1 619,47 € pour 151,67 heures, heures normales de travail effectuées jusqu'à 35 heures hebdomadaires ;
- 50,85 € pour 4,33 heures correspondant à la 36^{ème} heure.

SB

JBF

SB

CB

JBF

CM

Les cotisations de Sécurité sociales seront versées à l'URSSAF de TOULOUSE sous le numéro 310 157895.

Les caisses de retraite complémentaire et de prévoyance auxquelles sera affiliée Madame SAINT AGUET Béatrice sont respectivement l'IRSACM et l'IPSA - 16009 ANGOULEME Cedex.

Les congés annuels seront déterminés conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur.

Sauf cas de force majeure, en cas d'incapacité temporaire (maladie ou accident), Madame SAINT AGUET Béatrice sera tenue d'en informer l'entreprise dans les plus brefs délais et de fournir les justificatifs nécessaires dans les deux jours ouvrables qui suivront celui de l'examen par le médecin, par courrier, le cachet de la poste faisant foi, ou de les remettre en main propre contre reçu. En cas de prolongation de l'absence, Madame SAINT AGUET Béatrice est tenue aux mêmes obligations.

Pour toute modification intervenant dans la situation personnelle de Madame SAINT AGUET Béatrice postérieurement à son engagement et entraînant modification des obligations de l'entreprise, Madame SAINT AGUET Béatrice devra en faire la déclaration à l'entreprise par écrit et produire toutes pièces justificatives relatives à sa nouvelle situation.

En deux exemplaires, (1)

A LEGUEVIN, le 30 juillet 2007

Béatrice SAINT AGUET



P/o SARL BCF
Jean-Pierre FALCO

(1) Signature des deux parties précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé" ainsi que le cachet de l'entreprise.

JB5

SB

SB

CB

JPF

CB

BULLETIN DE PAIE

SARL B.C.F.

19 Rue de Ribosi
31490 LEGUEVIN

Siret 399144229 00016 Naf 4511Z

Urssaf 31000000000000157895
ou 31U0 Haute garonne
MSARue Pierre et Marie Curie
Labège
31061 TOULOUSE CEDEX 09Emploi Employée Administrative
N° Sécurité S. 2700731555776 47
Qualification
Niveau/Echelon / 3
CoefficientSalarié 0000000023
Etabl. 0001
Affect.
Réf. bull. 20101100003

Convention collective

nat.des services de l'automobile Brochure JO n° 3034

Période du 01-11-2010

au 30-11-2010

Date d'entrée 30-07-2007 Plafond National
Ancienneté 30-07-2007 Plafond du passage 2 885,00
Date départ

Commentaire

Mme SAINT AGUET BEATRICE

10 rue des Fauvettes
32600 L ISLE EN JOURDAIN

Intitulé	Base	Taux	Montant	Part employeur		Période
Salaire horaire	151,67	11,344	1 720,52			Charges salarié
Heures sup.125%	4,33	14,180	61,39			-440,25
Heures sup.125%	12,00	14,180	170,16			Charges employeur
Prime activité			128,15			-883,89
Prime PN			150,00			Charges totales
Tot.heures payées	168,00					-1 324,14
BRUT			2 230,22			Cumuls
FISCAL			2 230,22			Avantages nature
Maladie	2 230,22	0,750	-16,73	12,800	-285,47	Brut
Contrib. autonomie	2 230,22			0,300	-6,69	23 251,56
Vieillesse Tr A	2 230,22	6,650	-148,31	8,300	-185,11	Abattement
Vieillesse	2 230,22	0,100	-2,23	1,600	-35,68	Brut fiscal
Alloc.Familiales	2 230,22			5,400	-120,43	23 251,56
Accident Travail	2 230,22			2,600	-57,99	Net imposable
FNAL Tr A	2 230,22			0,100	-2,23	17 610,61
Allèg. hors RTT					78,06	
Chomage Tr A	2 230,22	2,400	-53,53	4,000	-89,21	Plafonds
F.N.G.S.	2 230,22			0,400	-8,92	31 735,00
IRSACM Ret. NC TA	2 230,22	3,000	-66,91	4,500	-100,36	Charges salarié
AGFF TrA NC	2 230,22	0,800	-17,84	1,200	-26,76	- 4 792,87
APASCA					-2,31	Charges employeur
Prev.NC	2 230,22	0,410	-9,14	1,310	-29,22	- 8 805,10
IPSA IFC NC					-36,06	Charges totales
CSG non imposable	1 967,05	5,100	-100,32			- 13 597,97
Csg/Rds Hres Sup.	224,60	8,00	-17,97			Base tranche A
Rédu.pat.hre sup.	16,33				24,49	23 251,56
Rédu.sal.hre.sup.	231,55		49,78			Base tranche B
TOTAL RETENUES			-383,20		-883,89	Base tranche C
Rédu.fisc.hre sup.			-231,55			Base tranche D
IMPOSABLE			1 615,47			Assiette GMP
CSG non deduct.	1 967,05	2,400	-47,21			Base GMP
CRDS	1 967,05	0,500	-9,84			
Rédu.fisc.hre sup.			231,55			

A conserver sans limitation de durée

NET A PAYER

1 789,97 EUR

par: Chèque
le: 30-11-2010

à: MME SAINT AGUET BEATRICE

Banque :

Guichet :

N° compte :

Annexe 8

CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

SARL BCF – ETS FALCO

SARL au capital de 7 622,45 €

Siège social : rue de Ribosi

31490 LEGUEVIN

N° SIRET : 399 144 229 00016

Code NAF : 501Z

Représentée par Monsieur Jean Pierre FALCO, Gérant

D'UNE PART

ET

Monsieur Arnaud PALLES

Né le 2 mars 1976 à AURILLAC (15)

N°SS : 1 76 03 15 014 019 86

De nationalité française

Demeurant à AURADE (32), Au soulan d'Enjouan Martin

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVIT :

La SARL BCF engage par les présentes, à compter du 18 juin 2007 à 14h, Monsieur Arnaud PALLES qui accepte en qualité de carrossier peintre.

En tant que tel, Monsieur Arnaud PALLES appartient à la catégorie du personnel des employés, mécanicien spécialiste automobile, échelon 6 de la convention collective nationale des « services de l'automobile » applicable à l'entreprise, avec comme extensions :

- interventions d'un premier niveau de complexité portant sur les systèmes électriques, électroniques, pneumatiques, hydrauliques et optiques assurant la conduite, le confort et la sécurité des véhicules ;
- réalisation d'essais ;
- dépannage et remorquage, ponctuellement, de véhicules.

Pour toutes les dispositions non prévues aux présentes, les parties se référeront à la convention collective susvisée.

Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée.

Il ne deviendra toutefois définitif qu'à l'issue d'une période d'essai d'1 mois.

La période d'essai pourra être renouvelée une fois, par accord des parties consigné par écrit avant le terme de la période initiale.

SR

SR

JBF

CR

TBF

PA

CB

La période d'essai doit correspondre à du travail effectif. En conséquence, toute suspension de contrat (maladie, absence, etc.) qui l'affecterait, la prolongerait d'autant.

Pendant la période d'essai, le présent contrat pourra être rompu à l'initiative de l'une ou de l'autre des parties, à tout moment, sans formalités, ni préavis, ni indemnité.

Au-delà de la période d'essai, en cas de rupture pour quelque cause que ce soit (démission ou licenciement, sauf en cas de faute grave ou lourde, ou cas de force majeure), les parties devront respecter un préavis fixé à :

- jusqu'à deux ans d'ancienneté : un mois réciproque,
- à partir de deux ans d'ancienneté : un mois s'il s'agit d'une démission, deux mois s'il s'agit d'un licenciement,

Outre le respect des dispositions légales et conventionnelles régissant la rupture du contrat de travail, la partie qui en prendra l'initiative devra le signifier à l'autre par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, ou par lettre remise en main propre contre décharge.

La date de première présentation de la lettre fixera le point de départ du préavis.

Sauf accord entre elles, la partie qui ne respectera pas le préavis devra à l'autre une indemnité égale à la rémunération qu'aurait perçue Monsieur Arnaud PALLES s'il avait continué à travailler jusqu'au terme du préavis restant à courir.

Monsieur Arnaud PALLES exercera ses fonctions dans les locaux de l'entreprise sis à LEGUEVIN (31), étant précisé qu'il pourra être amené à se déplacer partout où les nécessités de son travail et les impératifs de l'entreprise l'exigeront.

Monsieur Arnaud PALLES effectuera 39 heures hebdomadaires, dont 4 heures supplémentaires. Il est expressément convenu entre les parties, que la rémunération des heures effectuées de la 36^{ème} à la 39^{ème}, ainsi que leur majoration sous quelque forme que ce soit, sera lissée sur la base de 17,33 heures par mois. Ceci afin d'éviter une fluctuation du salaire tous les mois.

A titre de rémunération, Monsieur Arnaud PALLES percevra un salaire brut mensuel de 1 927,27 €, décomposé comme suit :

- 1 712,09 € pour 151,67 heures, heures normales de travail effectuées jusqu'à 35 heures hebdomadaires,
- 215,18 € pour 17,33 heures, heures effectuées de la 36^{ème} heure à la 39^{ème} heure.

Les cotisations de Sécurité Sociale seront versées à l'URSSAF de TOULOUSE sous le numéro de cotisant 310.157895.

La caisse de retraite complémentaire à laquelle sera affilié Monsieur Arnaud PALLES est l'IRSACM.

La caisse de prévoyance à laquelle sera affilié Monsieur Arnaud PALLES est l'IPSA.

Sauf cas de force majeure, en cas d'absence (maladie ou accident), Monsieur Arnaud PALLES devra en informer la Direction dans les plus brefs délais et fournir les justificatifs

SP

SB

JRF

CH

JRF

CB

nécessaires dans les deux jours ouvrables qui suivront celui de l'examen par le médecin, par courrier, le cachet de la poste faisant foi, ou les remettre en main propre contre reçu.

En cas de prolongation de l'absence, Monsieur Arnaud PALLES est tenu aux mêmes obligations.

Pour toute modification intervenant dans la situation personnelle de Monsieur Arnaud PALLES postérieurement à son engagement, et entraînant modification des obligations de l'entreprise, Monsieur Arnaud PALLES devra en faire la déclaration à l'entreprise par écrit et produire toutes pièces justificatives relatives à sa nouvelle situation.

En trois exemplaires,

A LEGUEVIN, le 18 juin 2007

P /o la SARL BCF - ETS FALCO

Arnaud PALLES

Jean Pierre FALCO

Lu et approuvé

- 1 - Paraphes des deux parties sur les premières pages du contrat,
- 2 - Signature des deux parties précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé » et cachet de l'entreprise sur la dernière page du contrat.

JPF

SB

SB

CB

JPF

CB

BULLETIN DE PAIE

SARL B.C.F.

19 Rue de Ribosi
31490 LEGUEVIN

Siret 399144229 00016 Naf 4511Z

Urssaf 3100000000000157895
ou 31U0 Haute garonne
MSARue Pierre et Marie Curie
Labège
31061 TOULOUSE CEDEX 09Emploi Carrossier
N° Sécurité S. 1760315014019 86
Qualification
Niveau/Echelon / 6
CoefficientSalarié 0000000022
Etabl. 0001
Affect.
Réf. bull. 20101100002

Convention collective

Service de l'automobile - Brochure JO n°3034

Période du 01-11-2010

au 30-11-2010

Mr PALLES ARNAUD

6 rue de l'Abondance
32600 L ISLE JOURDAINDate d'entrée 18-06-2007 Plafond National
Ancienneté 18-06-2007 Plafond du passage 2 885,00
Date départ

Commentaire

Intitulé	Base	Taux	Montant	Part employeur		Période
Salaire horaire	151,67	11,823	1 793,22	du 01-11-2010	au 09-11-2010	Charges salarié
Heures sup.125%	17,33	14,779	256,11			-267,53
Abs. accid.travail	-54,60	12,126	-662,07			Charges employeur
Tot.heures payées	114,40					-516,18
BRUT			1 387,26			Charges totales
FISCAL			1 387,26			-783,71
Maladie	1 387,26	0,750	-10,40	12,800	-177,57	Cumuls
Contrib. autonomie	1 387,26			0,300	-4,16	Avantages nature
Vieillesse Tr A	1 387,26	6,650	-92,25	8,300	-115,14	Brut
Vieillesse	1 387,26	0,100	-1,39	1,600	-22,20	19 590,35
Alloc.Familiales	1 387,26			5,400	-74,91	Abattement
Accident Travail	1 387,26			2,600	-36,07	Brut fiscal
FNAL Tr A	1 387,26			0,100	-1,39	19 590,35
Allég. hors RTT					94,33	Net imposable
Chomage Tr A	1 387,26	2,400	-33,29	4,000	-55,49	13 706,21
F.N.G.S.	1 387,26			0,400	-5,55	
IRSACM Ret. NC TA	1 387,26	3,000	-41,62	4,500	-62,43	Plafonds
AGFF TrA NC	1 387,26	0,800	-11,10	1,200	-16,65	31 735,00
APASCA					-2,31	Charges salarié
Prev.NC	1 387,26	0,410	-5,69	1,310	-18,17	- 3 778,23
IPSA IFC NC					-36,06	Charges employeur
CSG non imposable	1 195,09	5,100	-60,95			- 7 128,91
Csg/Rds Hres Sup.	168,16	8,00	-13,45			Charges totales
Rédu.pat.hre sup.	11,73				17,59	- 10 907,14
Rédu.sal.hre.supp.	173,37		37,27			Base tranche A
TOTAL RETENUES			-232,87		-516,18	19 590,35
Rédu.fisc.hre sup.			-173,37			Base tranche B
IMPOSABLE			981,02			Base tranche C
CSG non deduct.	1 195,09	2,400	-28,68			Base tranche D
CRDS	1 195,09	0,500	-5,98			
Rédu.fisc.hre sup.			173,37			Assiette GMP
						Base GMP
						Congés payés
						15,00 jours en acquisition
						28,00 jours acquis exercice
						31,50 jours pris exercice
						-03,50 jours restants exerc.
						00,00 jours restants Ant.

A conserver sans limitation de durée

NET A PAYER

1 119,73 EUR

par: Chèque
le: 30-11-2010

à : MR PALLES ARNAUD

Banque :

Guichet :

N° compte :

- ANNEXE 9 -

Contrat d'Agent RENAULT Service

**CONTRAT D'AGENT
RENAULT SERVICE**

Entre

La Société

SARL BCF SARL(forme sociale), immatriculée au R.C.S. de **Toulouse**sous le n° **399144229**sise **9 Rue RIBOSI****31490 LEGUEVIN**représentée par **FALCO JEAN-PIERRE**agissant en qualité de **Représentant Légal**

ci-après dénommée "l'Agent RENAULT Service"



et

La Société

RENAULT FRANCE AUTOMOBILES TOULOUSEConcessionnaire RENAULT, société (forme sociale) **SAS**immatriculée au R.C.S. de **TOULOUSE**sous le n° **710.801.994**sise **75 Avenue des Etats-Unis****BP 2135****31016 TOULOUSE**représentée par **ABOAB Jean-Claude**agissant en qualité de **Directeur**

ci-après dénommée le "Concessionnaire"

040292171022523090309004123090309004131490

SB

JPF

LC

JPF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

ARTICLE I - OBJET DU CONTRAT - DROITS CONCEDES

- 1.1 Compte tenu de la nature spécifique de ses services et produits, le Constructeur a mis en place un réseau de distribution sélective qualitative pour la fourniture des Services de Réparation et d'Entretien pour les véhicules de marque RENAULT et pour la distribution des Pièces de Rechange RENAULT, le plus apte à satisfaire les besoins de la clientèle.

Dans ce cadre, les membres du réseau secondaire assurent la commercialisation des pièces de rechange RENAULT et un service de réparation et d'entretien de proximité pour la clientèle sans préjudice pour ces derniers de procéder à des ventes actives au sein de l'Espace Économique Européen.

Le présent contrat a pour objet de régir les relations entre le Concessionnaire et l'Agent RENAULT Service, en tant que membre du réseau secondaire RENAULT.

- 1.2 Dans son activité au sein du réseau secondaire RENAULT, l'Agent RENAULT Service est à titre principal, un commerçant indépendant qui agit en son propre nom et pour son propre compte, afin d'assurer au sein de l'Espace Economique Européen :

- la prestation des services de réparation et d'entretien pour les véhicules de marque RENAULT, y compris la garantie, le service gratuit et les actions de rappel, quel que soit le lieu d'achat du véhicule en question,
- la commercialisation des pièces de rechange fournies et distribuées par RENAULT achetées notamment auprès de son Concessionnaire,

SB

JPF

CC

JPF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

- la réalisation des prestations de service liées à l'une des garanties offertes dans le réseau commercial du Constructeur lors de la vente de véhicules d'occasion, vendues sous le label RENAULT Occasions,
- le développement de l'image de marque du Constructeur.

1.3 A titre accessoire, et dans le respect des critères de sélection et de la sélection quantitative définis par le Constructeur, l'Agent RENAULT Service peut agir en qualité soit d'indicateur soit de mandataire du Concessionnaire en vue de la vente des véhicules neufs RENAULT, dans les conditions suivantes :

- a) Si l'Agent RENAULT Service intervient en qualité d'indicateur d'affaires, il aura pour mission d'aider à la commercialisation des véhicules neufs de la marque RENAULT. L'Agent RENAULT Service participant de la sorte à la vente des véhicules neufs de la marque RENAULT s'engage à fournir immédiatement au Concessionnaire toutes les informations concernant les circonstances susceptibles d'influencer le choix de l'acheteur. Dans ce cas, l'Agent RENAULT Service ne représente pas le Concessionnaire auprès de la clientèle potentielle. Il ne négocie pas et ne prend pas de commande pour le compte de ce dernier.
- b) Si l'Agent RENAULT intervient, au sein de l'Espace Economique Européen en tant que mandataire à titre accessoire du Concessionnaire, les parties conviennent expressément et conformément à l'article 134-15 du Code de commerce que les dispositions du Chapitre IV, du Titre III, du Livre I du Code de commerce relatif aux Agents Commerciaux ne sont pas applicables à cette activité.

Si toutefois l'exécution du contrat faisait apparaître que l'activité de vente de véhicules neufs n'est plus exercée à titre accessoire, mais à titre principal ou déterminant, celles-ci deviendraient applicables à cette activité à l'exclusion de son activité de

SB

JPF

Cc

JPF

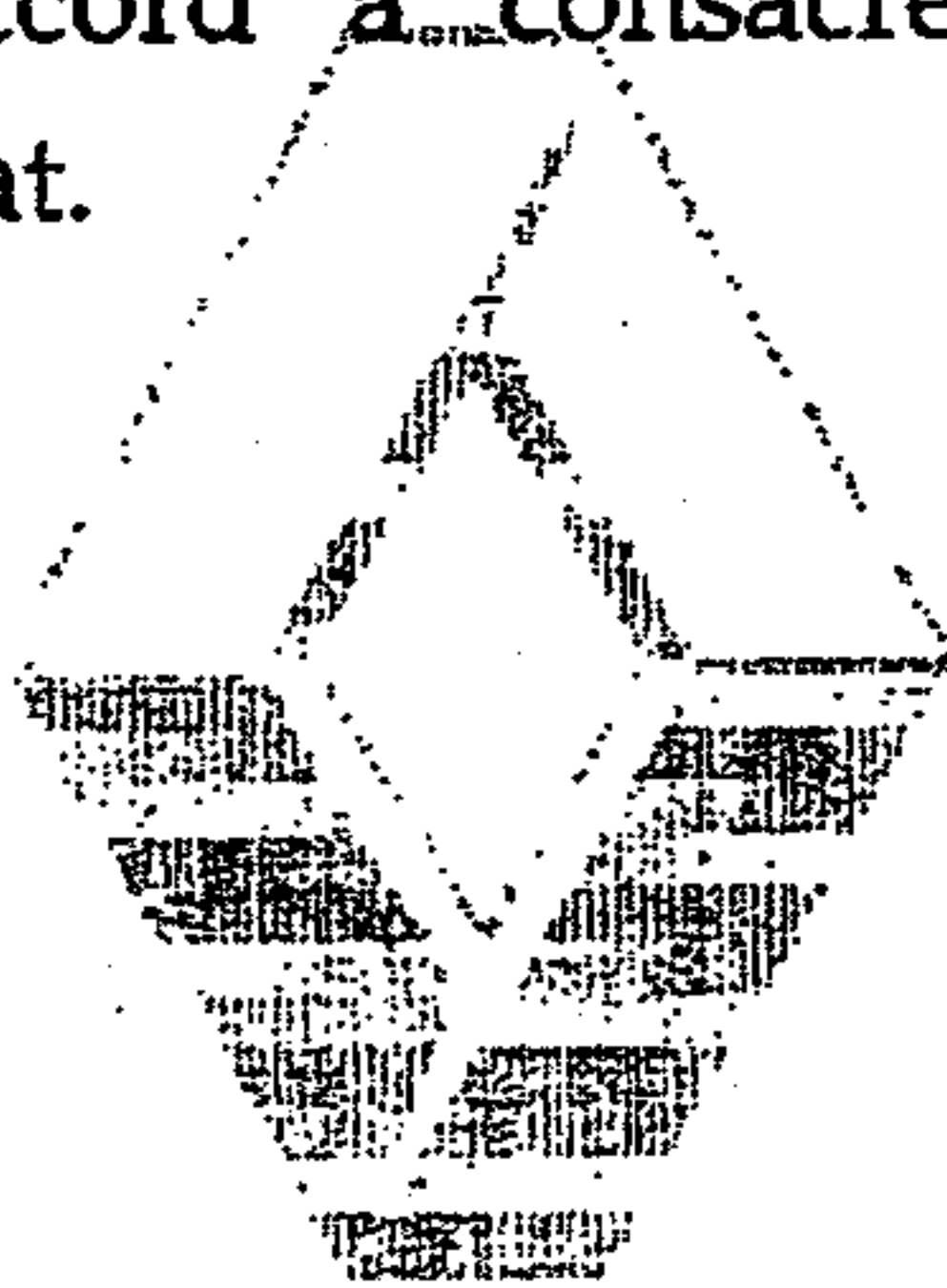
CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

prestations de service, de revente de pièces de rechange, de vente de véhicules d'occasion ou autres, dans le cadre de laquelle l'Agent RENAULT Service agit toujours en son propre nom et pour son propre compte.

- 1.4 Le Concessionnaire confère à l'Agent RENAULT Service pendant toute la durée de validité du présent contrat, le droit d'utiliser les panonceaux et signes distinctifs du Constructeur, et de se présenter auprès de la clientèle en qualité d'Agent RENAULT Service.

En contrepartie, l'Agent RENAULT Service s'engage, pour toute la durée de validité du présent accord à consacrer ses meilleurs efforts à l'exécution du présent contrat.



RENAULT

040292171022523090309004123090309004131490

JPF

4

SB

JPF

CR

Contrat d'Agent RENAULT Service

ARTICLE II - CONDITIONS D'AGREMENT

- 2.1 L'Agent RENAULT Service est agréé, sous réserve qu'il respecte à la date de signature du contrat les critères de sélection définis dans les annexes I et II, et le cas échéant III, que le Constructeur pourra, après consultation des Groupements Agents et Concessionnaires, faire évoluer, compte tenu notamment de l'évolution des services et produits, de leurs techniques de commercialisation, de l'évolution des marchés, ainsi que des attentes de la clientèle, et après information préalable et au moins six mois à l'avance du Concessionnaire. Le Concessionnaire avertira l'Agent RENAULT Service de toute évolution des critères dès qu'il en aura été informé par le Constructeur, l'Agent Renault Service disposant alors d'un délai d'au moins six mois pour se conformer à l'évolution des critères.

L'Agent RENAULT Service s'engage à respecter l'ensemble des critères applicables aux activités exercées au titre du présent contrat pendant toute la durée de son exécution.

Le Concessionnaire pourra s'assurer, par lui-même ou par un organisme extérieur de son choix agréé par RENAULT, du respect desdits critères de sélection, et ce à tout moment, sans préjudice de la faculté pour le Constructeur de procéder ou faire procéder directement à un contrôle du respect des dits critères. Le Concessionnaire indiquera à l'Agent RENAULT Service par lettre recommandée avec accusé de réception le ou les critères qui n'est (sont) plus respecté(s), et ce dernier devra à compter de la réception de cette lettre recommandée se conformer à nouveau aux dits critères en respectant le(s) délai(s) défini(s) dans les annexes. Au terme de ce(s) délai(s), le Concessionnaire vérifiera à nouveau le respect des critères visés.

Si les critères concernés ne sont toujours pas respectés, le Concessionnaire résiliera le présent contrat dans les conditions définies à l'article 9.3.

040292171022523090309004123090309004131490

SB

JPF 4

JPF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

2.2 L'Agent RENAULT Service exercera les droits concédés à partir des établissements autorisés, conformément aux critères de sélection applicables au lieu d'implantation. Les adresses des établissements autorisés et la nature des activités qui y sont exercées sont indiquées dans l'Avenant annuel.

2.2.1 Dans le cas où l'Agent RENAULT Service souhaiterait assurer les Services de réparation et d'entretien des véhicules RENAULT et la commercialisation des Pièces de Rechange RENAULT à partir d'un nouvel établissement de la société signataire du présent contrat, ne figurant pas dans l'Avenant annuel, ou y transférer ses activités, il devra en informer au préalable par écrit le Concessionnaire, par lequel il sera agréé, afin que ce dernier puisse vérifier ou faire vérifier que les critères de sélection alors applicables au lieu d'implantation dans l'Espace Economique Européen sont respectés. Les Services de réparation et d'entretien des Véhicules RENAULT et la commercialisation des Pièces de Rechange RENAULT ne pourront intervenir qu'après agrément de l'établissement, le Concessionnaire s'engageant à informer l'Agent RENAULT Service de l'agrément éventuel au regard des critères de sélection applicables dans un délai de 3 mois courant à compter de la réception du courrier de l'Agent RENAULT Service l'informant de sa volonté d'ouvrir cet établissement.

2.2.2 Si l'Agent RENAULT Service participe à la commercialisation des véhicules neufs RENAULT dans les conditions définies au présent contrat, il ne peut modifier le lieu d'implantation de son ou ses établissements principaux pour la vente de ces véhicules sans l'accord exprès et préalable du Concessionnaire.

Dans le cas où l'Agent Agréé RENAULT Service déciderait d'établir, à partir du 1^{er} octobre 2005, sur d'autres sites dans l'Espace Economique Européen que ceux définis à l'Avenant annuel, des points de vente ou des points de livraison pour la

SB

JPF

CC

JPF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

commercialisation des véhicules RENAULT, il devra en informer au préalable par écrit le Concessionnaire signataire du contrat, afin que celui-ci puisse vérifier ou faire vérifier que ceux-ci répondent aux critères de sélection applicables, qui seront ceux en vigueur au lieu du nouvel établissement dans l'Espace Economique Européen. La commercialisation des véhicules RENAULT ne pourra intervenir qu'après agrément du point de vente ou du point de livraison, le Concessionnaire s'engageant à informer l'Agent RENAULT Service de l'agrément éventuel au regard des critères de sélection applicables dans un délai de 3 mois courant à compter de la réception du courrier de l'Agent RENAULT Service l'informant de sa volonté d'ouvrir ce point de vente ou de livraison.

2.2.3 L'Agent RENAULT Service s'engage à conserver ses établissements autorisés en bon état de marche et à leur apporter les améliorations nécessaires pour assurer les Services de réparation et d'entretien et la commercialisation des Pièces de Rechange conformément aux normes définies par le Constructeur.

2.3 Le présent contrat est conclu intuitu personae entre les parties, en raison des compétences du Dirigeant Agent RENAULT Service définies dans les critères de sélection. Ce dernier est désigné comme tel par avenant et sous réserve de l'exercice effectif de la direction et de l'exploitation de l'entreprise de l'Agent RENAULT Service, que l'entreprise soit exploitée sous forme individuelle ou sous forme de société.

Les droits qui résultent du présent contrat ne pourront être transmis ou cédés à des tiers, sans l'accord écrit et préalable du Concessionnaire et l'agrément écrit et préalable du Constructeur en raison des critères de sélection applicables. Le Concessionnaire et le Constructeur acceptent cependant les cessions intervenant au profit d'un membre du réseau du même type, l'Agent RENAULT Service s'engageant à informer au préalable le Concessionnaire de toute cession.

040292171022523090309004123090309004131490

SB

JPF

C

JPF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

En raison du caractère essentiel tenant à l'intuitu personae du contrat, au sens de la compétence du Dirigeant définie dans les critères de sélection, celui-ci pourra être résilié avec un préavis de trois mois par le Concessionnaire, en cas de modification dans le contrôle, la direction de l'entreprise par l'Agent RENAULT Service personne physique ou par le Dirigeant Agent RENAULT Service sans accord préalable et exprès du Concessionnaire, sauf en cas de cession des droits et obligations découlant du contrat au profit d'un membre du réseau RENAULT du même type dans les conditions ci-dessus énoncées.

En conséquence, la résiliation pourra notamment intervenir dans les cas suivants :

- Si l'Agent RENAULT Service est une personne physique, en cas de modification de la capacité légale ou de l'activité professionnelle de l'Agent RENAULT Service, en cas d'incapacité physique ou de décès de l'Agent RENAULT Service, en cas de cession du fonds de commerce ou de l'un de ses éléments, de mise en gérance, ou apport de fonds à un tiers ;
- Si l'Agent RENAULT Service est une personne morale, en cas de décès de la personne du Dirigeant Agent RENAULT Service, de modification, de cessation ou d'absence d'exercice effectif de ses fonctions par le Dirigeant Agent RENAULT Service ou en cas de cession du contrôle par le Dirigeant Agent RENAULT Service, de cession du fonds de commerce ou de l'un de ses éléments, de mise en gérance ou d'apport du fonds à une société.

En conséquence, tout projet impliquant une modification dans le contrôle, la propriété, la direction de l'entreprise Agent RENAULT Service et/ou l'exercice de ses fonctions par l'Agent RENAULT Service personne physique ou Dirigeant Agent RENAULT Service, et notamment en cas de cession de fonds de commerce, de mise en gérance ou d'apport du fonds à une autre société, cession d'actions et de contrôle par le Dirigeant, devra être notifiée au Concessionnaire dans un délai de 3 mois avant la réalisation de l'opération.

040292171022523090309004123090309004131490

JPF

Cc

SD

JPF

C3

Contrat d'Agent RENAULT Service

Le Concessionnaire s'engage à indiquer si l'opération projetée et le nouvel exploitant de l'entreprise satisfont aux critères de sélection définis dans les annexes I à III du présent contrat dans un délai de 3 mois après avoir été informé par l'Agent RENAULT Service. Dans ce cas, le Concessionnaire s'engage à signer un nouveau contrat d'Agent RENAULT Service avec le nouveau propriétaire ou exploitant.

Cependant, soucieux de sauvegarder les intérêts de l'Agent RENAULT Service tout en veillant à ce que la commercialisation des Services et Produits RENAULT soit correctement assurée, le Concessionnaire apportera aux principes énoncés aux paragraphes précédents la dérogation suivante : en cas d'incapacité physique ou de décès du Dirigeant Agent RENAULT Service, il pourra être présenté au Concessionnaire une personne susceptible d'assurer la direction de l'affaire dans un délai de 3 mois. Le présent contrat se poursuivra de plein droit si le candidat proposé respecte les critères de sélection définies en annexe I. Le nouvel ayant droit sera alors tenu, par lettre adressée au Concessionnaire de confirmer son engagement de remplir aux lieu et place de l'Agent RENAULT Service les obligations lui incombant en vertu du dit contrat.

RENAULT

040292171022523090309004123090309004131490

JPF

CC

SB

JBF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

**ARTICLE III - INSTALLATIONS, MOYENS, ORGANISATION POUR LES
SERVICES DE REPARATION ET D'ENTRETIEN ET LA
COMMERCIALISATION DES VEHICULES NEUFS**

- 3.1 Pour l'exécution de l'objet du présent contrat, l'Agent RENAULT Service devra disposer en permanence d'installations et de moyens conformes aux normes en vigueur dans le réseau commercial du Constructeur lors de la signature du présent contrat et à leur évolution.

L'Agent RENAULT Service s'engage en particulier à signaler ses installations et à faire apposer de façon apparente, sur la façade de ses locaux où sont réparés et le cas échéant vendus les produits de la marque, les panneaux RENAULT, les lettrages aux normes RENAULT et emblèmes, définis par le Constructeur. Il devra disposer d'une signalétique intérieure et extérieure identifiant les produits et services RENAULT proposés à la clientèle, et utiliser à cet effet les matériels et appellations définis par le Constructeur.

En cas d'impossibilité imputable à la force majeure tels que refus administratif, refus du propriétaire des locaux ou du syndic de copropriété, il devra en apporter la preuve. L'Agent RENAULT Service s'engage à faire connaître au Concessionnaire toute levée de cette interdiction l'obligeant à se mettre aux normes.

- 3.2.a L'Agent RENAULT Service devra disposer en permanence des installations, du matériel et de l'outillage créés et/ou préconisés par le Constructeur, ou atteignant au minimum le même niveau de qualité, et assurant exactement les mêmes fonctions pour la prestation des Services d'entretien et réparation pour les véhicules RENAULT, lesdites installations, matériels et outillages devant être conservés en permanence en bon état de fonctionnement, conformément aux normes en vigueur.

040292171022523090309004123090309004131490

SB

JPF

CC

JPF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

L'Agent RENAULT Service devra être en mesure de procéder, dans les meilleures conditions de qualité, de rapidité, de prix et d'agrément, à l'entretien et à la réparation des véhicules RENAULT, ou faisant l'objet d'une garantie délivrée par celui-ci ou par les membres de son réseau commercial.

3.2.b En raison des obligations qui lui incombent, notamment dans le domaine de la sécurité des consommateurs, l'Agent RENAULT Service appliquera les méthodes de réparation et d'entretien définies par le Constructeur, et s'engage à ne pas dépasser dans sa facturation les temps de réparation préconisés par ce dernier pour la réparation et l'entretien des véhicules. L'Agent RENAULT Service utilisera les matériels, outillages et accessoires créés et/ou préconisés par le Constructeur, ou atteignant au minimum le même niveau de qualité, et assurant exactement les mêmes fonctions.

3.3 L'Agent RENAULT Service s'engage à suivre et à faire suivre par les membres de son personnel concernés les programmes de formation RENAULT nécessaires à la réalisation de l'objet du contrat. Le Concessionnaire s'engage à effectuer les démarches nécessaires pour que l'Agent RENAULT Service puisse faire suivre ces programmes de formation par son personnel.

Le concessionnaire informera l'Agent RENAULT Service de l'évolution des produits et services afférents à la marque RENAULT.

3.4 L'Agent RENAULT Service, s'il souhaite représenter d'autres marques en matière de services de réparation et d'entretien, de vente de pièces de rechange et le cas échéant de vente de véhicules neufs, devra veiller à ce qu'aucune confusion entre les marques ne puisse intervenir et, afin que le Concessionnaire puisse également s'assurer du respect des critères de sélection applicables, l'informer au préalable au moins un mois à l'avance, de son intention de représenter d'autres marques.

Contrat d'Agent RENAULT Service

D'une manière générale, et notamment sur ses façades, sur les lieux de vente et hors de ceux-ci ou dans l'utilisation de sites Internet, l'Agent RENAULT Service veillera, en cas de représentation d'autres marques, à ne pas porter atteinte à l'image de la marque RENAULT et à ce qu'aucune confusion ne puisse se produire entre les marques, sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE IV - CONDITIONS GENERALES DE REPARATION ET DE GARANTIE, ET DE VENTE.

- 4.1 Les contrats conclus par l'Agent RENAULT Service en cette qualité, tant pour l'après-vente que pour la vente, doivent l'être sur les imprimés édités et fournis par le Constructeur, ou agréés par ce dernier, comportant les Conditions Générales de Réparation et/ou de Commercialisation et de Garantie.

L'Agent RENAULT Service devra dans tous les cas utiliser la dernière version en vigueur des formulaires précités sans en modifier les termes.

Un double de l'ordre de réparation, ainsi qu'un exemplaire des Conditions Générales de Réparation devra être systématiquement remis aux clients concernés.

L'Agent RENAULT Service s'engage à assurer la confidentialité de toutes les informations et documents de nature technique ou commerciale relatifs à des produits ou des services des marques du Constructeur, à l'exception des informations et documents émis directement à l'intention de la clientèle. L'Agent RENAULT Service s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de faire respecter cette obligation par les membres de son personnel.

040292171022523090309004123090309004131490

SD

JPF

CC

JPF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

- 4.2 L'Agent RENAULT Service réalisera les prestations de services relatives à la garantie du Constructeur, au service gratuit ou aux actions de rappel, ainsi qu'à toute autre garantie délivrée par celui-ci ou par les membres de son réseau commercial, à tout utilisateur final des véhicules concernés, quels que soient le domicile du client et le membre du réseau commercial du Constructeur auprès duquel le véhicule a été acquis.

L'Agent RENAULT Service devra effectuer dans les règles de l'art l'ensemble des contrôles et opérations décidés par le Constructeur dans les directives ou notes techniques (et notamment les opérations techniques spéciales préventives, telles que les actions de rappel). Lors de toute entrée en atelier d'un véhicule RENAULT, l'Agent RENAULT Service devra systématiquement consulter ICM pour réaliser les opérations techniques spéciales préventives concernant ce véhicule, et notamment les campagnes de rappel. Ces directives ou notes techniques du Constructeur, ainsi que le catalogue Grille « PG&CS » ayant un caractère confidentiel, ne doivent pas être portés directement ou indirectement à la connaissance de tiers.

L'Agent RENAULT Service s'interdit de confier à des tiers tout ou partie des interventions, objet du présent article, qui lui sont confiées, sauf si celui-ci est membre du réseau RENAULT.

L'Agent RENAULT Service accepte le contrôle du Concessionnaire concernant le respect des obligations ci-dessus mentionnées. A cet effet, le Concessionnaire pourra se faire remettre par l'Agent RENAULT Service à tout moment, sous réserve de respecter un préavis de 48 heures, tout document relatif aux interventions précitées, ainsi que toute pièce qui aurait été remplacée sur les véhicules concernés dans les délais précisés dans les Directives Garantie et Contrats de Service.

De plus, l'Agent RENAULT Service accepte que le Constructeur réalise ou fasse réaliser par un organisme extérieur de son choix, un audit avec extrapolation des opérations de garantie, portant sur les frais facturés à RENAULT au titre de la garantie contractuelle, des opérations techniques spéciales préventives, des contrats de service, ou avec la participation financière du constructeur (catalogue/grille « PG&CS »).

040292171022523090309004123090309004131490

SB

JPF

u

JPF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

Ces audits seront réalisés dans la limite des douze derniers mois précédant le début de la mission d'audit au regard des procédés et processus techniques et administratifs définis dans les Directives Garantie et Contrats de Service applicables à la date des opérations visées.

Il est expressément prévu qu'au cas où la mission d'audit révélerait des facturations indues ou des surfacturations, l'Agent RENAULT Service devra reverser les sommes correspondantes, sans préjudice de tout autre droit et actions.

- 4.3 Le Concessionnaire, par l'intermédiaire de l'Agent RENAULT Service, propose à la clientèle, les contrats de service du Constructeur adaptés aux produits de la marque. L'Agent RENAULT Service s'efforcera de participer à leur promotion, et d'appliquer les clauses et conditions prévues dans lesdits contrats.

L'Agent RENAULT Service s'engage également à aviser RENAULT ou sa filiale SIGMA SERVICES et à solliciter la position de ces dernières, dès qu'une intervention commandée par un client et susceptible de faire l'objet de la part de celui-ci d'une demande de mise en œuvre des contrats susvisés lui apparaîtra ne pas devoir être prise en charge à ce titre, en raison, notamment, d'une utilisation anormale du véhicule.

- 4.4 L'Agent RENAULT Service s'engage à ne pas facturer à la clientèle concernée les prestations qu'il réalise au titre de la garantie contractuelle du Constructeur, ou de l'une des garanties applicables dans le réseau commercial de celui-ci, ou des interventions sur des véhicules de marque RENAULT qui lui sont demandées par le Concessionnaire effectuées à titre gratuit au profit de la clientèle, étant stipulé que le coût de ces interventions lui sera réglé dans les meilleurs délais par le Concessionnaire sur présentation des pièces justificatives.

040292171022523090309004123090309004131490

SB

JPF

CC

JBF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

ARTICLE V - PIECES DE RECHANGE

5.1 L'Agent RENAULT Service s'engage à commercialiser en son propre nom et pour son propre compte l'ensemble de la gamme des pièces de rechange RENAULT.

5.2 Les objectifs annuels de commercialisation des Pièces de Rechange RENAULT sont arrêtés chaque année d'un commun accord entre les parties en fonction des résultats précédemment obtenus par la marque, des ventes précédemment réalisées par l'Agent Renault Service, des estimations prévisionnelles de ventes de la marque, du potentiel d'activités commerciales de l'Agent Renault Service, et font l'objet d'un avenant annuel signé par ces dernières.

Le Concessionnaire prendra toutes dispositions utiles pour fournir dans les délais d'usage à l'Agent RENAULT Service les Pièces de Rechange distribuées par le Constructeur, qu'il lui aura commandées.

L'Agent RENAULT Service disposera et entretiendra en permanence, en vue de la maintenance et de la réparation des véhicules de la marque RENAULT, un stock de pièces de rechange suffisant pour satisfaire les besoins de la clientèle.

A défaut d'accord intervenu entre les parties avant le 31/03 de chaque année concernant les objectifs annuels, la procédure prévue à l'article 14.1. sera applicable. Les objectifs annuels seront alors déterminés en fonction des résultats précédemment obtenus par la Marque, des ventes précédemment réalisées par l'Agent RENAULT Service, des estimations prévisionnelles de ventes de la Marque, ainsi que du potentiel d'activités commerciales de l'Agent RENAULT Service,

En l'absence d'accord entre les parties et jusqu'à ce qu'une décision définitive intervienne, le contrat se poursuit provisoirement sur la base

SB

JPF

CC

JPF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

des objectifs annuels proposés par le Concessionnaire pour l'année précédente

- 5.3 Pour toute intervention dans le cadre de la garantie contractuelle, du service gratuit et des opérations de rappel, ainsi que pour toutes les autres opérations réalisées par l'Agent RENAULT Service pour le compte du Constructeur dans le cadre des Directives Garantie et Contrat de Service, l'Agent RENAULT Service s'engage à utiliser exclusivement les pièces RENAULT.
- 5.4 L'Agent RENAULT Service s'interdit de vendre des pièces de rechange RENAULT à un opérateur n'appartenant pas au réseau RENAULT, sauf si celui-ci les utilise pour la réparation et l'entretien de véhicules automobiles.
- 5.5 Si pour la réparation et l'entretien des Véhicules Neufs RENAULT, l'Agent RENAULT Service utilise ou vend des pièces autres que des Pièces de Rechange RENAULT, ces pièces devront être des pièces d'origine au sens du règlement (CE) 1400/2002, ou de qualité équivalente à celle des Pièces de Rechange RENAULT.

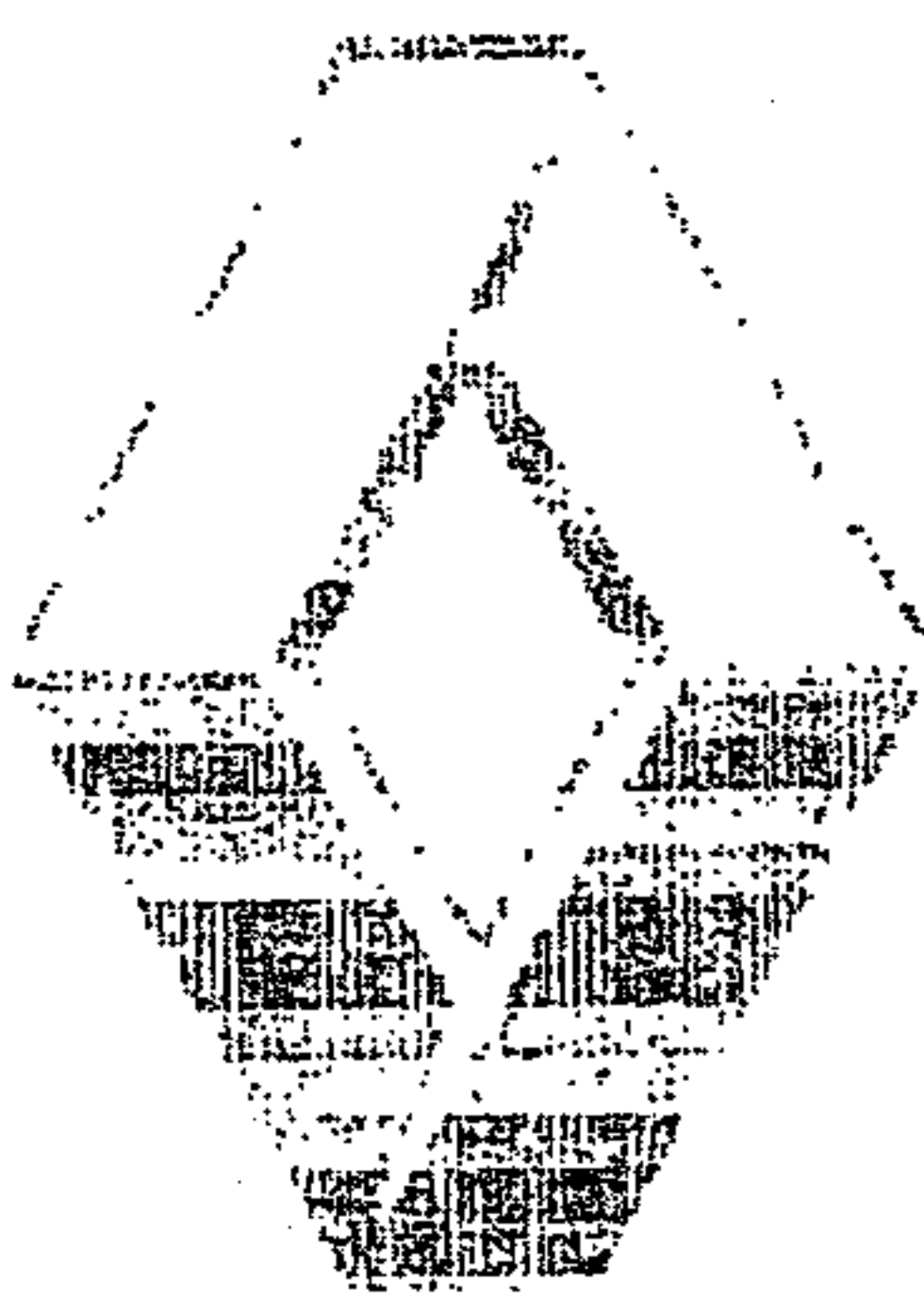
Afin de permettre la mise en oeuvre adéquate par les utilisateurs finaux des règles en vigueur en matière de garantie et de responsabilité en cas d'utilisation des Pièces RENAULT, d'autres pièces d'origine au sens du règlement (CE) 1400/2002, ou de pièces de qualité équivalente, l'Agent RENAULT Service indiquera aux utilisateurs finaux, sous un référencement différencié, le fournisseur des pièces de rechange utilisées.

En outre, elles doivent être stockées, référencées et facturées de façon à être différenciées des Pièces de Rechange RENAULT.

040292171022523090309004123090309004131490

Contrat d'Agent RENAULT Service

- 5.6 Le Concessionnaire communiquera à l'Agent RENAULT Service à titre d'information un tarif de prix maxima conseillés, établi et diffusé par le Constructeur. Dans le cadre de la législation en vigueur, l'Agent RENAULT Service est tenu d'indiquer à la clientèle les prix pratiqués.
- 5.7 Le Concessionnaire met par ailleurs à la disposition de l'Agent Renault Service des méthodes permettant d'optimiser le développement de l'activité.



RENAULT

040292171022523090309004123090309004131490

SD

JPF

L

JPF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

ARTICLE VI - COMMERCIALISATION DE VEHICULES NEUFS POUR LE COMPTE DU CONCESSIONNAIRE

- 6.1 L'Agent RENAULT Service et le Concessionnaire conviennent, sauf stipulation contraire, d'exercer dans les conditions définies au présent contrat une activité de commercialisation des Véhicules Neufs RENAULT. Si au cours de l'exécution du présent contrat, l'une ou l'autre des parties entendait renoncer à l'exercice de cette activité, elle devra en informer l'autre partie par lettre recommandée avec AR avec un préavis de six mois et le présent contrat se poursuivra en ce qui concerne la prestation des services de réparation et d'entretien et la commercialisation des pièces de rechange.

La liste des modèles de la gamme de Véhicules Neufs RENAULT objet le cas échéant du présent contrat est mentionnée dans l'Avenant annuel, étant précisé que le Constructeur peut à tout moment supprimer ou modifier un ou plusieurs modèles ou en arrêter la commercialisation, après information préalable.

Les objectifs annuels de commercialisation des Véhicules Neufs RENAULT que l'Agent RENAULT Service s'efforcera de négocier sont arrêtés chaque année d'un commun accord entre les parties en fonction des résultats précédemment obtenus par la marque et par l'Agent Renault Service, des estimations prévisionnelles de ventes de la marque, du potentiel d'activités commerciales de l'Agent Renault Service, et font l'objet d'un avenant annuel signé par ces dernières.

A défaut d'accord intervenu entre les parties avant le 31/03 de chaque année concernant les objectifs annuels, la procédure prévue à l'article 14.1 sera applicable. Les objectifs annuels seront alors déterminés en fonction des résultats précédemment obtenus par la Marque et par l'Agent Renault Service, des estimations prévisionnelles de ventes de la Marque, ainsi que du potentiel d'activités commerciales de l'Agent Renault Service.

SB

JPF

L

JPF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

En l'absence d'accord entre les parties et jusqu'à ce qu'une décision définitive intervienne sur la fixation des objectifs annuels, le contrat se poursuit provisoirement sur la base des objectifs annuels proposés par le Concessionnaire pour l'année précédente.

- 6.2 L'Agent RENAULT Service devra disposer des moyens nécessaires pour être en mesure de participer à la vente, par le Concessionnaire, dans les conditions définies au présent contrat, du nombre de véhicules neufs défini dans l'avenant annuel.

Tout effort commercial ou rabais consenti à un client engageant la responsabilité financière de la concession nécessite l'accord préalable de la concession et le cas échéant la participation financière de l'Agent RENAULT Service à l'effort réalisé.

- 6.3 En cas de commercialisation de véhicules neufs d'autres marques dans le même point de vente que les Véhicules Neufs RENAULT, l'Agent RENAULT Service devra exposer ces véhicules et les Véhicules Neufs RENAULT dans des zones séparées, notamment à l'intérieur de sa salle d'exposition, et veiller à ce qu'aucune confusion ne puisse se produire entre les marques.

Afin de permettre au Concessionnaire de vérifier si les conditions précitées ainsi que les critères de sélection applicables à la commercialisation des Véhicules RENAULT sont respectés, l'Agent RENAULT Service devra indiquer à ce dernier au moins un mois à l'avance la localisation et les modalités suivant lesquelles il entend commercialiser des véhicules d'autres marques à l'intérieur de sa salle d'exposition, en lui précisant également la ou les marques dont il envisage d'assurer la commercialisation.

- 6.4 La commission versée à l'Agent RENAULT Service constituera, de la volonté commune des parties, une somme couvrant l'Agent RENAULT Service tant de sa rémunération que de ses frais et dépens, l'Agent

040292171022523090309004123090309004131490

SB

JPF

CC

JPF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

RENAULT Service renonçant expressément à se prévaloir des dispositions de l'article 2000 du Code Civil.

La commission sera versée à l'Agent RENAULT Service par le Concessionnaire à la livraison du véhicule neuf au client suivant les conditions définies ci-après :

a) Affaires conclues pendant la durée du contrat

Une commission est due si les ventes par le Concessionnaire sont conclues grâce à l'intervention directe et effective de l'Agent RENAULT Service.

Aucune commission n'est due sur les ventes de véhicules par le Concessionnaire conclues sans l'intervention directe et effective de l'Agent RENAULT Service, en particulier en cas de vente conclue par le Concessionnaire lui-même ou par l'intermédiaire d'un autre Agent RENAULT Service.

b) Affaires conclues après la cessation du contrat

Pour toute opération commerciale de vente de véhicule neuf conclue après la cessation du contrat d'Agent RENAULT Service mais dont les pourparlers étaient en cours et portés à la connaissance du Concessionnaire avant la cessation du contrat, l'Agent RENAULT Service a droit à la commission si l'opération a été conclue dans le délai de trois mois après la cessation du contrat.

040292171022523090309004123090309004131490

Contrat d'Agent RENAULT Service

ARTICLE VII - PUBLICITE

7.1 L'Agent RENAULT Service devra disposer du matériel publicitaire en nombre suffisant pour assurer la promotion des produits et services RENAULT. Le matériel publicitaire sera fourni par le Concessionnaire en fonction des objectifs annuels de commercialisation de l'Agent RENAULT Service et des capacités de ses locaux commerciaux.

7.2 L'Agent RENAULT Service effectuera, pour la commercialisation des produits et services RENAULT, la publicité et les actions de promotion nécessaires, soit dans les médias, soit par tous les autres moyens, y compris l'internet ou les sites de renvoi. Dans ce cas, il devra se conformer aux normes et conditions définies par le Constructeur dès lors que la publicité ou l'action de promotion en cause engage la marque RENAULT ou s'inscrit dans le cadre d'une campagne nationale.

Il s'engage en outre à respecter scrupuleusement la législation en vigueur en matière de publicité.

7.3 L'Agent RENAULT Service fera figurer sur ses locaux, ainsi que sur son papier à lettre et dans sa publicité, le nom du Constructeur sous une forme agréée par ce dernier. Le nom commercial et la marque déposée du Constructeur ne pourront pas être employés par l'Agent RENAULT Service dans sa raison sociale ou sa dénomination sociale.

L'Agent RENAULT Service s'engage à respecter la dernière version du Cahier des Normes RENAULT en vigueur et, en particulier, à utiliser la nouvelle signalétique RENAULT, à compter de la notification à l'Agent RENAULT Service du nouveau Cahier des Normes, dans un délai raisonnable qui lui est communiqué par le Constructeur.

Ceci implique notamment l'utilisation de tout nouveau logo RENAULT et de nouveaux lettrages, en particulier pour les bandeaux de façade,

83

JPF

CC

JPF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

panonceaux, y compris présignalisation, enseignes, drapeaux, documents commerciaux, publicité, et autres objets ou documents nécessitant l'emploi d'un signe distinctif RENAULT ou la référence à une marque de fabrique déposée par RENAULT, à son nom commercial ou à sa dénomination sociale.

L'Agent RENAULT Service ne pourra utiliser les marques de fabrique, enseignes et nom commercial du Constructeur à d'autres fins que celles prévues au présent contrat.7.4

- a) A la cessation de son contrat, sur simple demande du Concessionnaire ou du Constructeur, l'Agent RENAULT Service s'engage à remettre ou rétrocéder immédiatement et à faire disparaître toutes les inscriptions, objets ou documents portant une marque déposée par RENAULT ou le nom commercial du Constructeur.

A défaut, et notamment pour éviter toute possibilité de publicité mensongère, le Constructeur et le Concessionnaire sont autorisés à prendre toutes mesures y compris judiciaires destinées à supprimer tout risque de confusion sur la situation réelle vis-à-vis de la marque.

- b) Dans le cas où l'Agent RENAULT Service aurait acquis des signes publicitaires homologués par le Constructeur, spécifiques à la marque RENAULT, il s'engage à les rétrocéder au Constructeur qui s'oblige à les reprendre contre remboursement, au prix facturé, déduction faite des amortissements au jour de la remise.

Sd

JPF

lc

JPF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

ARTICLE VIII - OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE

Le Concessionnaire est tenu d'une obligation de loyauté vis-à-vis de l'Agent RENAULT Service.

Le Concessionnaire devra verser à l'Agent RENAULT Service les sommes qui lui sont dues dans les délais d'usage en matière commerciale et compatibles avec une saine gestion de l'entreprise de l'Agent RENAULT Service.

Le Concessionnaire devra fournir à l'Agent RENAULT Service en temps utile, toute l'information et les documentations commerciales et techniques qui lui sont nécessaires pour réaliser les objectifs qui lui sont impartis.

ARTICLE IX - DUREE DU CONTRAT - RESILIATION

9.1 Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée.

La partie qui désirerait y mettre fin devra en prévenir l'autre par lettre recommandée, en respectant un préavis de six mois. Le Concessionnaire devra spécifier les raisons objectives et transparentes de la décision, conformément au règlement (CE) 1400/2002, afin qu'il puisse être vérifié que la résiliation n'est pas intervenue à cause de pratiques qui ne peuvent faire l'objet de restrictions dans le cadre du dit règlement.

9.2 Le contrat pourra être résilié de plein droit par lettre recommandée par le Concessionnaire à tout moment et sans préavis en cas de manquement par l'Agent RENAULT Service à ses obligations essentielles, résultant notamment des articles 2.2, 3.1, 3.2.b, 4.2, 5.1, 5.4, 5.5, et 7.3 du contrat.

SB

JPF

JPF

u

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

- 9.3 En raison du caractère essentiel lié aux critères de sélection, le contrat sera résilié de plein droit, par le Concessionnaire, à tout moment et moyennant un préavis de trois mois, dans le cas où l'Agent RENAULT Service cesserait, dans les conditions définies à l'article 2.1 de répondre à un ou plusieurs des critères de sélection définis dans les annexes I à III du présent contrat.

Si la résiliation intervient pour des raisons liées à l'activité de vente de Véhicules RENAULT, et notamment pour non respect des critères définis à l'annexe III, le présent contrat se poursuivra en ce qui concerne la prestation des services de réparation et d'entretien et la commercialisation des pièces de rechange sous réserve du respect et de l'application des critères de sélection en vigueur.

- 9.4 En cas d'agissement de l'Agent RENAULT Service susceptible de porter gravement atteinte à l'image de marque ou à la réputation commerciale du Concessionnaire ou du Constructeur, le contrat pourra être résilié de plein droit par le Concessionnaire sans préavis après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ou sommation de cesser cet agissement, restée sans effet dans un délai de quinze jours.

- 9.5 Le contrat pourra être résilié de plein droit par le Concessionnaire, en cas d'inexécution par l'Agent RENAULT Service d'une clause du présent contrat non visée par les articles 9.2, 9.3 et 9.4 et ce, un mois après une mise en demeure restée sans effet.

- 9.6 Le contrat pourra être résilié de plein droit sans préavis par l'une ou l'autre des parties quinze jours après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ou sommation visant la clause résolutoire, restée sans effet, en cas de non-paiement à l'échéance de sommes qui lui seraient dues par l'autre partie.

040292171022523090309004123090309004131490

SB

JPF

JPF

LC

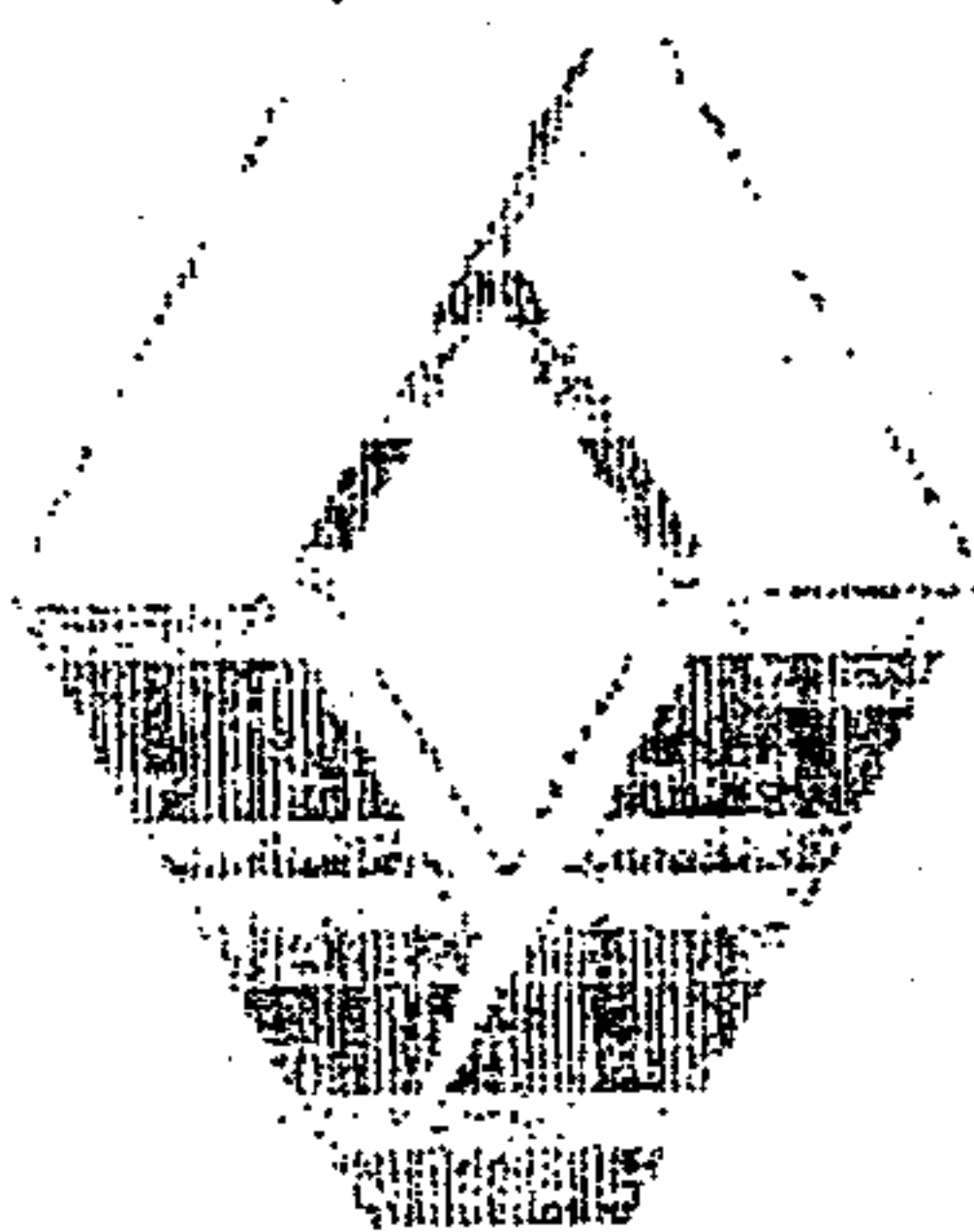
CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

- 9.7 Les droits de l'Agent RENAULT Service ne pouvant excéder ceux consentis au Concessionnaire par le Constructeur, le contrat d'Agent RENAULT Service sera résilié de plein droit sans formalité préalable à la date de cessation du contrat de concession, quelle qu'en soit la cause.

Toutefois, dans l'hypothèse où le contrat de concession cesserait à la suite d'un préavis donné par le Concessionnaire au Constructeur ou par le Constructeur au Concessionnaire, le Concessionnaire s'engage à informer sans délai l'Agent RENAULT Service de la notification du préavis par lettre recommandée avec accusé de réception.

- 9.8 A l'expiration de son contrat, l'Agent RENAULT Service s'abstiendra de tous actes de concurrence déloyale à l'égard des membres du réseau RENAULT ou susceptibles de porter atteinte à l'image de la marque.



RENAULT

040292171022523090309004123090309004131490

SB

JBF

JBF C

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

ARTICLE X - CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE

Le Concessionnaire se réserve la propriété des produits qu'il a vendus et livrés à l'Agent RENAULT Service, jusqu'au complet paiement de l'intégralité du prix et de ses accessoires.

En cas de non-paiement total ou partiel du prix à l'échéance, pour quelque cause que ce soit, de convention expresse, le Concessionnaire a la faculté, sans formalité, de reprendre matériellement possession de ces produits aux frais, risques et périls de l'Agent RENAULT Service, étant stipulé que les acomptes déjà versés pourront, dans cette hypothèse, être conservés à titre de dédit.

Pendant la durée de la réserve de propriété, les risques et la garde des produits livrés sont transférés à l'Agent RENAULT Service.

En conséquence, ce dernier devra se couvrir contre tous les risques de dommages causés ou subis par ceux-ci. Il fournira au Concessionnaire une copie du document délivré par sa Compagnie d'Assurances et attestant la couverture de ce risque.

ARTICLE XI - NON RENONCIATION

Le non-usage par une partie de l'un quelconque des droits qu'elle détient au titre du présent contrat ne saurait en aucune façon être interprété comme une renonciation à exercer ultérieurement ce droit.

040292171022523090309004123090309004131490

SB

JPF

1C

JPF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

ARTICLE XII - NULLITE PARTIELLE

De convention expresse entre les parties, la nullité éventuelle d'une clause du présent contrat reste limitée à celle-ci et n'affecte en aucun cas les autres stipulations contractuelles.

ARTICLE XIII - LISTE DES ANNEXES

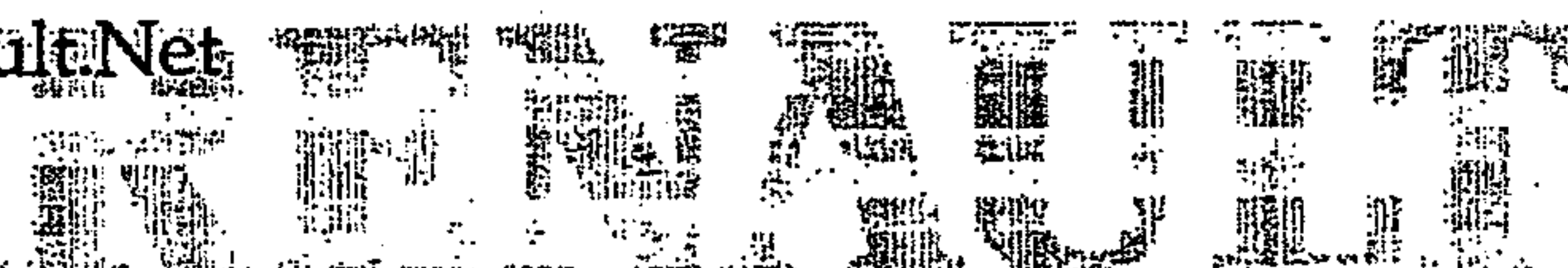
Les annexes ci-après font partie intégrante du présent contrat :

Annexe I : Critères généraux de sélection

Annexe II : Critères de sélection spécifiques à l'activité « Après-Vente »

Annexe III : Critères de sélection spécifiques à l'activité « Commercialisation de Véhicules Neufs »

Annexe IV : Renault Net



040292171022523090309004123090309004131490

SB

JPF
JPF

CC

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

ARTICLE XIV - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION

14.1 Pour l'application des dispositions des articles 5.2, et le cas échéant 6.1, prévoyant le recours à un expert indépendant en cas de désaccord entre elles relatif à la détermination des objectifs annuels, les parties conviennent d'appliquer la procédure suivante.

Elles désigneront l'expert indépendant d'un commun accord sur la liste établie par les Groupements des Concessionnaires et Agents RENAULT. A défaut d'accord entre les parties, l'expert indépendant sera choisi sur ladite liste par le Président de la juridiction visée à l'article 14.3 ci-après.

En vue de permettre une résolution rapide du différend conforme aux exigences de la vie des affaires, l'expert indépendant devra être saisi sous peine de forclusion dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de la demande de saisine par l'une des parties et au plus tard le 1^{er} mai de l'année en cours. La mission de l'expert indépendant ne pourra dépasser un délai d'un mois suivant la date de sa saisine, sauf accord des parties.

L'expert indépendant, agissant en tant qu'arbitre, rendra sa décision par écrit, après avoir entendu contradictoirement les parties. Cette décision s'imposera aux parties et sera définitive et non susceptible de recours, sous réserve du droit pour les parties de saisir la Cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve la juridiction visée à l'article 14.3 d'un recours en annulation dans les cas suivants :

- si l'expert indépendant a été irrégulièrement désigné,
- si l'expert indépendant a statué sans se conformer à la mission qui lui avait été conférée,
- si l'expert indépendant n'a pas statué dans le délai imparti ou a statué sans respecter le principe du contradictoire,
- si l'expert indépendant a violé une règle d'ordre public.

040292171022523090309004123090309004131490

JPF
JPF

CC

MB

Contrat d'Agent RENAULT Service

- 14.2 Afin de favoriser un règlement rapide des différends qui pourraient survenir entre elles relatifs au respect de leurs obligations contractuelles, à l'exception des litiges relatifs à l'application des articles 5.2 et le cas échéant 6.1 relatifs aux objectifs annuels, pour lesquels la procédure est déterminée à l'article 14.1, les parties se réservent le droit de saisir un expert indépendant, selon la procédure ci-après.

Les parties conviennent de désigner l'expert indépendant d'un commun accord sur la liste établie par le Constructeur, les représentants des Groupements des Concessionnaires et Agents RENAULT ou, à défaut d'accord, par le Président de la juridiction visée à l'article 14.3 ci-après, qui choisira l'expert indépendant sur ladite liste.

L'expert indépendant aura pour mission de donner un avis sur le différend opposant les parties et de tenter de les concilier. En aucun cas, il ne pourra prendre de décisions s'imposant à elles.

En vue de permettre une résolution rapide du différend conforme aux exigences de la vie des affaires, l'expert indépendant devra être saisi sous peine de forclusion dans un délai maximum de 1 mois à compter de la survenance du différend. La mission de l'expert indépendant ne pourra dépasser un délai de 2 mois suivant la date de sa saisine, sauf accord des parties.

La mission de l'expert indépendant ainsi que l'ensemble des échanges intervenus à l'occasion de celle-ci et son avis sont strictement confidentiels et ne pourront être transmis à la juridiction qui serait saisie le cas échéant.

- 14.3 A l'exception des litiges portant sur l'application des articles 5.2 et 6.1 relatifs aux objectifs annuels, pour lesquels la procédure fixée à l'article 14.1, et sans préjudice du droit de chaque partie de saisir un expert indépendant dans les conditions définies à l'article 14.2, les parties conviennent d'attribuer compétence au Tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve le siège social de l'entreprise défenderesse pour

040292171022523090309004123090309004131490

JPF

JPF

u

(B)

Contrat d'Agent RENAULT Service

le règlement des litiges nés de l'application, de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat.

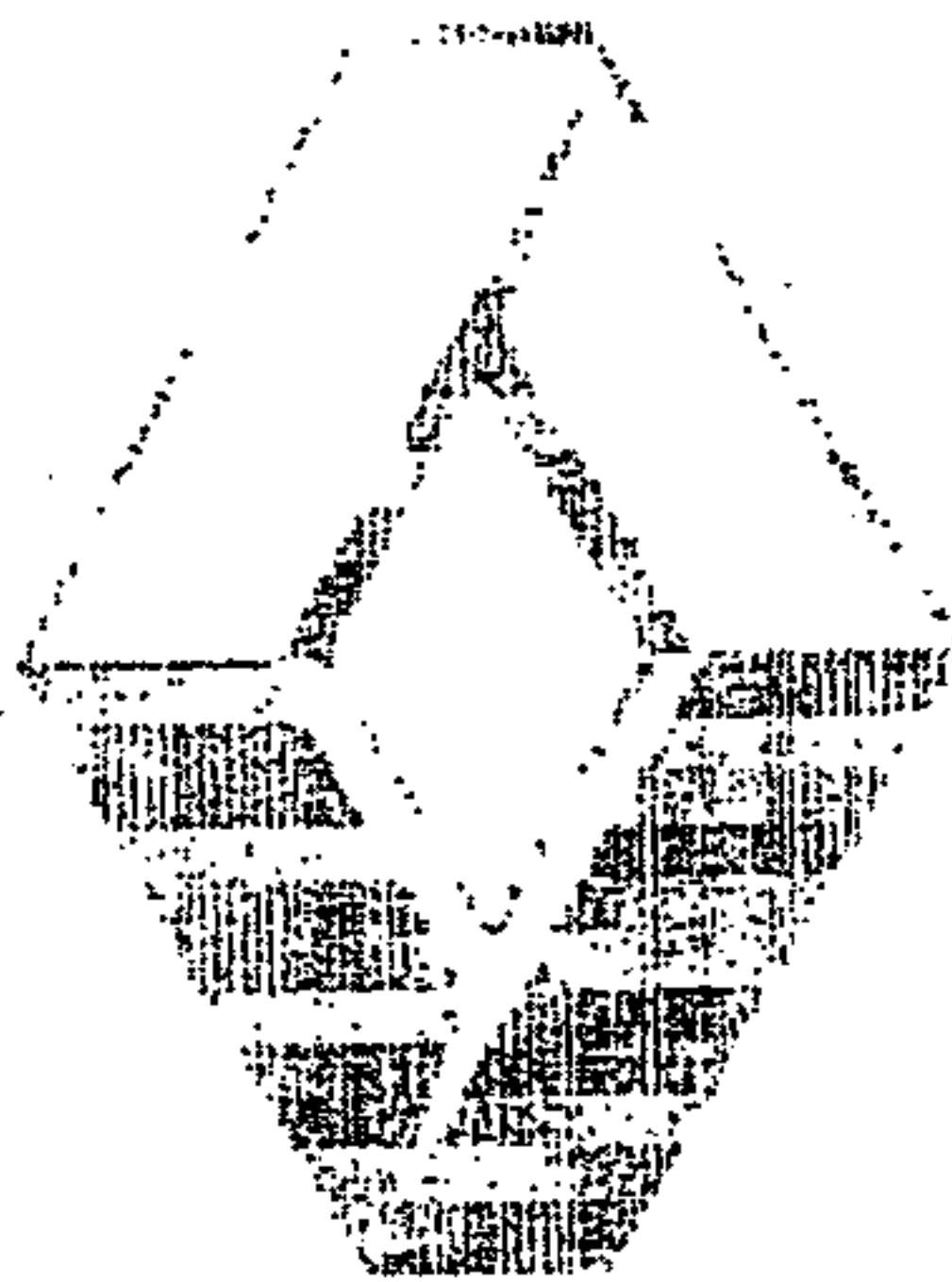
Fait en double exemplaire à

Le **SARL BCF - ETS FALCO**
Agent RENAULT
Rue de Ribou
31490 LEGUEVIN
Tél. 61 88 59 84 - Fax 61 88 78 82
RCS B 399 144 229 - APE 501 Z

L'Agent RENAULT Service

REA TOULOUSE
Etablissement de Toulouse
Site Ets Falco - 75 avenue des Ets Falco
Site Ets Falco - 75 avenue des Ets Falco
Tél. 61 88 59 84 - Fax 61 88 78 82
Tél. 61 88 59 84 - Fax 61 88 78 82
BP 2125 - 31490 LEGUEVIN CEDEX 2
SAS au capital de 625 287 euros
REA Toulouse S 710 801 994 - SIRET 710 801 994 00041
Toulouse

Le Concessionnaire



RENAULT

RENAULT RETAIL GROUP

RENAULT RETAIL GROUP

SB

JPF
JBF

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

ANNEXE I

CRITERES GENERAUX DE SELECTION

Réf.

1.1 JURIDIQUES

1.1.1	Etre en mesure de présenter un bilan validé par des commissaires aux comptes ou par un expert comptable.
-------	--

1.2 COMPETENCES DU DIRIGEANT

1.2.1	Le dirigeant doit justifier d'une expérience probante du monde de l'automobile. Il devra suivre un cursus de formation à la marque (Ecole des Agents) s'il n'a pas occupé préalablement une fonction de chef d'entreprise ou d'encadrement chez Renault ou au sein du réseau Renault.
1.2.2	Le responsable opérationnel du site doit avoir une expérience probante du monde de l'automobile. Il devra suivre un cursus de formation à la marque s'il n'a pas occupé préalablement une fonction d'encadrement chez Renault ou au sein du réseau Renault.
1.2.3	La société candidate et/ou le Dirigeant de la société candidate ne doit pas avoir été membre du réseau RENAULT et avoir vu, au cours des cinq dernières années, son contrat résilié pour faute, ou son contrat résilié et le préavis exécuté dans des conditions ou pour des raisons exclusives d'une exécution loyale et de bonne foi des obligations résultant de l'appartenance au réseau RENAULT et du contrat, ou dans des conditions et pour des raisons liées ou s'étant accompagnées d'atteintes graves ou répétées à l'image de la marque et/ou à l'existence du réseau. De la même façon, la société candidate et/ou le Dirigeant de la société candidate ne doivent pas, au cours des cinq dernières années, avoir par leur comportement porté d'atteintes graves ou répétées à l'image de marque et/ou l'existence du réseau.

1.3 IMMOBILIER

1.3.1	Disposer d'une façade extérieure blanche respectant le code couleur de la marque (murs blancs, en bardage horizontal, vertical ou maçonnerie) et signalée à la marque.
-------	--

1.4 SYSTEMES D'INFORMATION

1.4.1	L'entreprise doit disposer dans chaque site d'une liaison informatique dédiée pour l'activité de la marque et répondant aux caractéristiques techniques demandées par la marque. (RENAULT Net)
1.4.2	Disposer d'un DMS compatible avec les systèmes informatiques de RENAULT.

SB

JPF
JPF

LC

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

ANNEXE II

CRITERES DE SELECTION SPECIFIQUES
A L'ACTIVITE «APRES-VENTE»

Réf.

4.1 DIMENSIONNEMENT DES EQUIPES

4.1.1	Disposer au minimum d'1 technicien agent.
4.1.2	Les équipes atelier doivent justifier d'une expérience professionnelle spécifique à l'après-vente automobile d'au minimum 1 an ou être titulaire d'un diplôme reconnu par la profession

4.2 IMMOBILIER

4.2.1	Disposer d'une zone d'accueil atelier couverte identifiée à la marque (logo)
4.2.2	Signalétique extérieure atelier : disposer d'une signalétique identifiant la marque par l'utilisation et la mise en place des matériels et appellations homologués par RENAULT

4.3 SYSTEMES D'INFORMATION

4.3.1	Disposer d'un outil informatique de documentation technique adapté à la gamme RENAULT.
-------	--

4.4 EQUIPEMENT

4.4.1	Disposer d'un outil informatique de diagnostic et d'information technique adapté à la gamme RENAULT
4.4.2	Disposer des moyens d'intervention pour déposer/reposer, démonter/remonter ou régler un élément mécanique et/ou carrosserie d'un véhicule de la gamme RENAULT.

4.5 DOCUMENTATION PRODUIT

4.5.1	Disposer de la documentation technique éditée par RENAULT (méthodes de réparation, notes techniques, schémas électriques et catalogue PR et tarifs) dans sa dernière mise à jour.
-------	---

040292171022523090309004123090309004131490

JPF
JBF

CC

CM

Contrat d'Agent RENAULT Service

ANNEXE III

CRITERES DE SELECTION SPECIFIQUES
A L'ACTIVITE «COMMERCIALISATION DE VEHICULES NEUFS»

Réf.

3.1 EQUIPEMENTS

3.1.1	Pour tout contrat annuel de plus de 60 VN, disposer d'un PC contenant le programme complet des argumentaires de la marque et capable de fournir au client une offre prix et une commande complète suivant les usages du commerce automobile au nom du concessionnaire.
-------	--

3.2 DISPONIBILITE PRODUIT

3.2.1	Disposer en permanence d'au moins 1 Véhicule de Démonstration Renault de moins de 6 mois. Pour tout contrat annuel de 60 VN et au delà appliquer la grille définie en fonction de la taille du contrat.
-------	---

3.3 IMMOBILIER

3.3.1	Pour tout contrat supérieur à 60 VN, disposer d'une surface d'exposition fermée, couverte et chauffée.
-------	--

RENAULT

040292171022523090309004123090309004131490

JPF
JPF

lc

CB

Contrat d'Agent RENAULT Service

ANNEXE IV

RENAULT.NET

1 - Objet

Renault.Net est un système de communication RENAULT destiné à assurer les échanges d'information entre RENAULT, le Concessionnaire et l'Agent Renault Service.

La présente annexe a pour objet de définir les conditions d'accès et d'utilisation de Renault.Net ainsi que les Services Renault.Net mis à la disposition de l'Agent Renault Service par RENAULT après accord de son Concessionnaire.

2 - Les Services Renault.Net

La liste et les modalités d'utilisation des services mis à la disposition de l'Agent Renault Service, ci-après désignés les « Services Renault.Net », accessibles par Renault.Net et susceptibles d'évoluer, sont disponibles dans la rubrique « Publication » de Renault.Net.

3 - Règles générales d'utilisation de Renault.Net et des Services Renault.Net

3.1. L'Agent Renault Service, sous le contrôle de son Concessionnaire, s'engage à respecter les règles définies dans la présente annexe ainsi que les règles d'utilisation et de sécurité indiquées dans le document « Règles de sécurité » disponible dans la rubrique « Informations Juridiques » de Renault.Net.

Ces règles portent notamment sur l'attribution, la gestion des droits d'accès (identification IPN et mot de passe) et les recommandations de sécurité élémentaires. Outre l'ensemble des règles d'accès et d'utilisation des Services Renault.Net, l'Agent Renault Service s'engage également à respecter les règles de bonne conduite existant sur l'Internet ainsi que les lois et réglementations en vigueur, et à ne pas communiquer à des tiers toute information relative à Renault.Net ou à des Services Renault.Net.

Il appartient à l'Agent Renault Service de s'assurer du strict respect de l'ensemble de ces règles au sein de son affaire.

3.2. L'Agent Renault Service et les utilisateurs de Renault.Net ne doivent en aucune circonstance se livrer notamment à l'une des activités suivantes :

- Publier, diffuser ou distribuer au moyen de Renault.Net des documents ou informations de caractère diffamatoire et de manière générale illicite,

SB

JPF
JPF

ce

m

Contrat d'Agent RENAULT Service

- Publier, diffuser ou distribuer au moyen de RenaultNet des documents ou informations portant atteinte à l'image de marque de RENAULT,
- Publier, diffuser ou distribuer au moyen de RenaultNet des documents ou informations contrevenant à la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, à la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,
- Publier, diffuser ou distribuer au moyen de RenaultNet des messages ou informations à caractère violent, pornographique ou contraire aux bonnes mœurs, ou susceptibles de porter atteinte au respect de la personne humaine et de sa dignité, ainsi qu'à la protection des mineurs,
- Publier, diffuser ou distribuer au moyen de RenaultNet des documents et informations financières privilégiées, fausses ou trompeuses en contravention avec l'ordonnance du 28 septembre 1967,
- Utiliser RenaultNet à des fins de harcèlement, menace ou d'injure dans des conditions et à des fins contraires aux principes d'une concurrence libre et loyale ou en violation des droits de la personne, et notamment au droit à la vie privée,
- Interceptor ou tenter d'interceptor des messages électroniques,
- Télétransmettre des fichiers contenant des éléments protégés par les lois sur la propriété intellectuelle, sauf à posséder les autorisations nécessaires,
- Télétransmettre sciemment des fichiers contenant des virus ou des données altérées, falsifier la source d'éléments contenus dans un fichier,
- Envoyer des messages en masse ou en chaîne, sauf pour des besoins internes au groupe RENAULT, dans le respect des directives CE 46/1995 et 58/2002,
- Créer un lien vers un site internet ou autre,
- Reproduire ou utiliser les droits de propriété intellectuelle de RENAULT ou de tiers en dehors de ce qui est dûment autorisé par la présente annexe, sans avoir obtenu préalablement l'autorisation écrite de RENAULT,
- Utiliser RenaultNet de manière à gêner l'accès des autres bénéficiaires.

3.3. Le concessionnaire recommande à l'Agent Renault Service la mise en place d'un logiciel anti-virus sur chaque poste de travail connecté à RenaultNet.

Dans ce cadre, l'Agent Renault Service doit :

- Acquérir une licence et souscrire le contrat de maintenance correspondant au produit qu'il a choisi.
- Procéder aux upgrades et mises à jour des patchs livrés par le fournisseur du logiciel.
- Procéder au paramétrage du logiciel anti-virus.

040292171022523090309004123090309004131490

SB

JPF
JPF

CC

CM

Contrat d'Agent RENAULT Service

3.4. En ce qui concerne les Services Renault.Net qui font l'objet de contrats de licences ou accords de toute nature conclus avec RENAULT et son réseau commercial, l'Agent Renault Service s'engage à respecter impérativement les dispositions des dits accords ou licences conclus, telles qu'elles sont notamment rappelées dans la rubrique « Informations Juridiques » de Renault.Net.

4 - Modalités de fonctionnement

4.1. Configuration logicielle

Afin d'assurer un bon fonctionnement de l'ensemble, les postes de travail sont configurés par le(s) fournisseur(s) de DMS habilité(s) au déploiement de Renault.Net qui sont garants de l'intégration des logiciels sur le poste de travail.

Toute évolution ultérieure des logiciels ou des paramétrages initiaux doit recevoir une validation de la part du (des) fournisseur(s) habilité(s) par RENAULT.

4.2. Poste de travail équipé de RENAULT.NET

Le poste de travail permettant l'accès à Renault.Net peut également être utilisé par l'Agent Renault Service pour accéder à d'autres systèmes et applications, notamment le DMS et des applications de type Bureau, sous réserve que soient respectées les règles d'utilisation (cf. article 3) et les domaines de responsabilité.

L'accès par l'Agent Renault Service au DMS via le poste de travail équipé de Renault.Net est possible par l'intermédiaire d'applications fournies par le fournisseur DMS et intégrées sur le poste de travail sous la responsabilité du fournisseur DMS.

L'utilisation d'applications de type Bureau est également possible sous réserve que les logiciels utilisés soient compatibles avec Renault.Net et que l'intégration soit validée préalablement par RENAULT.

Il en sera de même pour les évolutions ultérieures. A cet effet, RENAULT informera le Concessionnaire qui lui même informera l'Agent Renault Service de toute nouvelle préconisation d'une version.

4.3. Interconnexion des Réseaux

Si dans le cadre de son activité, l'Agent Renault Service est amené à interconnecter les postes de travail avec un autre réseau informatique, quel qu'il soit, il devra s'assurer de l'intégrité des données et informations RENAULT, ainsi que de la sécurisation et de la protection d'accès à l'ensemble de Renault.Net.

040292171022523090309004123090309004131490

B

JPF
JPF

LC

CM

Contrat d'Agent RENAULT Service

4.4. Browser RENAULT

RENAULT garantit le bon fonctionnement des Services Renault.Net sous réserve que l'Agent Renault Service y accède au travers d'un Browser recommandé par RENAULT doté des évolutions rendues nécessaires par l'environnement technique, et du respect par l'Agent Renault Service des dispositions de la présente annexe et notamment de ses articles 3 et 4.

Cette garantie de bon fonctionnement cessera si le paramétrage d'un Browser recommandé par RENAULT et utilisé par l'Agent Renault Service est modifié par une personne non habilitée par RENAULT.

En aucun cas, le bon fonctionnement des Services Renault.Net tels que définis à l'article 2 de la présente annexe ne peut être garanti en cas d'utilisation par l'Agent Renault Service d'un autre logiciel de navigation que ceux recommandés par RENAULT.

4.5. Adressage IP

RENAULT fournit un plan d'Adressage IP propre à chaque affaire et compatible avec Renault.Net. Dans l'hypothèse où l'Agent Renault Service n'accepterait pas ce plan d'adressage IP, il conviendra de mettre en œuvre un système de translation d'adresse sous la responsabilité conjointe du fournisseur du DMS et de l'opérateur de télécommunication, qui, de ce fait, devront garantir à l'Agent Renault Service le fonctionnement du système de bout en bout.

5 - Redevance

En contrepartie de l'accès et de la mise à disposition des Services Renault.Net, l'Agent Renault Service s'engage à verser à son concessionnaire une redevance qui est fixée d'un commun accord entre le GCR Renault et les instances représentatives du réseau secondaire. Son montant est révisable annuellement au 1^{er} janvier de chaque année.

Le montant actualisé de la redevance sera fixé d'un commun accord avec les entités concernées, deux (2) mois au moins avant la date d'échéance, et indiqué dans l'avenant annuel au contrat d'Agent Renault Service.

La redevance est payable annuellement et prélevée sur le compte de l'Agent Renault Service en juillet de chaque année.

040292171022523090309004123090309004131490

Contrat d'Agent RENAULT Service

6 - Bon fonctionnement des Services Renault.Net

RENAULT assurera le bon fonctionnement des Services Renault.Net, sous réserve du strict respect par l'Agent Renault Service des dispositions de la présente annexe, notamment en ses articles 3 et 4 ci-dessus, ainsi que des accords, conventions ou chartes régissant, le cas échéant, l'accès et l'utilisation des Services Renault.Net.

RENAULT n'assumera cependant aucune responsabilité :

- en cas de survenance d'un événement de force majeure,
- en cas de modification ou d'altération de Renault.Net du fait du Concessionnaire, de l'Agent Renault Service ou d'un tiers non-habité par RENAULT,
- quant au bon fonctionnement du réseau intranet qui incombe au fournisseur d'accès de télécommunication, dans les conditions fixées par les contrats signés entre ce prestataire, l'Agent Renault Service et RENAULT.

7 - Suspension / suppression de l'accès à un Service Renault.Net

7.1. - En cas de non respect par l'Agent Renault Service des engagements qui lui incombent et/ou des modalités d'accès ou d'utilisation de Renault.Net ou de tout Service Renault.Net, le Concessionnaire se réserve la possibilité de faire suspendre par RENAULT l'accès à Renault.Net ou au(x) Service(s) Renault.Net concerné(s), quinze (15) jours après l'envoi d'une mise en demeure adressée par le Concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

7.2. - En cas de constatation ou réclamation, à quelque titre que ce soit, concernant un ou des Services Renault.Net qui porterait atteinte, notamment, aux bonnes mœurs ou au respect de la personne humaine et de sa dignité, ou à l'image de RENAULT, ou à un droit de propriété de RENAULT ou d'un tiers, ou en cas de survenance de problème de sécurité pouvant impacter les autres membres du réseau RENAULT ou RENAULT, le Concessionnaire demandera sans délai à RENAULT de suspendre ou supprimer immédiatement, sans préavis ni indemnité, l'accès et l'utilisation à tout ou partie de Renault.Net ou du ou des Services Renault.Net objet de cette constatation ou réclamation, et en avertira l'Agent Renault Service concerné.

Toutefois, dans les cas définis ci-dessus et eu égard également au risque d'atteinte à l'image de la marque RENAULT ou à la réputation commerciale de RENAULT, ce dernier se réserve expressément la possibilité, s'il a directement connaissance de faits ou de manquements imputables à un Agent Renault Service dans les cas précités, de suspendre l'accès aux Services Renault.Net. RENAULT s'engage à en informer le Concessionnaire et l'Agent Renault Service dans les plus brefs délais, eu égard aux dispositions des articles 3.1 et 8 de la présente annexe.

040292171022523090309004123090309004131490

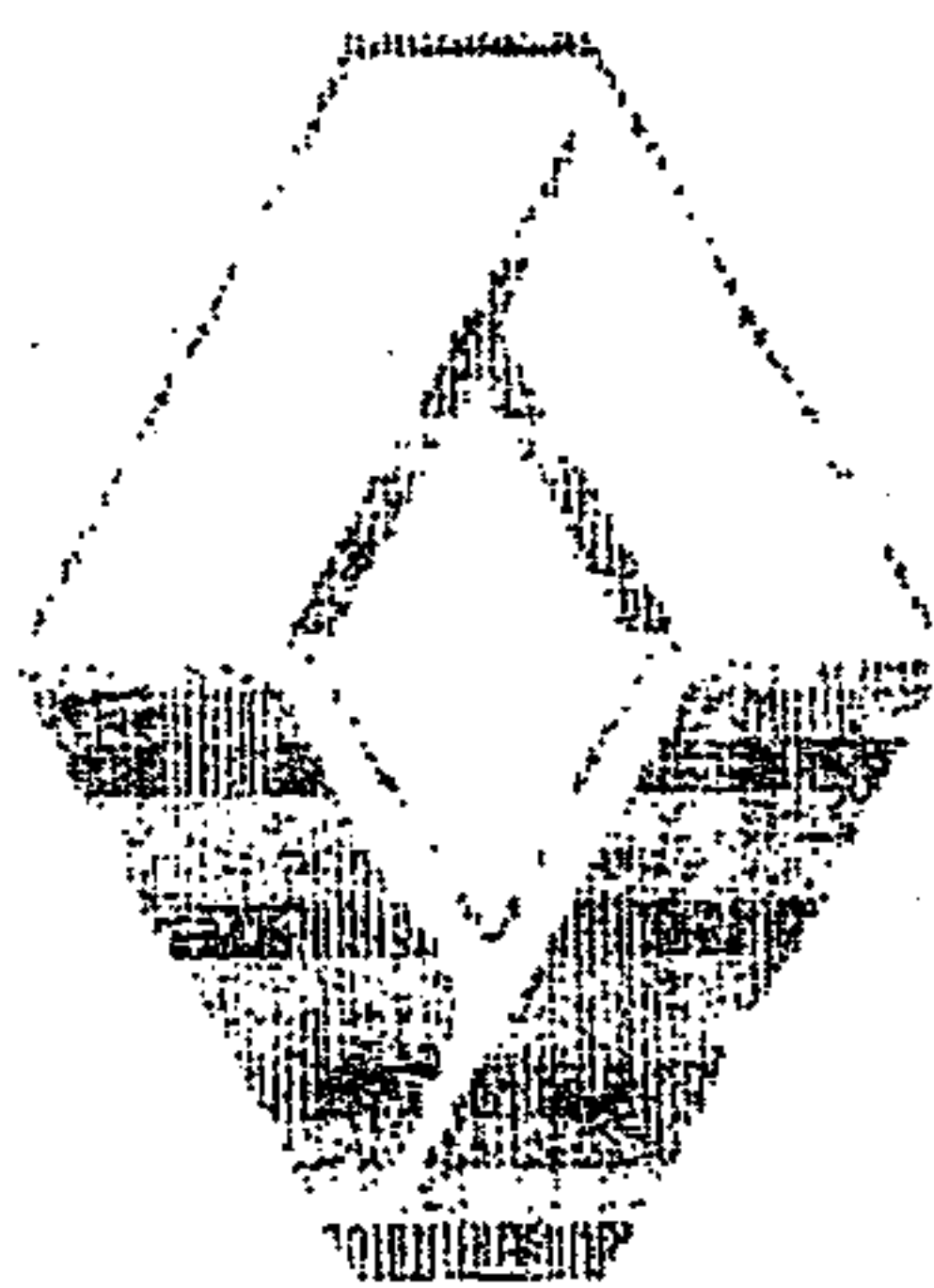
Contrat d'Agent RENAULT Service

8 - Résiliation

En cas de manquement par l'Agent Renault Service aux obligations qui lui incombent, telles que notamment prévues aux articles 3, 4 et 5 de la présente annexe, la dite annexe pourra être résiliée de plein droit par le Concessionnaire, dans le délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée par le Concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Agent Renault Service et demeurée sans effet.

9 - Dispositions finales

Font partie de la présente annexe, le corps de la présente annexe, les dispositions figurant/publiées sur Renault.Net concernant l'accès et l'utilisation de Renault.Net ainsi que des Services Renault.Net.



RENAULT

040292171022523090309004123090309004131490

SB

JPF
JPF

u

CB



RENAULT

**CONTRAT D'AGENT RENAULT SERVICE
« INDICATEUR D'AFFAIRE / MANDATAIRE »**

CONTRAT
Avenant 2010

AGENT	
Raison Sociale:	RENAULT RETAIL GROUP
SOCIETE	
Adresse du Siège Social:	75 Avenue DES ETATS UNIS
31000 TOULOUSE	
RENAULT	
Service	

AGENT RENAULT SERVICE	
Nom, Prénom :	FALCO JEAN-PIERRE
Fonction occupée :	SARL BCF - ETS FALCO
Rue de Ribosi	
31490 LEGUEVIN	
Tel 05 61 86 59 84	
Fax 05 61 86 76 82	
Nom du PDG* :	RCS B 399 144 229 - APE 501 Z
TVA INTRA FR 00 399 144 229	
(*Si l'Agent RENAULT Service n'est pas le PDG)	

2010

ARTICLE I - RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Noms, Prénoms et/ou raisons sociales des actionnaires, adresses et part du capital social :

CONTRAT

AGENT

RENAULT

1.1 - Etablissements Initiaux (dont principaux)

Le Concédant a agréé sur la base des critères de sélection applicables les établissements listés ci-après, aux adresses et pour les activités suivantes :

N°	Adresse	Activités
1		-
2		-
3		

AVENANT

1.2 - Etablissements Supplémentaires

Le Concédant a agréé sur la base des critères de sélection applicables les établissements listés ci-après :

- Points de Vente Supplémentaires :

N°	Adresse

2010

- Ateliers (ayant uniquement une activité de réparation et d'après-vente) :

N°	Adresse

- Activités commerciales spécifiques

Sites pratiquant seulement une activité complémentaire (par exemple : Renault Minute délocalisé)

N°	Adresse	Activités
1		
2		

CONTRAT AGENT RENAULT Service

ARTICLE II - DÉSIGNATION ET IMPLANTATION DES ETABLISSEMENTS INITIAUX AGREES

Le Concessionnaire a agréé sur la base des critères de sélection applicables les établissements listés, ci-après, aux adresses et pour les activités suivantes :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

2010

ARTICLE III - COMMERCIALISATION DES PRODUITS CONTRACTUELS

3.1 Produits Contractuels :

- Pièces de Rechange : toutes les pièces de rechange RENAULT

Il est rappelé que le MASTER fait l'objet d'une codistribution par les concessionnaires RENAULT VI, OPEL (appellation MOVANO) et NISSAN (appellation INTERSTAR). Le TRAFIC est codistribué par les concessionnaires OPEL (appellation VIVARO) et NISSAN (appellation PRIMASTAR). Le Master Propulsion est codistribué par les concessionnaires RENAULT VI. Le Kangoo Express est codistribué par les concessionnaires NISSAN (appellation CUBISTAR).

3.2 Ventes directes

Il est rappelé que le Constructeur est susceptible de commercialiser directement les Produits Contractuels, notamment dans les cas suivants

- a) Vente à son personnel ainsi qu'à celui de ses filiales.
- b) Vente à titre de publicité à des conditions spéciales (concours, tombolas, œuvres de bienfaisance, etc.).
- c) Vente aux clients "grosses flottes".
- d) Vente de prototypes, de véhicules d'essais, ou de démonstration.

ARTICLE IV - OBJECTIFS DE COMMERCIALISATION

4.1 Pièces de Rechange RENAULT :

- 1/01/10 au 30/06/10 :123750.....
- 1/07/10 au 31/12/10 :101250.....

En cas de révision du tarif Pièces de Rechange en cours d'année, l'objectif est ajusté proportionnellement.

4.2 Véhicules Neufs RENAULT

Total annuel : ...95.....

CONTRAT

ARTICLE V - ORGANISATION POUR LE SERVICE DE REPARATION ET D'ENTRETIEN ET LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS CONTRACTUELS

AGENT

5.1 Organisation pour l'activité Services de réparation et d'entretien

5.1.1 Le Concessionnaire, en accord avec le Constructeur, préconise l'utilisation de l'outil de facturation des forfaits.

5.1.2 L'Agent RENAULT Service s'engage à respecter les normes et les standards pour l'activité Services de réparation et d'entretien dans les conditions décrites dans le tableau ci-après :

RENAULT Service

NORMES/STANDARDS RENAULT		MOYENS	
NORMES D'IDENTIFICATION			
Véhicules de Service aux Normes RENAULT		Véhicules aux Normes RENAULT	
L'ACCUEIL			
Une tenue homologuée et propre pour tous		Tenue de travail (blouse, combinaisons...), Badges nominatifs	
SERVICE A LA CLIENTELE			
Pratiquer l'entretien maîtrisé à l'aide des forfaits.		Mémento (Agents) et Guide (Clients) de l'entretien maîtrisé.	
Expliquer et proposer aux clients les forfaits adaptés		Base DMS mise à jour avec les tarifs conseillés des forfaits, ou outil de chiffrage DFM avec les tarifs conseillés des forfaits et prix locaux	

Rédiger un Ordre de Réparation, RENAULT, en présence du client et pour chaque intervention. Transcrire mot pour mot les dires du client. Enregistrer l'OR de façon systématique sur le DMS Faire signer le client.	Ordre de réparation 3 feuillets (Mécanique ou Carrosserie).
Consulter ICM à chaque ouverture d'OR et MCS dans le cas d'une entrée incidentelle	Application ICM sous Renault Net
Protéger l'intérieur des véhicules.	Housse de siège, Sur-tapis, Films sur volant, levier de vitesse et frein à main.
Effectuer un contrôle des travaux réalisés.	Certificat de contrôle ou fiche contrôle carrosserie.
Établir la facture des travaux conformes à l'OR et aux normes	Facture Renault normalisée
Traiter la garantie Client.	Bordereau de garantie Utilisation du Processus Demande PGCS
Accompagner le client jusqu'à son véhicule et ôter les différentes protections devant lui.	Housse de siège, Sur-tapis, Films volants, levier de vitesse et frein à main.
CONFORMITE VEHICULE (si accord préalable du concessionnaire)	
Accueillir le client à l'heure et au jour de la livraison (si livraison dans l'agence).	Cahier de rendez-vous
Vérifier que le véhicule est bien conforme à la commande	Copie de la Fiche Qualité Livraison selon un process à définir avec le concessionnaire.

5.2 La redevance de RENAULT.NET est fixée à 15 Euros HT par mois pour la présente année. Ce montant sera ajouté mensuellement aux relevés de factures de l'agent.

5.3 Assainissement du parc roulant

Dans le but d'assainir le parc roulant, les Agents Renault Service auront la possibilité de remettre les véhicules d'occasion repris consécutivement à la vente de véhicules neufs et destinés à la casse, à leur Concessionnaire.

5.4 Garantie VN et Contrats Service

Le taux de remboursement des heures de main-d'œuvre en garantie (« Taux Horaire Garantie ») est fixé comme suit :

Taux Moyen Client (TMC) qui est composé de 15 % du T1 + 70 % du T2 + 15% du T3. Le résultat de ce TMC est plafonné à 94% avec un plancher de 80%.

Exemple :

Pour un TMC de 54€ le Taux Horaire Garantie (THG) sera au minimum de 43,20€ (80% de 54€) et au maximum de 50,76 (94% de 54€)

Pour les créations ou la reprise d'une Agence, le taux Horaire Garantie retenu sera le taux maxi (94% du TMC).

Le Taux Horaire Garantie de l'Agent RENAULT Service est plafonné au taux de garantie du concessionnaire.

L'Agent RENAULT Service doit informer son Concessionnaire de toute modification de ses taux horaires clients et/ou équipement de diagnostic, et/ou modification de son personnel notamment pour les Cotechs et Techniciens Agents.

Le Concessionnaire devra mettre à jour le référentiel réseau dès réception des dites modifications et ce de façon systématique.

L'augmentation annuelle du Taux Horaire Garantie de l'Agent RENAULT Service retenue par RENAULT sur la base du dernier Taux Horaire Garantie connu est :

Au 01/07/10 et au 01/01/11.

- Une hausse de 1%
- Un complément de 0,25% dans le cas où le taux de non réalisation des OTS rouge en 6MM est inférieur ou égal à 3%
- Un complément en fonction du % des DRG remontées en moins de 7 jours (Moyenne 6MM)
 - o 1 % en Juillet 2010 et Janvier 2011, si 75 % des bordereaux sont remontés dans un délai inférieur ou égal à 7 jours
 - o 0.5 % en Juillet 2010 et Janvier 2011, si 50 % des bordereaux sont remontés dans un délai inférieur ou égal à 7 jours

Dans le cas où l'indicateur OTS est $\leq$ à 3% et que 75% des DRG sont remontées en 7 Jours maxi, alors le plafond passe de 94% à 96% du mix des taux clients ce que nous appelleront le « déplafonnement »

Exemple :

Dernier Taux Horaire garantie connu du concessionnaire de rattachement = 60,60€

Dernier Taux Horaire garantie connu de l'Agent = 50,60€

TMC = 54€

Plancher = 43,20€ (54x80%)

Plafond = 50,76 (54x94%)

Déplafonnement = 51,84 (54x96%)

Augmentation au 1^{er} Juillet = 1% sur le socle + 0,25 car OTS < 3% +1% car Plus de 75% de DRG remontées en moins de 7jrs

L'augmentation sera de 2,25% sur la base du dernier taux horaire garantie connu de 50,60€ soit 51,74€.

Nous enregistrerons ce nouveau taux car :

- Il est supérieur au plancher de 43,20

- Il est supérieur au plafond de 50,76 mais compte tenu des 2 indicateurs OTS et remontées des DRG il bénéficie du déplafonnement qui est à 51,84

- Il est inférieur aux taux horaire garantie de son affaire de rattachement

AGENT

Les pièces de rechange liées aux opérations de garantie VN seront remboursées à l'Agent RENAULT Service à leur prix d'achat HT (cf. Grille de remise) augmentée de 5% plafonné à 20€ par ligne.

La partie incidentelle (hors usure normale) des Contrats de Service faisant l'objet d'une DRG et facturée au constructeur sera facturée dans les mêmes conditions que la garantie contractuelle.

RENAULT Service

ARTICLE VI - CONTRÔLE DES ANIMATIONS COMMERCIALES

Les Agents Renault Service pourront bénéficier d'une contribution au titre des animations commerciales qui seraient prévues. Par conséquent, ils devront conserver pendant 24 mois après la fin de chaque opération et les fournir le cas échéant, tous les justificatifs nécessaires à leur Concessionnaire qui en demeure responsable auprès du Constructeur. En cas de non-respect des modalités d'application des animations commerciales par l'Agent Renault Service, celui-ci devra restituer au Concessionnaire le montant indûment perçu des participations versées par ce dernier, majoré des éventuels frais de gestion que le Concessionnaire aurait eu à supporter dans le cadre d'un audit effectué à la demande du Constructeur.

2010

ARTICLE VII - ACTIVITES COMMERCIALES SPECIFIQUES

7.1 RENAULT a créé plusieurs concepts afin d'offrir aux clients des activités commerciales spécifiques, dont les conditions sont définies dans les chartes suivantes :

- Charte RENAULT MINUTE
- Charte RENAULT MINUTE CARROSSERIE
- Charte RENAULT OCCASIONS

Lorsque l'Agent Renault Service répond aux conditions définies par la (ou les) Charte(s) respectives de leur choix, telle que convenue avec le Groupement des Concessionnaires RENAULT, le Concessionnaire pourra l'agréer avec l'accord de RENAULT et l'autoriser à apposer, à l'extérieur et à l'intérieur de ses locaux, l'enseigne concernée.

RENAULT, en accord avec le Concessionnaire, apportera directement à l'Agent Renault Service, l'aide et l'assistance prévues par la (ou les) Charte(s) respectives.

L'Agent Renault Service s'engage de son côté à respecter les normes et obligations définies par la (ou les) Charte(s) respectives.

Faute par l'Agent Renault Service de se conformer ces normes et obligations, le Concessionnaire, en accord avec le Concédant, se réserve le droit de lui retirer son agrément et de lui interdire de faire usage de la (ou les) enseigne(s) concernées une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant une durée de six mois.

7.1.1 RENAULT MINUTE ☒ (1)

Dans le but d'offrir à la clientèle un service après-vente rapide et de qualité, ainsi que de promouvoir l'image de la marque, RENAULT a créé le concept RENAULT MINUTE qui vise à assurer, dans un site spécialement aménagé et permettant un accueil personnalisé, l'exécution avec ou sans rendez-vous d'un certain nombre d'opérations d'entretien et de réparation.

(1) cocher cette case et parapher ci-contre en cas de mise en place d'un Renault Minute

7.1.2 RENAULT MINUTE Carrosserie ☐ (1)

Dans le but d'offrir à la clientèle un service de carrosserie rapide et de qualité, ainsi que de promouvoir l'image de la marque, RENAULT a créé le concept RENAULT Minute Carrosserie qui vise à assurer, dans un site spécialement aménagé et permettant un accueil personnalisé, l'exécution avec rendez-vous d'un certain nombre d'opérations de réparation concernant la carrosserie.

(1) cocher cette case et parapher ci-contre en cas de mise en place d'un Renault Minute Carrosserie

7.1.3 RENAULT OCCASIONS ☐ (1)

Dans le but d'offrir aux clients les services RENAULT OCCASIONS, RENAULT propose à l'Agent RENAULT Service de commercialiser des véhicules d'occasions sous l'enseigne RENAULT OCCASIONS et sous l'appellation RENAULT OCCASIONS et de les assortir de la Garantie RENAULT Occasions, et ce, y compris pour les véhicules d'autres marques que RENAULT.

(1) cocher cette case et parapher ci-contre en cas de mise en place d'un Renault Occasion

7.2 Garanties RENAULT Occasions

Lorsqu'il propose à la clientèle un véhicule d'occasion quelle qu'en soit la marque, en utilisant l'appellation « Renault Occasions », assorti en particulier d'une garantie RENAULT Occasions telle que convenue entre les représentants qualifiés des Concessionnaires et RENAULT, l'Agent Renault Service devra respecter la dernière version des normes en vigueur (disponibles sous RENAULT.NET), et notamment les conditions suivantes :

- se conformer aux normes techniques et commerciales définies pour l'application de la garantie ;
- prendre les commandes sur des imprimés édités à cet effet et comportant les conditions générales de commercialisation et de garantie ;
- régler, suivant les procédures convenues, à l'organisme réparateur, le coût des interventions réalisées au titre des garanties sur les véhicules qu'il aura vendus. (disponibles sous RENAULT.NET).

SB

JPF

JBF NP

CM

L'Agent Renault Service qui n'a pas lui-même vendu le véhicule sur lequel une intervention en garantie RENAULT Occasions a été effectuée, ne doit pas faire supporter au client le coût de cette intervention, mais la facturer à l'organisme vendeur du véhicule selon les procédures convenues.

ARTICLE VIII - CONDITIONS DE PAIEMENT

Dans le cas où les sommes dues sont versées après la date de paiement figurant sur la facture, lorsque le versement intervient au-delà du délai fixé par les conditions générales de vente, des pénalités de retard d'un taux égal à une fois et demie le taux de l'intérêt légal seront facturées après une mise en demeure préalable.

ARTICLE IX - TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ DES PIÈCES DE RECHANGE

Le Concessionnaire se réserve la propriété des pièces de rechange jusqu'au complet paiement de leur prix et de ses accessoires.

En cas de non-paiement total ou partiel du prix à l'échéance, pour quelque cause que ce soit, le Concessionnaire a la faculté, sans formalité préalable, de reprendre matériellement possession de ses Produits, aux frais, risques et périls de l'Agent Renault Service, étant stipulé que les acomptes déjà versés pourront, dans cette hypothèse, être conservés à titre de dédit.

Pendant la durée de la réserve de propriété, les risques et la garde des Produits sont transférés à l'Agent Renault Service. En conséquence, ce dernier devra couvrir ces Produits contre tous les risques de dommages causés ou subis par ceux-ci, ce dont il justifiera à la première demande du Concessionnaire, en lui fournissant une copie du document délivré par sa compagnie d'assurances, attestant la couverture de ce risque.

ARTICLE X - SITE INTERNET AGENT RENAULT

10.1 L'Agent RENAULT Service a la faculté de réaliser un site Internet (« Site Internet ») pour assurer la promotion des produits et services RENAULT aux conditions ci-après.

10.2 Dans le cas où l'Agent Renault Service déciderait de mettre en ligne un Site Internet autre que celui proposé par le Constructeur, l'Agent Renault Service s'engage à respecter les chartes graphiques de RENAULT applicables et à ne pas y faire figurer le nom, le logo, les images, les textes du Constructeur sous une forme non agréée par ce dernier.

Par ailleurs, le Constructeur pourrait réaliser des audits à tout moment afin de vérifier le respect des engagements précités.

10.3 L'Agent Renault Service garantit que le site internet et les informations qui seront diffusées sur le Site Internet ne contreviendront à aucune disposition légale de quelque nature que ce soit et en particulier, aux dispositions du code de la propriété intellectuelle sur le droit d'auteur, à la loi sur la liberté de communication, à la réglementation sur la protection des données personnelles.

D'une manière générale, l'Agent Renault Service s'engage à respecter les règles de bonne conduite existant sur l'Internet ainsi que les lois et réglementations en vigueur.

Fait en double exemplaire à *Lequevin*

le *18 Nov 2010*

Pour l'Agent Renault Service
Acheteur Revendeur

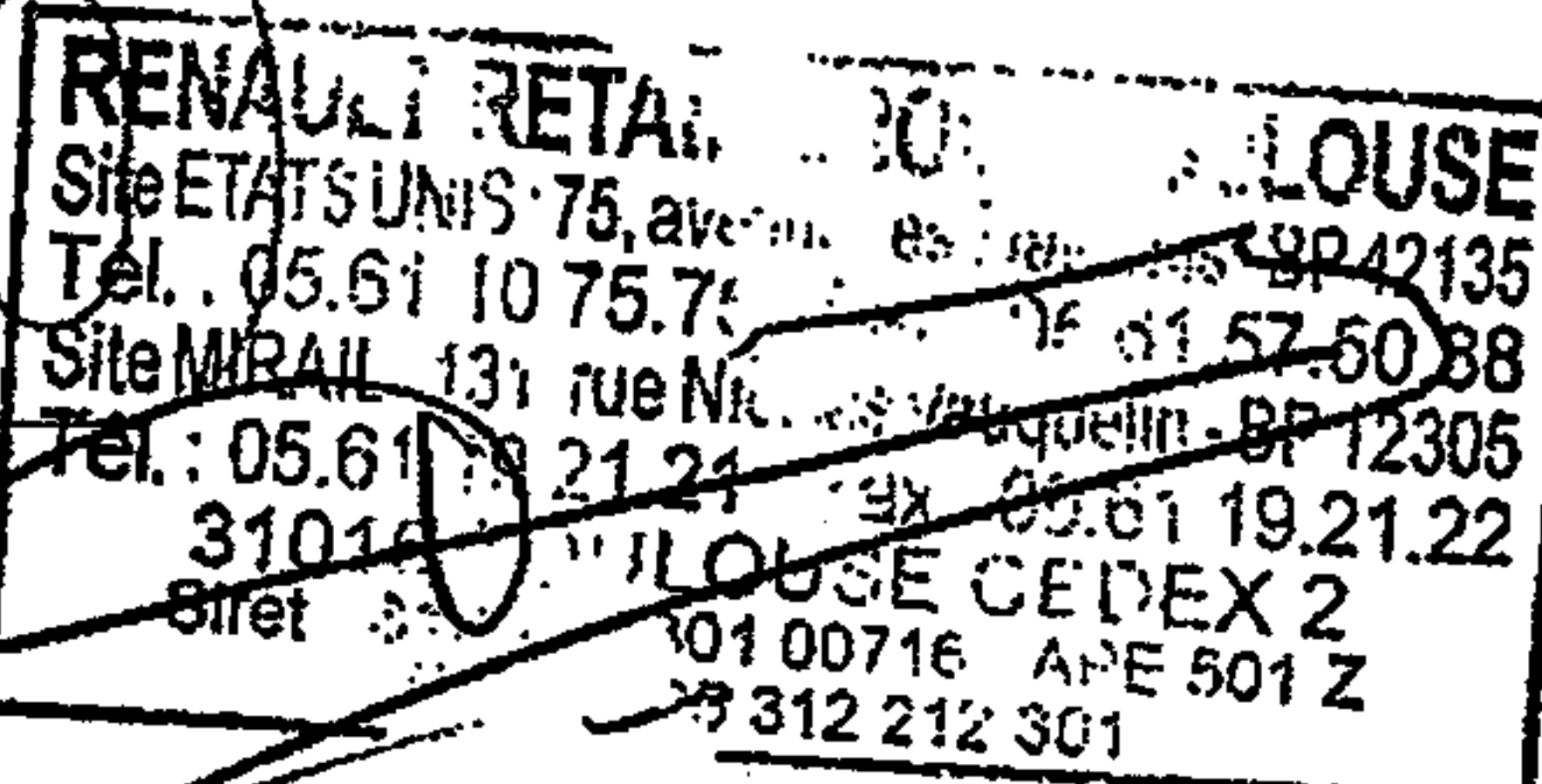


SARL BCF - ETS FALCO

Rue de Ribosi
31490 LEQUEVIN
Tél. 05 61 86 59 84
Fax 05 61 86 70 82
RCS B 399 144 229 - APE 501 Z
TVA INTRA FR 00 399 144 229

00017102

Pour le Cocontractant

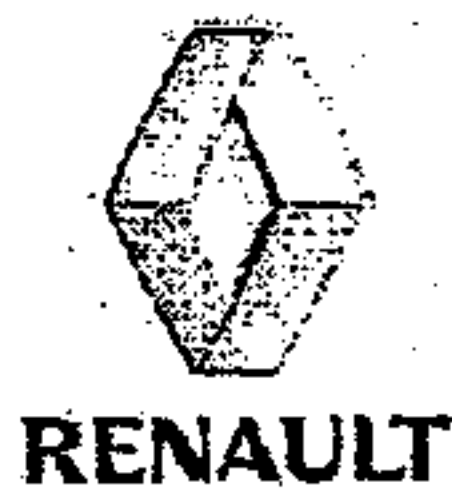


00017102

SB

JPF

CM



RENAULT RETAIL GROUP
Établissement de Toulouse.

États-Unis : 75 avenue des États Unis - BP 42135 - 31016 Toulouse cedex 2
Rocade Ouest : 131 rue Nicolas Vauquelin - BP 12305 - 31023 Toulouse cedex 1

Tél. : +33 (0)5 61 10 75 75 - Fax : +33 (0)5 61 57 50 38
Tél. : +33 (0)5 61 19 21 21 - Fax : +33 (0)5 61 19 21 22

Monsieur Sébastien BERNE
22 bis rue du Capcir
31490 LEGUEVIN

Toulouse, le 25 octobre 2010
DIR.MP/SM - 276/2010

Monsieur Berne,

Suite à votre courrier du 20 octobre dernier, nous vous confirmons que nous sommes tout à fait disposés à vous nommer Agent Renault Service à Léguevin, dans le cadre de votre projet de reprise de la SARL BCF-Ets FALCO, à partir du moment où vous remplissez la totalité des critères de sélectivité du constructeur, dont vous trouverez un exemplaire ci-joint.

D'autre part, afin de constituer votre dossier, vous voudrez bien nous faire parvenir un extrait KBIS dès que possible.

Restant à votre disposition pour vous aider dans vos démarches, nous vous prions de croire, Monsieur, à l'assurance de notre parfaite considération.



Michel PARDAILHE
Directeur

Com



CONTRAT DE PRET

Le prêt est régi par les présentes Conditions particulières et par les "CONDITIONS GENERALES DES CREDITS", préalablement approuvées par l'emprunteur et, s'il y a lieu, par les cautions. Ces "CONDITIONS GENERALES DES CREDITS" sont désignées ci-après sous l'appellation "CONDITIONS GENERALES".

Il est expressément convenu qu'en cas de contradiction entre les conditions générales et les conditions particulières, ces dernières prévaudront.

Le client bénéficiaire du crédit déclare être un professionnel avisé et connaître les modalités techniques et financières de fonctionnement des concours dont il s'agit.

Conditions particulières

1. PRETEUR

La SOCIETE BORDELAISE DE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, société anonyme au capital de 155 300 000 € dont le siège est à BORDEAUX, 42 cours du Chapeau Rouge, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX, sous le numéro B 456 204 809, représentée par l'un de ses mandataires

Ci-après dénommée "le prêteur" ou "la banque"

2. EMPRUNTEUR

B C F SARL ayant son siège social 9 RUE DE RIBOSI 31490 LEGUEVIN
Activité : 4511Z - Commerce de voitures et véhicules automobiles légers

Société à responsabilité sarl au capital de EUR 7 622 immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 39914422900016 représentée par M FALCO JEAN PIERRE agissant en qualité de Gérant.

Ci-après dénommé(e) "l'emprunteur".

3. OBJET DE FINANCEMENT

DIVERS : aménagement parking et banc de réglage
Montant de l'opération en euros : 40 000,00.

4. PRET PROFESSIONNEL**4.1. MONTANT DU PRET : 30 000,00 EUR (TRENTE MILLE EUROS)**

Le concours sera retracé en compte de prêt ouvert dans les livres de la banque sous le n° 10057 19471 00073160102

4.2. CONDITIONS FINANCIERES

Le prêt est réalisé aux conditions suivantes :

4.2.1. Taux des intérêts

Jusqu'au parfait remboursement du prêt, l'emprunteur s'oblige à payer à la banque les intérêts au taux fixe de 1,90000 % l'an.

Les intérêts stipulés ci-dessus sont calculés sur une base annuelle de 360 jours.

4.2.2. Conditions de remboursement

Le prêt s'amortira par termes successifs prélevés sur un compte ouvert au nom de l'emprunteur dans les livres de la banque.

La charge de remboursement reste constante tout au long de la durée du prêt.

Les échéances contiennent à la fois l'amortissement du capital et les intérêts, non compris la(les) cotisation(s) d'assurance qui s'y rajoute(ent).

Le nombre, le montant et la date de chaque échéance ainsi que la décomposition des échéances en capital, intérêts et le montant de la (des) cotisation(s) d'assurance sont indiqués sur le tableau d'amortissement remis à l'emprunteur.

Le prêt s'amortira en 18 mensualités successives de 1 691,85 EUR chacune.

4.3. DECLARATION DE DECHARGE DE RESPONSABILITE

Le représentant légal de l'emprunteur et/ou le cas échéant la caution déclare(nt) renoncer de manière définitive, à l'assurance décès qui avait été proposée par le prêteur pour la garantie du crédit. Il(s) demande(nt) au prêteur de conserver le bénéfice du prêt au profit de l'emprunteur malgré l'absence de cette assurance. Il(s) décharge(nt) expressément, tant en son (leur) nom qu'au nom de ses (leurs) héritiers et ayant-droits,

Paraphes

SB

SB

JBF

CB

JBF

CB

C C Société Bordelaise

Le présent document ne constitue pas une offre de prêt et ne constitue pas une garantie.

4.4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Pour satisfaire aux dispositions légales (art. L. 313-1 et L. 313-2 du Code de la Consommation), il est mentionné aux présentes que le taux effectif global du présent prêt s'élève à 3,42077 % et le TEG par période de 0,00001 %.

• Taux d'intérêt : 3,00000 %
• Taux des frais : 120,00 EUR
• Montant de la somme : 120,00 EUR
• Taux du TAUX EFFECTIF GLOBAL par an de 3,42077 % et le TEG par période de 0,00001 %

CONDITIONS GENERALES

Au sens des présentes, l'expression "la banque" désigne la SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL et les expressions "le client" ou "l'emprunteur" désignent tout ou plusieurs des créanciers.

Les présentes conditions générales s'appliquent à tout prêt dont l'emprunteur bénéficie ou sera à même de bénéficier au titre de la banque, même en l'absence de contrat ou d'accord écrit.

1. MISE A DISPOSITION DU CREDIT

La banque ne metra le crédit à la disposition de l'emprunteur qu'après justification de la constitution des garanties aux fins prévues et production de l'ensemble des documents prévus par la présente convention ainsi qu'après remise des documents suivants établis satisfaisamment en la forme et au fond par la banque :

- Copie certifiée conforme et à jour des statuts, du procès-verbal de l'assemblée générale sur les derniers comptes des rapports des commissaires aux comptes (général et spécial) sur ces comptes.
 - Extraits des comptes de l'emprunteur datant de moins de trois mois.
 - Copie certifiée conforme et à jour de tous documents relatifs aux garanties du remboursement de l'emprunteur relatives à la signature de la présente convention et de tous autres documents qui en découlent.
 - Comptes des trois derniers exercices de l'emprunteur, par les commissaires généraux, comptes de résultats, annexes.
- En outre, toute mise à disposition ne pourra être effectuée que si la banque a été informée que les déclarations de l'emprunteur figurant aux présentes sont exactes, de nature à constituer un acte d'engagement antérieur aux présentes, ne soit soumis au règlement de la banque ou à l'information préalable d'un élément substantiel de l'analyse du risque réalisée par la banque et qui peut à son connaissance.
- Seul dérogation prévue dans les conditions particulières ou accord écrits du présent, le crédit devra être déboursé immédiatement dans les 3 jours de la signature du contrat.

2. DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

- L'emprunteur déclare et garantit à la banque :
- Qu'il est une société de droit français, régulièrement constituée, possédant la personnalité morale et possédant la pleine capacité juridique d'exercer les activités correspondant à son objet social.
 - Qu'il a tout pouvoir pour signer la présente convention, laquelle constitue un engagement valide de l'emprunteur et le liant conformément à ses termes, sans la signature de la convention et l'exécution des engagements qui en résultent ont été obtenus et valablement obtenus conformément aux lois et règlements en vigueur et aux statuts de l'emprunteur.
 - Que la signature de la présente convention et l'exécution des engagements qui en découlent ne sont contraires à aucune loi ou règlement applicable à l'emprunteur, une disposition d'un contrat ou engagement auquel l'emprunteur est partie ou une disposition contraire dérivant de la loi.
 - Qu'aucune instance, action, procès ou procédure administrative n'est en cours, ou à sa connaissance n'est susceptible d'être intentée ou engagée pour empêcher ou limiter la signature ou l'exécution de la convention ou qui aurait dans le cas d'une solution défavorable, un effet adverse important sur l'activité de l'emprunteur à l'égard des engagements pris dans la convention.

Chaque des déclarations et garanties mentionnées ci-dessus a été rendue en vigueur et continuera de produire effet après la signature de la convention et jusqu'à l'extinction ou remboursement de toutes les sommes dues à ce titre.

L'emprunteur s'engage pour toute la durée de la convention et jusqu'à ce que toutes les sommes dues au titre de la présente convention soient entièrement payées ou remboursées et qu'il ait exécuté toutes les autres obligations découlant de la convention à l'égard des engagements pris.

- L'emprunteur supportera tous les frais, droits, impôts et taxes afférents au contrat de prêt et de ses suites, ainsi que tous les frais, dépenses et charges par la constitution et éventuellement le renouvellement de la garantie des engagements et après les frais relatifs à l'exécution de l'obligation d'information annuelle des créanciers.
- L'emprunteur donne mandat à la banque de procéder au recouvrement de toutes sommes en capital, intérêts, éventuels primes et commissions d'assurance, frais de dossier et autres accessoires, convenus selon les termes des contrats, par le biais du compte courant ouvert au nom de l'emprunteur auprès de la banque.
- L'emprunteur s'engage à approvisionner son compte courant de manière à assurer le paiement de chaque échéance à bon terme.
- De convention expresse entre l'emprunteur et la banque, toutes les sommes afférentes aux engagements courants ouverts au nom de l'emprunteur seront, par priorité et préférence absolues, au remboursement de la dette résultant des présentes, y compris toute charge d'assurance spéciale desdites sommes.
- La preuve de la réalisation des prêts sera que celle des remboursements et de tout règlement y relatif, réalisés des échéances de la banque.
- L'emprunteur supportera tous les frais du dépôt bancaire du montant à payer des sommes mentionnées, ainsi que de tout autre charge résultant de la convention.

SBF

CB

SBF

CB

CC

1. 凡在本行开立存款账户的客户，均可向本行申请开立定期存款账户。

Le Centre de la Recherche et de l'Éducation en Santé Publique (CRESP) a été créé en 1994, à l'initiative de la Direction de la Santé Publique, du Ministère de la Santé, de la Famille et du Bien-être, en collaboration avec le Centre de Recherche en Épidémiologie et en Santé Publique (CRESP) de l'Université de Montréal. Le CRESP a pour mission de promouvoir la recherche et l'éducation en santé publique, de faciliter la collaboration entre les chercheurs et les praticiens, et de diffuser les résultats de la recherche et de l'éducation en santé publique.

[illegible]

... (faint, illegible text) ...

Le présent document est un document de travail. Il est destiné à servir de base à la réflexion et à la discussion. Il ne constitue pas une recommandation officielle. Les conclusions et les recommandations sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation mondiale de la Santé.

[illegible]

... ..

[illegible]

1-UNIT DES COUSTES

1. The first of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government of the Republic of China (Taiwan) regarding the situation in the Republic of China (Taiwan) and the Republic of China (Taiwan) has not yet received any information from the Government of the Republic of China (Taiwan) regarding the situation in the Republic of China (Taiwan).

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the situation.

[illegible]

4. IMPORTANCE DE CERTAINES NOUVELLES

Se sont affirmées, très nettement, les tendances énoncées dans le paragraphe précédent, au milieu en application d'une disposition législative de réglementation du droit de propriété foncière à caractère agricole. Le barreau est soumis à toute mesure prise en vue de la mise en œuvre de la législation de l'agriculture et de la réglementation foncière. Le barreau est soumis à toute mesure prise en vue de la mise en œuvre de la législation de l'agriculture et de la réglementation foncière. Le barreau est soumis à toute mesure prise en vue de la mise en œuvre de la législation de l'agriculture et de la réglementation foncière.

[illegible]

1. 在下列各题中，选择正确的答案，将序号填入括号内。

Il est à noter que les données de la table 1 sont en accord avec les données de la table 2.

5. The Committee is in favor of creation of a system of trials on the spot. The system proposed should be properly implemented as a change of the environment is a complex of, not only a change of the situation but a change of the environment.

[illegible]

1 - DISCLOSURE ARTICLES

La Commission a été chargée de continuer pendant un certain temps à effectuer les travaux de la Commission de la politique de la monnaie et de la politique de la balance des paiements.

1. 凡在本公司工作之员工，其工资由基本工资、绩效工资、奖金、津贴、补贴、福利费、社会保险费、住房公积金等组成。

1. SPINDE

La température ne dépend pas du microscope des temps de développement ou des quantités des liquides et solides, mais de la composition de base chimique des réactifs de base posée. Ceci a permis de l'application même en structure et jusqu'à la mesure du CO₂ normal des échantillons cristallins.

[illegible]

13. FIDELITY OF INVESTMENT



SD

505

VB

237

CB

CC Société Bordelaise

As a former member of the Senate, I am in a position to provide the Senate with information regarding the activities of the Senate and the activities of the Senate in the past.

- Libération du prêt non conforme à son objet ou au son vocation, appui, la Banque de l'Etat française
- Inexécution d'une destination faite par l'emprunteur ou la ou les cautions lors d'un prêt qui n'est ni demandé ni prévu ou non-respect de l'acte juridique des cautions et coobligés des présentes.
- Exclusion par la Banque de France de la signature de l'emprunteur ou de toute autre convention.
- Non paiement à terme dans son intégralité de ses intérêts, taxes et accessoires accordés ainsi que le tout somme due en vertu d'un engagement contractuellement ou juridiquement.
- Retard de plus de trente (30) jours dans le paiement d'une échéance en principal, intérêts ou accessoires
- Soumission d'écritures de paiement, établissement de profits ou engagement de toute forme de garanties telles que n'est sous réserve de la validité des faits par l'emprunteur que de la loi de la Banque.
- Detournement de destination d'un créancier, conclusion d'un accord amiable avec des créanciers auquel la Banque ne tient pas compte, paiement de caution totale de l'emprunteur ou avec de la part de l'emprunteur de son impayé à l'égard de ses dettes.
- Conclusion, modification amiable, extinction définitive d'exploitation, cessation d'une partie de ses activités, acceptation partielle d'un faillite, absorption, cessation de l'emprunteur, cessation d'un administrateur judiciaire, paiement de liquidation judiciaire.
- Changement de nature juridique, économique, financière ou autre intervenant dans la structure de ses activités de l'emprunteur ou de la ou les cautions, susceptibles d'affecter sa capacité à faire face à ses obligations découlant de la présente convention.
- Créances préexistantes de l'emprunteur ou de la ou les cautions inférieures à la moitié du capital social versé ou à la moitié prévue à la constitution des capitaux propres dans le cas de 3 mois avant l'entrée des deux parties ayant constaté cette situation, ou bien sans que les dispositions des articles L. 333-42 ou L. 333-43 du Code de Commerce ne soient respectées.
- Modification du régime de l'emprunteur ou de la ou les cautions L. 333-42 du Code de Commerce, tel qu'il existe à la date des présentes ou dans le cas de l'emprunteur ou une caution est une société de personnel, état d'un de ses associés.
- Degré de l'activité ou de la création, perte ou non constatée pour quelques causes que ce soit d'une dette ou garantie constituée (faillite) les engagements de l'emprunteur, forte de plus de 20 % de la valeur de cette dette ou garantie, violation ou annulation de l'assurance D.T. prévue aux conditions particulières, défaut ou insuffisance des biens donnés en garantie.
- Attraction successorale, représentation, action de l'associé ou d'un associé le tout de commerce de l'emprunteur, violation ou refus de remboursement du tout de cet associé.
- Manière accréditer des dettes ou l'absence du fait de l'emprunteur relatif au prêt la constitution de sa dette, défaut, insuffisance ou non paiement des primes d'assurance contre l'incendie des autres locaux, des éléments ou fonds de commerce, destruction totale ou partielle des éléments opposés du fonds à la suite d'incendie, inondation, vol ou autre cause sans que l'emprunteur puisse récupérer à son profit le tout d'un ou de l'autre majeure. Défaut d'entretien de formalités nécessaires au maintien de la propriété des marchés.
- Inexécution de ses droits ou de privilège ou de privilège de commerce, la manière ou le matériel, vente ou apport de tout ou partie de fonds ou location générale du fonds sans le consentement de la Banque, vente ou fonds ou de l'un de ses éléments originaux ou accessoires.
- Exploitation entreprise d'un autre crédit (prêt) tel que le (prêt) ou par un autre établissement de crédit autorisé à l'origine de l'emprunteur ou de l'un de ses filiales.

[illegible]

21 - SUMMARY OF RECOMMENDATION

La banque se réserve le droit de modifier ses offres sans préavis et sans justification. Après avoir été soumise
de 5 % (pour une durée limitée) du prix des biens de production, de représentation et de développement, y compris une part de
liquidation, ainsi que d'autres. Cette proposition sera également due à la banque en tant que provision à la suite de distributions futures
potentielles, notamment en cas de remboursement partiel de l'emprunt.

13 - REFERENCE DESIGATIONS

[illegible]

44-38861

[illegible]

~~14 - ELECTION DE DOMINILE - DROIT APPLICABLE - COMPETENCE~~

14 - ELECTION DE DOMICILE - DROIT D'APPEL - Appel de l'Etat
Les parties à la présente convention acceptent d'appliquer les règles admises en matière de sièges sociaux, respectivement dans les ressorts de leur propre pays.
La présente convention est signée pour le Canada, son interprétation et son exécution par le Chef du Patrimoine.
Tous les sièges sociaux des entreprises au sein desquelles se trouve au moins une entreprise soumise à la Convention, sont situés dans les ressorts de leur propre pays.
Tous les sièges sociaux des entreprises au sein desquelles se trouve au moins une entreprise soumise à la Convention, sont situés dans les ressorts de leur propre pays.

100-443689-1

2405/250

SECRET

6855

MAISON D'ÉDIT. ARCADE DE BORDELAISE

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

[illegible]

References

300 350 400 450 500 550 600 650 700 750 800 850 900 950 1000

2000

Fracture

505

SB

5

CB

JGF

CB

C C Société Bordelaise

L'EMPLÉVÉ (1) (2)

- (1) Inscrire la mention manuscrite "Don pour l'engagement à concurrence de la somme de (en toutes lettres et en chiffres), en principal, plus tous intérêts, frais, commissions et accessoires", apposer le cachet de l'employeur, signature et tampon et qualité du signataire.
(2) Pour les sociétés en formation insérer mention et signature de tous les associés.

Parapher

6

SB

SB

SBF

CB

SBF

CB



BANQUE POPULAIRE
OCCITANE

ANNEXE 11

CONTRAT DE PRET (*)

L ISLE JOURDAIN - N° 307523

EMPRUNTEUR

Nom : SARL BCF
Adresse siège social : RUE DE RIBOSI 31490 LEGUEVIN
Représentée par FALCO JEAN PIERRE
né(e) le à
N° SIREN : 399144229
Code activité : 4511Z

CO-EMPRUNTEUR

Nom :
Né (e) : le à
Adresse :

CARACTERISTIQUES DU PRÊT

Prêt SOCAMA 31
MONTANT DU PRET : 20 000,00 EUR SUR 24 MOIS DONT FRANCHISE : 0 MOIS
PERIODICITE : M

CUMUL DES INTERETS 662,80 EUR
COUT DE L'ASSURANCE : 180,00 EUR
FRAIS DE DOSSIER : 100,00 EUR
COMMISSION DE GESTION : 100,08 EUR

PERIODE DE FRANCHISE :
- MONTANT ECHEANCE SANS ASSURANCE : 0,00 EUR
- MONTANT ECHEANCE AVEC ASSURANCE : 0,00 EUR
MONTANT ECHEANCE SANS ASSURANCE : 865,12 EUR
MONTANT ECHEANCE AVEC ASSURANCE : 872,62 EUR

TAUX NOMINAL 3,150 %
TAUX PERIODE 0,428 %
T.E.G. 5,141 %

COUT TOTAL DU CREDIT : 21 042,88 EUR

Frais de SCM :

Parts sociales : 38,25

Montant fds de garantie : 150,00

ECHEANCES PAYABLES PAR PRELEVEMENT AU COMPTE OUVERT SUR LES LIVRES DE LA BANQUE N : 028.11.15947.7
(à compléter obligatoirement)

OBJET - GARANTIES - CLAUSES PARTICULIERES

OBJET : AGENCEMENTS, TRAVAUX
CAUTION DE LA SOCAMA 31
ASSURANCE ABP 100% DE M FALCO JEAN PIERRE

L'emprunteur déclare avoir pris connaissance des conditions ci dessus et les accepter irrévocablement.

* « Ces données sont indispensables pour la souscription du présent contrat et pour sa gestion. Le client autorise expressément la Banque à traiter en mémoire informatisée les données le concernant conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, et à les communiquer à ses sous-traitants, ainsi qu'à des entités du Groupe Banque Populaire ou à ses partenaires, à des fins de prospection commerciale. Il peut, pour des motifs légitimes, s'opposer à ce que ces données fassent l'objet d'un traitement, notamment à des fins de prospection commerciale. Pour exercer ses droits d'accès, de rectification ou d'opposition, le client doit s'adresser par écrit à : Banque Populaire Occitane, Service Clientèle, Camp La Courbisié, Avenue Maryse Bastié, B.P. 19, 46022 CAHORS CEDEX. »

Fait à : L ISLE JOURDAIN

le : 07 07 09

L'EMPRUNTEUR,

(Signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé")

L'EMPRUNTEUR,

LA CAUTION,

LA CAUTION,

SARL BCF - ETS FALCO

Rue de Ribosi
31490 LEGUEVIN

Tél. 05 61 86 59 84

Fax 05 61 86 76 82

RCS B 399 144 229 - APE 501 Z

TVA INTRA FR 00 399 144 229

RENAULT

Exemplaire
emprunteur
ESO10103

Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants du Code de Commerce et de la Banque. Les informations recueillies dans le présent document ne seront utilisées qu'à des fins de prospection commerciale et ne feront l'objet d'aucun traitement automatisé. Elles pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès dans les conditions prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978.



NOTICE D'ASSURANCE

La notice figurant ci-après définit, conformément à l'article L. 141-4 du Code des Assurances, le contrat d'assurance collective "Contrat N° 0101" souscrit par la Banque Populaire Occitane ci-après dénommée "le Prêteur" au profit de ses clients auprès d'Assurances Banque Populaire Vie - Société Anonyme au capital de 399 407 626 Euros - Régie par le Code des Assurances - 399 430 693 RCS Paris, dont le siège social est situé au 30, avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Assurances Banque Populaire Prévoyance Société Anonyme au capital de 7 396 250 Euros - Régie par le Code des Assurances - 352 529 717 RCS Paris, dont le siège social est situé 30, avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - CNP Assurances - Société Anonyme au capital de 594 151 292 Euros entièrement libéré - 341 737 062 RCS Paris - dont le siège social est situé au 4, place Raoul Dautry - 75716 Paris Cedex 15 - CNP IAM - au capital de 30 500 000 Euros entièrement libéré - 383 024 189 RCS Paris - dont le siège social est situé au 4, place Raoul Dautry - 75716 Paris Cedex 15, ci-après dénommées "l'Assureur". Pour le contrat perte d'emploi les assureurs sont uniquement ABP Prévoyance et CNP IAM. Cette notice a valeur contractuelle entre l'Assureur et l'assuré.

1- DISPOSITIONS GENERALES

Le contrat souscrit par le Prêteur, auprès de l'Assureur, est régi par le code des assurances, dont l'article L. 113-8 du code des assurances prévoit notamment : "Indépendamment des causes ordinaires de nullité, sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre. Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts. (...)".

L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance. Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a la droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat (...).

Les relations précontractuelles et le présent contrat sont régis uniquement par la loi française : tout litige né de l'exécution, de l'inexécution ou de l'interprétation du présent contrat sera de la compétence exclusive des juridictions françaises.

2- OBJET DU CONTRAT

Le contrat a pour objet de garantir les personnes assurables contre les risques Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie (PTIA) et Incapacité de Travail (IT).

Le bénéficiaire du contrat est le Prêteur.

Si le montant du capital dû par l'Assureur dépasse le montant des sommes dues au Prêteur, l'excédent est versé à l'assuré en cas de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie et aux ayants droit de l'assuré en cas de Décès sauf désignation particulière faite et acceptée par le Prêteur.

3- CONDITIONS DE VOTRE ADHESION

Personnes assurables

Vous êtes assurable si vous êtes emprunteur, co-emprunteur, caution de personne physique, mandataire social, associé ou caution de personnes morales.

L'âge limite d'adhésion est le 65^{ème} anniversaire de naissance.

Formalités d'adhésion

Vous devez remplir et signer une demande individuelle d'adhésion. L'adhésion est subordonnée à l'acceptation de l'Assureur.

Les formalités d'adhésion sont obligatoires et consistent en un contrôle médical exercé sous forme de déclaration d'état de santé ou de questionnaire de santé.

Pour les prêts personnels d'un montant inférieur ou égal à 15 000 € - sauf prêts étudiants - l'adhésion aux garanties Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie est acceptée sans formalité.

Toute réticence ou fausse déclaration intentionnelle de votre part entraînera la nullité du contrat, conformément à l'article L 113-8 du Code des Assurances.

Des examens complémentaires peuvent être demandés par l'Assureur aux frais de ce dernier. Vous pouvez en outre être invité à produire toute copie de documents se rapportant à votre état de santé.

Durée de validité des formalités d'adhésion : Les examens médicaux. La durée de validité du questionnaire de santé est fixée à 6 mois à compter de sa signature. Si l'Assureur ne l'a pas reçu dans ce délai, vous devez remplir un nouveau questionnaire. En outre, la durée de validité des examens médicaux est fixée à 6 mois à compter de la date à laquelle ils ont été pratiqués.

Décision de l'Assureur

Si vous avez rempli et signé une déclaration d'état de santé, l'acceptation est donnée au taux normal de cotisation et sans réserve.

Si vous avez rempli un questionnaire de santé, l'Assureur peut :

- accepter votre demande au taux normal de cotisation ou à un taux majoré, sans restriction ou en excluant certaines pathologies ou certaines garanties,

- refuser votre demande.

La décision de l'Assureur est valable 6 mois. A défaut de notification d'accord du prêt dans ce délai, vous êtes tenu de renouveler les formalités d'adhésion.

La décision de l'Assureur est donnée pour le montant et la durée du(des) prêt(s) figurant à la demande d'adhésion. En cas de modification entraînant un allongement de la durée du prêt ou une augmentation du montant assuré, vous devez renouveler les formalités d'adhésion.

Convention AERAS

L'Assureur et le Prêteur s'engagent à respecter les dispositions de la convention AERAS contenues dans le dépliant remis par votre conseiller. Si la garantie Incapacité de Travail ne peut pas vous être accordée, ou si elle vous est accordée avec exclusion de certaines pathologies, l'Assureur vous proposera chaque fois que cela est possible une garantie additionnelle d'invalidité définie soit en fonction du taux d'incapacité du contrat d'assurance indiqué au chapitre 10 "Incapacité de Travail", soit en fonction du taux d'incapacité fonctionnelle appréciée par référence au barème d'évaluation des taux d'incapacité en droit commun (édition du concours médical la plus récente au jour de l'expertise). Ce barème est utilisé par les experts médicaux et est conforme aux recommandations de la convention AERAS.

Si l'Assureur vous propose cette garantie, les conditions spécifiques de sa mise en jeu sont soumises à votre acceptation.

De plus, si l'éventuelle majoration de cotisation demandée par l'assureur a pour effet que votre cotisation globale représente plus de 1,5 point dans le taux effectif global de votre emprunt, vous serez informé des conditions à respecter pour que celle-ci soit limitée à 1,5 point. Ces conditions, définies par la convention AERAS, sont rappelées dans vos conditions spécifiques.

DISPOSITION SPECIFIQUE A LA VENTE A DISTANCE

Définition de la vente à distance : technique de commercialisation sans présence physique et simultanée des parties jusqu'à la conclusion du contrat.

Droit de renonciation : à compter de la date de signature de son adhésion, l'adhérent peut revenir sur son engagement dans un délai de 14 jours calendaires révolus à compter de cette date, sans pénalité et sans motif. Pour cela, il doit notifier sa décision en adressant à la Banque Populaire Occitane, Gestion des Crédits 52-54, place Jean Jaurès - 81012 ALBI Cedex 09, une lettre recommandée rédigée par exemple sur le modèle suivant : "Messieurs, je soussigné (nom et prénom) renonce à mon adhésion à l'assurance facultative proposée, effectuée en date du (date d'effet de l'adhésion) et demande le remboursement de toute cotisation éventuellement déjà prélevée. J'ai bien noté que la renonciation est effective à compter de la date d'envoi de la présente lettre et met fin aux garanties. Date et signature."

Le capital assuré est égal, pour chaque personne assurée, au capital emprunté multiplié par la quotité choisie (maximum 100%).

Le montant total des capitaux assurés est limité à 800 000 € par assuré. Pour l'ensemble des prêts accordés par le prêteur, et, déjà assurés par l'assureur au titre du présent contrat.

Si plusieurs personnes sont assurées pour un même prêt (emprunteur, co-emprunteur, caution), l'assureur limite sa garantie aux capitaux restant dus au titre du prêt.

5- PRISE D'EFFET DE VOS GARANTIES

Vos garanties prennent effet à la date du premier déblocage des fonds, ou au jour de l'acceptation de votre demande d'adhésion par l'Assureur lorsque celle-ci est postérieure.

Celle-ci vous est signifiée par écrit.

Vous bénéficiez toutefois d'une garantie préalable :

- en cas de Décès ou de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie par suite d'accident, dans l'attente de la décision de l'Assureur et à condition que le Prêteur vous ait notifié, par écrit, son accord sur l'octroi du prêt,



BANQUE POPULAIRE OCCITANE

- en cas de Décès ou de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie par suite de maladie ou d'accident, dès que votre adhésion est acceptée par l'Assureur et à condition que le Prêteur vous ait notifié, par écrit, son accord sur l'octroi du prêt.

La garantie préalable cesse :

- lors de la prise d'effet des garanties définitives,
- en cas d'abandon du prêt,

et au plus tard dans les

- 12 mois, à compter de la date du document d'accord du Prêteur
- ou 15 mois, à compter de la date de signature du bulletin d'adhésion.

Définition de l'accident : l'accident se définit comme étant toute atteinte corporelle résultant directement et exclusivement de l'action soudaine d'une cause extérieure et non intentionnelle de la part de l'assuré.

6. CALCUL ET PAIEMENT DES COTISATIONS

La cotisation est calculée sur le capital initial, et est indiquée sur le contrat de prêt ou sur le tableau d'amortissement, quel que soit le montant débouqué. Elle est due dès la prise d'effet des garanties. En cas de remboursement anticipé partiel, la nouvelle cotisation est calculée d'après le nouveau capital assuré (montant initial du prêt diminué du montant remboursé) en tenant compte de la quotité choisie. La cotisation correspondant aux garanties Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie et Incapacité de Travail est constante pendant toute la durée du prêt, même lorsque les garanties Perte Totale et Irréversible d'Autonomie et Incapacité de Travail prennent fin.

7. FIN DES GARANTIES

Les garanties cessent :

- en cas de non-paiement des cotisations,
- en cas de versement de la prestation au titre de la garantie Décès ou Perte Totale et Irréversible d'Autonomie (au jour de sa reconnaissance par l'Assureur),
- au terme contractuel de chaque prêt ou en cas de remboursement anticipé total,
- à la date de déchéance du terme du prêt et à la prise d'effet de l'exigibilité du ou des prêts;
- à la date à laquelle vous résiliez votre engagement de caution,
- en cas de transfert du prêt au nom d'un autre emprunteur,
- à la date à laquelle vous perdez votre qualité de mandataire social, associé.

Elles cessent également dans les cas suivants :

- à votre 70^{ème} anniversaire pour la garantie,
- à votre 65^{ème} anniversaire pour les garanties Perte Totale et Irréversible d'Autonomie et Incapacité de Travail,

Vous ne pouvez plus bénéficier de la garantie Incapacité de travail si vous cessez définitivement d'exercer une profession.

8. GARANTIE DECES

MONTANT DE LA PRESTATION

L'Assureur verse :

- le capital restant dû figurant au tableau d'amortissement après l'échéance précédant immédiatement la date du décès (étant entendu que l'échéance qui se situerait le jour du décès serait réputée due par les ayants droit).
- les intérêts courus entre la dernière échéance et le jour du décès.

Les prestations sont calculées en fonction de la quotité assurée.

9. GARANTIE PERTE TOTALE ET IRRÉVERSIBLE D'AUTONOMIE (PTIA)

9-1 DEFINITION

Vous bénéficiez de la garantie Perte Totale et Irréversible d'Autonomie si vous remplissez cumulativement les trois conditions suivantes :

1. l'affection dont vous êtes atteint vous place dans l'impossibilité définitive de vous livrer à toute occupation et à toute activité rémunérée ou vous donnant gain ou profit,
2. elle vous met définitivement dans l'obligation de recourir de façon permanente à l'assistance totale d'une tierce personne pour accomplir l'ensemble des actes ordinaires de la vie (se laver, se habiller, se nourrir, se déplacer).
3. la date de survenance de la Perte Totale et Irréversible d'Autonomie reconnue par l'Assureur se situe avant votre 65^{ème} anniversaire.

La 2^{ème} condition n'est toutefois pas exigée lorsque le capital garanti par assuré, toutes adhésions confondues, est inférieur à 400 000 €.

9-2 MONTANT DE LA PRESTATION

L'Assureur verse une prestation identique à celle prévue en cas de décès.

10. GARANTIE INCAPACITE DE TRAVAIL (IT)

Vous ne pouvez bénéficier de cette garantie que si vous l'avez choisie lors de votre demande d'adhésion. Vous ne pouvez bénéficier de cette garantie si vous souscrivez un prêt personnel n'excédant ni 15 000 €, ni 5 ans, sauf prêt "étudiant".

10-1 DEFINITION

Vous êtes en état d'Incapacité de Travail lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

1. par suite de maladie ou d'accident survenu avant votre 65^{ème} anniversaire vous vous trouvez dans l'impossibilité absolue constatée médicalement de reprendre votre activité professionnelle rémunérée même à temps partiel,
2. cette incapacité persiste au-delà d'une période d'interruption continue de votre activité de 90 jours appelée délai de franchise,
3. cette incapacité est justifiée par la production des justificatifs prévus à «Déclaration en cas de sinistre».

Ces conditions sont nécessaires à l'étude de votre dossier, mais non suffisantes pour apprécier la réalisation du risque.

Si vous exercez une activité d'aide effective au conjoint, le risque Incapacité de Travail ne pourra être garanti qu'à la triple condition :

- vous êtes dans l'impossibilité, suite à une maladie ou à un accident, de vous livrer à aucun acte constituant l'aide à votre conjoint,
- ces activités étaient effectives et régulières à la date de votre incapacité,
- votre incapacité totale à exercer ces actes cause directement un manque à gagner, un préjudice ou une dépense supplémentaire pour vous ou votre conjoint.

Garantie additionnelle d'invalidité AERAS

La garantie additionnelle d'invalidité prévue par la convention AERAS, est couverte si elle est indiquée dans les conditions spécifiques que vous a proposées l'Assureur et que vous avez acceptées.

Vous bénéficiez de cette garantie si :

- votre état de santé est consolidé,
- votre taux d'incapacité est supérieur à celui indiqué dans les conditions spécifiques.

Les prestations sont versées à compter du jour où ces deux conditions sont satisfaites et selon les dispositions indiquées ci-dessous.

Versement des prestations

Les prestations sont dues à l'issue d'un délai de franchise de 90 jours d'incapacité continue et complète de travail. Ce délai débute au premier jour de chaque arrêt de travail ou au point de départ des échéances s'il est postérieur. Cette période de 90 jours n'est jamais indemnisée.

Toutefois, ce délai de franchise ne s'applique pas si à l'issue d'une période d'Incapacité de Travail, l'assuré reprend une activité professionnelle de moins de 90 jours, à condition qu'il soit de nouveau en Incapacité de Travail pour la même pathologie.

L'Assureur verse les prestations mensuellement au prorata du nombre de jours d'incapacité dûment justifiés et acceptés par l'Assureur.

Chaque mois calendaire est considéré comme ayant une durée de 30 jours.

Modifications des échéances en cours de prêt :

- Modifications contractuellement prévues laissées à l'initiative de l'assuré :

a) Assuré non sinistré :

Lorsqu'un assuré décide de modifier à la hausse le montant de ses échéances de prêt, le nouveau montant de l'échéance ne sera pris en compte par l'Assureur qu'au terme d'un délai d'attente de 90 jours décompté à partir de la date de premier prélèvement de la nouvelle échéance. Pour autant qu'un sinistre se soit survenu pendant ledit délai.

Lorsqu'un assuré décide de modifier à la baisse le montant de ses échéances de prêt, le nouveau montant de l'échéance ne sera pris en compte par l'Assureur qu'au terme d'un délai d'attente de 90 jours décompté à partir de la date de premier prélèvement de la nouvelle échéance.

Lorsqu'un assuré décide de modifier à la hausse le montant de ses échéances de prêt, l'assureur indemnisera sur le montant de la nouvelle échéance.

b) Assuré sinistré :

Lorsqu'un assuré décide, en cours de sinistre, de modifier le montant de ses échéances de prêt, l'assureur indemnisera sur les bases suivantes :

- modification à la hausse : la prise en charge portera sur le montant de l'échéance précédant l'augmentation, et ce pendant toute la durée du sinistre.
- modification à la baisse : la prise en charge portera sur le montant de la nouvelle échéance.

Paraphes
Exemplaire
emprunteur
ESO10103

Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants du Code de Commerce. Les informations recueillies dans le présent document ne seront utilisées qu'à des fins de gestion et ne feront l'objet de communications extérieures que pour satisfaire des obligations légales, réglementaires ou conventionnelles. Elles pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès aux données prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Verso de la présente feuille annule l'article 905 du CGI

CP



BANQUE POPULAIRE OCCITANE

La déclaration doit être faite dans les jours qui suivent la survenance du décès.

En cas de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie

- Une attestation médicale d'incapacité-invalidité remplie par votre médecin traitant et vous-même (imprimé de l'Assureur). En cas de refus du médecin d'utiliser ce document, vous devez fournir, en plus de l'attestation incomplète, un certificat médical attestant :
 - que vous êtes définitivement incapable d'exercer la moindre activité pouvant procurer gain ou profit ou la moindre occupation,
 - la date à laquelle votre état a revêtu un caractère définitif et la nature de la maladie ou de l'accident dont résulte la Perte Totale et Irréversible d'Autonomie,
 - le cas échéant, que votre état vous oblige à recourir de façon permanente à l'assistance totale d'une tierce personne pour accomplir l'ensemble des actes ordinaires de la vie (se laver, s'habiller, se nourrir, se déplacer).
- le justificatif de l'allocation pour assistance d'une tierce personne lorsque le capital assuré à l'origine est supérieur à 400 000 €.

La déclaration doit être faite dans les jours qui suivent la survenance de l'invalidité, et au plus tard dans un délai de 180 jours. A défaut, la prestation garantie sera calculée à la date de réception de votre dossier complet.

Le versement de la prestation est subordonné au résultat d'un contrôle médical initié par l'Assureur qui fixera alors la date de survenance de la Perte Totale et Irréversible d'Autonomie.

En cas d'Incapacité de Travail

Dans tous les cas :

- Une attestation médicale d'incapacité-invalidité remplie par votre médecin traitant et vous-même (imprimé de l'Assureur). En cas de refus du médecin d'utiliser ce document, vous devez fournir, en plus de l'attestation incomplète, un certificat médical attestant :
 - la nature de la maladie ou de l'accident ayant provoqué l'Incapacité de Travail,
 - le point de départ de la maladie ou de l'accident,
 - la durée probable de l'incapacité.

Si vous êtes salarié ou fonctionnaire :

- vos bordereaux d'indemnités journalières ou la notification d'attribution d'une pension ou rente d'invalidité par la Sécurité sociale ou tout organisme assimilé,
- vos justificatifs de paiement de pension, de rente ou de toute autre prestation en espèces versée par un organisme de protection sociale complémentaire,
- vos bulletins de salaire,
- une attestation de votre employeur ou de l'administration précisant la perte nette de rémunération chaque mois,
- la copie de votre dernier avis d'imposition.

Si vous n'êtes pas salarié :

- les certificats médicaux d'arrêt de travail.

La déclaration doit être faite à l'issue de la période de franchise et au plus tard dans le délai de 90 jours suivant cette date. A défaut une déchéance partielle de garantie pourra vous être appliquée, conformément à l'article L 113-2-4 du Code des Assurances et la prise en charge débutera au jour de la réception du dossier complet par l'Assureur, sans application du délai de franchise.

Pour la poursuite de l'indemnisation, vous devez adresser les justificatifs tous les trois mois, faute de quoi les prestations cessent d'être versées. En cas d'interruption de plus de 30 jours dans l'envoi de vos justificatifs, la prise en charge du sinistre ne reprendra qu'au jour de la réception des justificatifs, sans effet rétroactif.

Contrôles médicaux

L'Assureur se réserve le droit d'exercer des contrôles médicaux durant toute la durée de l'incapacité. Si l'assuré se refusait à un contrôle ou s'il ne pouvait être joint par défaut de notification de changement d'adresse, la garantie serait suspendue 10 jours après l'envoi d'une mise en demeure, par lettre recommandée, adressée au dernier domicile connu de l'intéressé. Faute de pouvoir procéder au contrôle nécessaire dans les 60 jours suivant l'envoi de la lettre recommandée, l'indemnisation reprendrait au plus tôt à la date du contrôle médical.

14 PROCEDURE DE CONCILIATION

Tout refus de prise en charge par l'Assureur suite à un contrôle médical

dès lors que ce refus n'est pas la conséquence d'une fausse déclaration intentionnelle, peut faire l'objet, à votre demande, d'une procédure de conciliation dans l'année qui suit ce contrôle.

Votre demande, formulée par écrit, doit indiquer que vous sollicitez la mise en place de cette procédure et être accompagnée d'un certificat du médecin que vous désignerez pour vous représenter. Ce certificat doit détailler votre état de santé au jour du dernier contrôle médical effectué par l'Assureur et indiquer son évolution depuis cette date.

Votre demande doit, en outre, mentionner que vous acceptez les règles de la procédure de conciliation indiquées ci-après.

Votre médecin et le Médecin Conseil de l'Assureur rechercheront une position commune relative à votre état de santé. Si cet accord n'est pas obtenu, l'Assureur invitera alors son Médecin Conseil et votre médecin à désigner un médecin tiers.

Les conclusions de cet expert s'imposent aux parties dans le cadre de la procédure de conciliation.

Quelle que soit l'issue de cette conciliation, vous prendrez en charge les frais et honoraires de votre médecin ainsi que la moitié des frais et honoraires du médecin tiers.

En tout état de cause, vous conservez, ainsi que l'Assureur, la faculté d'exercer une action en justice.

15 INFORMATION DES ASSURES

Lorsque vous souhaitez obtenir des précisions sur les clauses ou conditions d'application de votre contrat, votre interlocuteur habituel CBP Solutions apportées ne satisfont pas votre attente, vous pouvez écrire à :

ASSURANCES BANQUE POPULAIRE VIE
Service informations/réclamations
115 rue Réaumur - CS 40230
75086 Paris Cedex 02

Si un désaccord subsiste, vous avez toujours la faculté de faire appel au MEDIATEUR de la société Assurances Banque Populaire Vie dont les coordonnées vous seront communiquées par le Service Clientèle et ceci, sans préjudice des autres voies d'actions légales.

Vous reconnaissez être informé(e), conformément à l'article 32 de la Loi du 6 Janvier 1978 modifiée :

- que les réponses aux questions posées sont obligatoires pour la gestion de votre demande d'adhésion au contrat d'assurance souscrit auprès d'Assurances Banque Populaire Vie, responsable du traitement. A défaut de réponse, la demande d'adhésion ne pourra pas être étudiée,
- que vous disposez d'un droit d'accès et de rectification auprès de :

ASSURANCES BANQUE POPULAIRE VIE
Service informations/réclamations
115 rue Réaumur - CS 40230
75086 Paris Cedex 02

L'Assureur, responsable du traitement de votre adhésion, peut communiquer vos réponses, ainsi que les données vous concernant qu'il pourrait ultérieurement recueillir à l'occasion de la gestion de votre dossier, à ses mandataires, réassureurs, organismes professionnels habilités et sous-traitants, dans la mesure où cette transmission est nécessaire à la gestion de votre dossier.

16 - CONTRÔLE DE L'ASSUREUR

L'autorité chargée du contrôle de l'Assureur est :

L'autorité de contrôle des assurances et des mutuelles
61, rue Taitbout - 75436 Paris Cedex 09

17 - INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies ont un caractère obligatoire et sont nécessaires au traitement du dossier de l'adhérent, en l'absence de l'une d'elles, cette adhésion ne pourrait être valablement prise en compte.

L'adhérent dispose d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent figurant sur des fichiers à l'usage d'Assurances Banque Populaire Vie, ou de ses mandataires (articles 39 et suivants de la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978) ou de CBP SOLUTIONS, ou encore du prêteur.

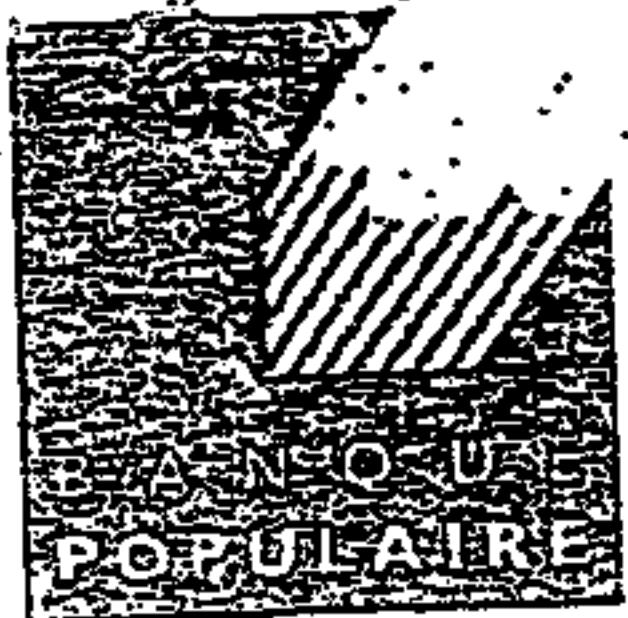
L'adhérent peut exercer ses droits auprès de chacune de ces sociétés, chacune pour ce qui la concerne, aux adresses suivantes :

- Pour Assurances Banque Populaire Vie à l'adresse à l'article 15 de l'Annexe 1 du présent document,
- Pour CBP SOLUTIONS à l'adresse suivante : BP 11615 - 44016 NANTES CEDEX 1

- Pour la Banque Populaire Occitane à l'adresse suivante Service Clientèle, Camp La Courbisie, Avenue Maryse Bastié, B.P. 19, 46022 CAHORS CEDEX

Paraphes
Exemplaire
emprunteur

Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants du Code de Commerce. Les informations recueillies dans le présent document ne seront utilisées qu'à des fins de gestion et ne feront l'objet d'aucune cession à des tiers. Les informations recueillies dans le présent document ne seront utilisées qu'à des fins de gestion et ne feront l'objet d'aucune cession à des tiers. Les informations recueillies dans le présent document ne seront utilisées qu'à des fins de gestion et ne feront l'objet d'aucune cession à des tiers.



CONDITIONS GENERALES PRETS PROFESSIONNELS
Numéro du prêt : 307523

CHAMP D'APPLICATION - GENERALITES

Les "conditions générales" ci-après énoncées s'appliqueront aux prêts d'équipement consentis par la BANQUE POPULAIRE OCCITANE à ses clients pour leur faciliter le financement de l'acquisition de biens d'équipement ou de travaux, ou tout autre besoin de trésorerie.

En outre, les prêts seront soumis aux "Conditions Particulières" ci-annexées, l'ensemble Titre 1 et Titre 2 formant le contrat de prêt lorsqu'il s'agit d'un acte sous seing privé. Ces mêmes conditions particulières seront définies à l'article 1er "Conditions Particulières du prêt" lorsque l'acte du prêt sera passé en la forme authentique. Il est précisé dans les présentes conditions générales que :

- le terme "Banque" désigne la Banque Populaire OCCITANE, prêteur.
- le terme "l'emprunteur" désigne toute personne physique ou morale à qui le prêt est fait, étant précisé qu'en cas de pluralité d'emprunteurs, ceux-ci seront réputés agir solidairement entre eux.

le terme "la Caution" désigne tout intervenant à l'acte de prêt pour y apporter sa caution, qu'il s'agisse d'une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Certaines clauses sont spécifiques au « Prêt SOCAMA TRANSMISSION REPRISE » identifié comme tel aux conditions particulières.

REMISE ET EMPLOI DES FONDS - UTILISATION

L'emprunteur devra, avant toute utilisation du prêt, même partielle, effectuer l'autofinancement prévu et en justifier à la Banque. Les fonds sont, à la convenance de la Banque :

- soit versés à toute partie ayant concouru à la réalisation du programme financé et à concurrence des sommes qui lui sont dues;
- soit mis à la disposition de l'Emprunteur dans un compte ouvert à son nom sur les livres de la Banque
- soit versés au Notaire chargé de régulariser l'acte authentique.

Le prêt sera utilisé en une ou plusieurs fois au fur et à mesure des besoins de l'emprunteur, par tranches de 2 000 euros minimum et sur présentation de justificatifs, mais seulement après signature de l'acte et la justification que les garanties arrivent bien au rang prévu et sans concurrence.

Le prêt ne pourra servir qu'au financement de l'opération pour lequel il est consenti.

La Banque pourra toujours, si bon lui semble, se faire remettre toutes justifications nécessaires pour suivre l'utilisation des fonds, mais elle ne sera pas tenue de surveiller leur emploi. Si elle vient à constater que les deniers ont finalement été utilisés à une fin non conforme aux déclarations faites par l'Emprunteur dans l'acte de prêt, elle pourra, si bon lui semble, mais sans y être aucunement tenue, mettre fin au prêt et exiger le remboursement des fonds prêtés ou prendre l'une de ces deux mesures seulement.

S'il s'agit d'un PRET SOCAMA TRANSMISSION REPRISE qui a pour objet le financement de l'acquisition de titres d'une société, la mise à disposition des fonds est subordonnée à la justification par l'emprunteur de la détention de la majorité des titres et droits de vote de cette dernière.

Après avoir utilisé le prêt et l'avoir remboursé totalement ou partiellement, l'Emprunteur ne peut plus demander de nouvelles utilisations, sauf clauses spéciales indiquées aux Conditions Particulières.

La preuve de la réalisation du prêt et de son remboursement résultera des écritures de la Banque.

DEPASSEMENT DE PROGRAMME: les éventuels dépassements de travaux pouvant résulter du programme financé devront faire l'objet d'une étude complémentaire spécifique soumise à la décision de la Banque.

CLAUSE RESOLUTOIRE

Il est précisé que l'engagement du prêteur se trouvera résolu de plein droit si la réalisation du prêt faisant l'objet des présentes n'est pas intervenue dans un délai de 4 mois à compter de la signature du présent contrat. Il en sera de même si des faits nouveaux susceptibles d'empêcher ou de modifier la réalisation de l'opération envisagée ou si la situation de l'emprunteur subissait des modifications de structure susceptibles de remettre en cause le ou les concours octroyés.

MODALITES DE REMBOURSEMENT

Les échéances dont il est fait état dans les conditions particulières seront prélevées sur le compte précisé par l'emprunteur ouvert à la Banque. Ce dernier autorise expressément la Banque à débiter ce compte de façon permanente et sans autre avis, du montant des sommes exigibles. Elle pourra également compenser de plein droit et sans l'intervention de l'Emprunteur, toutes sommes qui seront échues, en capital, intérêts ainsi que toutes indemnités.

Le prêt consenti par la Banque peut être réalisé sous forme d'échéances constantes ou sous forme d'échéances dégressives ou progressives.

Chaque échéance comporte une part en capital (sauf prêt en franchise d'amortissement ou prêt relais) calculée sur le montant total du prêt et la durée de remboursement (et ce même en cas de déblocage partiel), une part d'intérêts calculée au taux d'intérêt précisé aux conditions particulières, sur les sommes effectivement débloquées rapportées à la périodicité choisie par l'emprunteur et une part d'assurance calculée sur le capital initial du prêt rapportée à la périodicité choisie par l'emprunteur.

Si postérieurement à la signature des contrats de prêt, la compagnie majorait le taux de prime, notification en serait faite à l'emprunteur par lettre recommandée avec accusé de réception, et le nouveau taux de prime se substituerait au taux initial après acceptation par l'Emprunteur. La date de prise d'effet est fixée à la demande de l'Emprunteur, soit par la Banque lors du premier déblocage, soit lors de la signature de l'acte authentique.

Le paiement de la première échéance a lieu après la date de prise d'effet selon la périodicité choisie par l'emprunteur.

Si pour une raison quelconque, la Banque était amenée à débloquent les fonds avant la date de prise d'effet, la Banque percevrait des intérêts de préfinancement calculés au taux du prêt sur les sommes débloquées pendant la période s'écoulant entre la date de mise à disposition des fonds et la date de prise d'effet du prêt, ainsi que les cotisations d'assurance afférentes.

La Banque remettra un tableau d'amortissement à l'Emprunteur, précisant les montants et les dates d'échéances

- s'il s'agit d'un prêt avec une période de franchise en capital les échéances de cette période porteront paiement des intérêts aux taux du prêt et des cotisations d'assurance emprunteur comme il est dit ci-dessus. Dans le cas d'un prêt relais (remboursable en une seule fois au terme) outre les échéances intercalaires calculées comme ci-dessus, le capital devra être remboursé lors de la vente du bien indiqué aux conditions particulières si celle-ci intervient avant la date de terme prévue.

- s'il s'agit d'un prêt avec franchise totale l'emprunteur est dispensé de tout versement à l'exception de la cotisation d'assurance pendant la période de franchise. Les intérêts dus pendant cette période seront capitalisés annuellement conformément aux dispositions de l'article 1154 du Code Civil et au taux prévu.

REMBOURSEMENT ANTICIPE

Aux seules dates d'échéances et sous réserve d'un préavis d'un mois, l'Emprunteur a la possibilité de rembourser tout ou partie du capital restant dû. La somme remboursée doit être au moins égale au dixième du montant initial du prêt sauf s'il s'agit de son solde, et entraînera une minoration, en cas de remboursement partiel, du montant des échéances sans réduction de la durée du prêt.

L'emprunteur pourra s'il le souhaite demander expressément à cette occasion la réduction de la durée du prêt.

Le remboursement anticipé donnera lieu au paiement par l'emprunteur d'une indemnité égale à quatre pour cent du capital remboursé.

En cas de remboursement anticipé, s'il y a lieu, les intérêts relatifs à la période de franchise totale.

Il ne sera pas perçu d'indemnité de remboursement anticipé dans les cas suivants :

- remboursement d'un prêt bonifié à l'agriculture pendant la période de bonification du taux,
- remboursement consécutif à un décès ou une invalidité absolue et définitive de l'un des intervenants au prêt pris en charge par la compagnie d'assurance.

Pour les prêts à échéances progressives avec intérêts reportés,

Verso de la présente feuille annule article 905 du CGI de cré
Version 05/02/2009
Objet de communications extérieures que pour satisfaire des obligations légales réglementaires ou conventionnelles. Elles pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès dans les conditions prévues par

Paraphes
Exemplaire
emprunteur

Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants du Code de Monnaie et de Finances.
Intermédiaire en assurance inscrit à l'ORIAS sous le n° 07 022 714 - 560 801 300 RCS Toulouse. Les informations recueillies dans le présent document ne seront utilisées que dans les limites de gestion et ne feront l'objet de communications extérieures que pour satisfaire des obligations légales réglementaires ou conventionnelles. Elles pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès dans les conditions prévues par



BANQUE POPULAIRE OCCITANE

L'Emprunteur sera tenu au paiement du montant des intérêts courus et reportés, pour la durée écoulée de telle sorte que sur cette durée le taux des intérêts effectivement perçus soit conforme à celui du contrat. La Banque affectera par conséquent la somme versée par l'Emprunteur en priorité au règlement des intérêts reportés et ensuite au règlement de tout ou partie du capital.

TAUX EFFECTIF GLOBAL

En application des articles L 313.4 du code monétaire et financier, le taux effectif global indiqué dans la rubrique "TEG" des conditions Particulières, résulte de l'évaluation maximum à ce jour de l'ensemble des intérêts, commissions, frais et accessoires et, le cas échéant, primes d'assurance groupe décès, invalidité et incapacité de travail, relatifs au présent crédit.

ENGAGEMENT DE L'EMPRUNTEUR

L'emprunteur s'engage pendant toute la durée du prêt et sous peine de résiliation du contrat :

- à ne pas altérer de quelque manière que ce soit, la valeur des biens immobiliers objet du prêt, à ne pas les hypothéquer, à ne pas les donner à bail, à ne pas les aliéner, à déléguer à la Banque les sommes dont il bénéficierait au titre de l'indemnité d'éviction ou d'expropriation, et en cas d'expropriation :

- à aviser la Banque sans délai de tous faits ou événements susceptibles d'affecter sa situation économique, juridique ou financière ou celle de ses cautions. A lui remettre tout document jugé utile par elle, notamment attestation d'absence de passif auprès des administrations fiscales, sociales ou autres

- à souscrire une police d'assurance avant la réalisation du prêt, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour garantir pour un montant égal à la valeur à neuf.

- * les biens dont l'acquisition, la construction, la réparation et/ou l'aménagement ou les travaux dont l'exécution sont ici financés

- * les biens qui font l'objet des garanties prévues dans le présent acte.

L'assurance couvrira les risques d'incendie, de foudre, d'explosions de toutes natures, de chute d'appareil de navigation aérienne ou de choc d'un véhicule terrestre identifié, de dégât des eaux, de bris de glace; elle sera étendue à tous les cas de responsabilité civile du fait desdits biens.

La police d'assurance prévue dans le présent acte devra être maintenue pendant toute la durée du prêt. Tout contrat d'assurance qui remplacerait éventuellement cette police devrait contenir les mêmes garanties. La Banque se réserve le droit d'exiger à tout moment la production de la police et des quittances de primes et l'emprunteur s'engage à produire ces documents à première réquisition.

L'emprunteur s'engage à déclarer à la Banque par lettre recommandée envoyée dans un délai de cinq jours tout sinistre dû à l'un des événements indiqués ci-dessus et ayant causé aux biens assurés des dommages supérieurs à 1524 euros (en joignant à la déclaration une photocopie de la police d'assurance). L'inobservation de l'une des obligations d'assurance ci-dessus stipulées entraîne la déchéance du bénéfice du terme, la somme prêtée, les intérêts et accessoires dus devenant immédiatement exigibles de plein droit. Toutes les avances faites par la Banque, au titre de l'assurance, seront immédiatement exigibles et productives d'intérêts dans les mêmes conditions que le prêt.

Le contrat d'assurance doit comporter une délégation en faveur de la Banque afin qu'en cas de sinistre, l'indemnité lui soit versée directement à concurrence des sommes restant dues sur le prêt. A défaut de délégation, l'Emprunteur accepte que notification du présent acte avec opposition au paiement de l'indemnité soit faite par la Banque à la Compagnie d'assurance et à ses frais.

Ladite Compagnie doit prévenir la Banque par lettre recommandée avec accusé de réception, avec préavis d'un mois, de son intention de résilier la police quel qu'en soit le motif. Elle doit également l'informer par lettre recommandée du non-paiement des primes.

En cas de non-paiement, la Banque peut elle-même acquitter les primes ou contracter une assurance auprès de la compagnie de son choix et couvrant les risques sus-énoncés. Toutes les avances faites par la Banque, au titre de l'assurance, sont immédiatement exigibles et productives d'intérêts dans les mêmes conditions que le prêt.

- à ne pas changer, sauf accord préalable écrit de la Banque, la destination de l'immeuble financé prévue aux conditions particulières

- à laisser visiter le chantier par toute personne régulièrement mandatée par la Banque.

- à justifier que les garanties à prendre viennent au rang convenu dans les conditions particulières, et sans concurrence sur les biens à affecter en garantie du présent prêt, soit par l'Emprunteur soit par toute caution.

Paraphes
Exemplaire
emprunteur

Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants du Code de Commerce. Les informations recueillies dans le présent document ne seront utilisées que pour satisfaire des obligations légales réglementaires ou conventionnelles. Elles pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès dans les conditions prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978.

- en cas de décès de l'emprunteur ou de toute caution personne physique, la Banque devra en être avisée dans un délai de quinze jours, avec l'indication des héritiers présomptifs de la personne décédée.

Les emprunteurs sont solidairement engagés au remboursement du prêt.

DECLARATIONS

La Banque déclare expressément que le présent prêt se réfère: au titre III de l'ordonnance N°67-838 du 28 Septembre 1967 portant réforme des crédits aux Entreprises et dans la mesure où le crédit concerné est mobilisable à la Banque de France, au Crédit National ou au CEPME.

A peine de caducité du présent prêt, l'Emprunteur et cautions déclarent :

que les renseignements qu'ils ont communiqués à la Banque pour l'instruction du dossier sont exacts et notamment ceux concernant leur capacité juridique et la situation des biens donnés en garantie.

qu'ils ne sont pas en redressement judiciaire, faillite personnelle ou en état d'interdit bancaire.

qu'ils n'ont pas sollicité de prêt auprès d'autres organismes que ceux énoncés aux conditions particulières.

CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Il peut être exigé par la BANQUE POPULAIRE OCCITANE à la garantie du PRET SOCAMA TRANSMISSION REPRISE toutes garanties personnelles sous réserve des dispositions ci-après :

Lorsque l'octroi du prêt SOCAMA TRANSMISSION REPRISE est subordonné à la souscription d'un engagement de caution personnelle par une personne physique, le montant de cet engagement est limité à une somme égale au maximum à 25 % du montant initial du prêt. En cas de pluralité d'engagements de cautions personnelles, la totalité des montants de ceux-ci est limitée à ce même pourcentage.

Au cas où les Conditions Particulières prévoient le cautionnement solidaire et indivisible, l'emprunteur est informé de l'étendue des engagements pris par la Caution, et tout particulièrement de l'information qui lui sera faite par la Banque, comme la loi l'y oblige : au plus tard le 31 mars de chaque année sur montant des sommes dues (principal, intérêts, frais et accessoires) au 31 décembre de l'année précédente.

dans les 30 jours suivant, tout incident de paiement dans le remboursement du prêt

L'engagement de la Caution, outre son acceptation des présentes sera recueilli sur un acte séparé du présent contrat.

INTERVENTION D'UNE SOCIETE DE CAUTION MUTUELLE

Si cette intervention est stipulée aux Conditions Particulières, le présent prêt est garanti par la Caution personnelle et solidaire de l'Organisme de Caution Mutuelle désigné aux conditions particulières sous le paragraphe "garanties".

Dans l'éventualité où la Banque procède à la mise à disposition des fonds objet du présent contrat avant que la SOCAMA MPO ou la SOCAMA 31 n'ait effectivement donné son aval et qu'après examen du dossier celle-ci refuse d'intervenir, la Banque renoncera à se prévaloir de la clause résolutoire, le taux nominal sera dans ce cas majoré de 0,50%. Enfin les sommes prélevées au titre de l'intervention de la SOCAMA (fonds de garantie mutualiste, parts sociales, commission de gestion) seront restituées sous délai de huitaine. Un nouveau tableau d'amortissement sera adressé dans le même délai à l'Emprunteur.

L'Emprunteur devenu sociétaire de l'Organisme de Caution Mutuelle par la souscription de part(s) sociale(s) ou par le versement d'un droit d'adhésion, déclare en bien connaître les statuts et le règlement

intérieur et consentir à participer au Fonds de Garantie, et il autorise expressément la Banque à retenir sa participation au Fonds de Garantie sur le montant du prêt qui lui est consenti, lors de la réalisation du présent acte.

L'Organisme de Caution Mutuelle sera rémunérée, conformément aux articles prévus dans le règlement intérieur, par la perception d'une commission prévue à cet effet aux conditions particulières du présent contrat.

Conformément au Règlement Intérieur de l'Organisme de Caution Mutuelle, le Fonds de Garantie est affecté au règlement des engagements cautionnés par ce dernier et non payés à l'échéance.

La participation au Fonds de Garantie pourra être remboursée dans les délais et conditions prévus par le Règlement Intérieur de chaque Organisme de Caution Mutuelle.

Verse de la présente feuille annule l'article 905 du CGI de cré de cré Version 05/02/2009 ne feror 7/27



BANQUE POPULAIRE OCCITANE

Pour le PRET SOCAMA TRANSMISSION REPRISE, la société de cautionnement mutuelle de l'artisanat dite SOCAMA OCCITANE bénéficie de la contre garantie du FEI. Le Fonds Européen d'Investissement gère ce programme pour le compte de la Commission Européenne dans le cadre de son plan pluriannuel en faveur des petites entreprises.

GARANTIES OU SURETES REELLES PORTANT SUR LE OU LES BIENS DONT L'ACQUISITION EST FINANCEE PAR LE PRET OBJET DES PRESENTES

Il peut être exigé par la BANQUE POPULAIRE OCCITANE à la garantie du PRET SOCAMA TRANSMISSION REPRISE toutes garanties ou sûretés réelles sur le ou les biens dont l'acquisition est financée par le prêt objet des présentes. Ces garanties seront identifiées aux conditions particulières.

AFFECTATION EN GAGE D'UN VEHICULE AUTOMOBILE

L'Emprunteur en conformité des dispositions de la loi du 29 décembre 1934, modifiée par les décrets 53-968 du 20 septembre 1953 et 55-655 du 20 mai 1955 affecte à titre de gage le véhicule désigné aux conditions particulières, pour sûreté du principal, des intérêts et des frais, au profit de la Banque qui accepte. L'Emprunteur déclare ne bénéficier d'aucun autre crédit pour l'achat du véhicule susvisé et certifie que ledit véhicule ne se trouve pas déjà constitué en gage à quelque titre que ce soit.

L'Emprunteur s'oblige à entretenir en bon état le véhicule donné en gage, à ne pas le vendre, et à l'assurer contre les accidents, l'incendie et le vol et à justifier du paiement des primes. En cas de sinistres causés par des tiers, la Banque sera subrogée dans tous les droits de l'Emprunteur vis-à-vis de la compagnie d'assurance : l'indemnité versée par cette dernière servira à régler les sommes restant dues. Cette subrogation ne fera pas novation et l'Emprunteur restera seul responsable de l'exécution de ses engagements à l'égard de la Banque.

Au cas où les sommes obtenues par suite de la réalisation du gage, ou de la réquisition, ne seraient pas suffisantes pour payer le solde restant dû par l'Emprunteur, en principal, intérêts, frais et accessoires, ce dernier resterait débiteur du montant à parfaire qui pourrait être réclamé par toutes voies de droit.

L'Emprunteur s'engage à faire immatriculer sans délai le véhicule acheté à crédit et communiquer à la Banque le numéro d'immatriculation pour permettre à celle-ci de requérir l'inscription du gage : faute de lui avoir fourni ce renseignement dans la huitaine qui suivra une simple mise en demeure de la Banque, celle-ci sera autorisée à réaliser l'acte aux torts et griefs de l'Emprunteur.

Le gage prendra fin un mois après le paiement par l'Emprunteur de toutes sommes dues en exécution du présent acte, la Banque procédera à la radiation du gage, sans qu'une omission ou un retard puissent donner lieu à dommages et intérêts.

AFFECTATION EN GAGE

Pour sûreté et garantie de toutes sommes dues à la Banque en exécution du présent acte, l'Emprunteur affecte en gage, au profit de la Banque qui accepte, en vertu des articles 2333 et suivant du code civil, le bien objet du crédit ou tout autre bien désigné aux conditions particulières.

Jusqu'à parfait remboursement de sa dette, l'Emprunteur conservera le bien affecté en gage. Il s'interdit formellement de le vendre, de le louer, de le céder, d'en disposer ou de le remettre en gage sous quelque forme que ce soit, et ce sous peine des sanctions prévues aux articles 314-1 et 314-10 du code pénal.

Si la Banque n'était pas payée à son échéance, cette dernière sera fondée à exercer toutes ses prérogatives de créancier gagiste et notamment à conserver, si bon lui semble, la propriété des biens gagés, conformément à l'article 2348 du code civil.

Lorsque le gage est constitué sans dépossession, la Banque peut se prévaloir de la déchéance du terme de la dette garantie ou solliciter un complément de gage si l'Emprunteur ne satisfait pas à ses obligations de conservation et d'entretien du bien affecté en gage.

Le présent crédit deviendra immédiatement exigible de plein droit sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable, si l'Emprunteur déplace le matériel sans l'autorisation de la Banque qui aura été avisée par lettre recommandée avec accusé de réception, quinze jours avant le déplacement envisagé, avec indication exacte du nouveau lieu d'exploitation de ce matériel.

L'Emprunteur déclare que le bien est ou sera assuré contre l'incendie. Il s'oblige à continuer l'assurance qu'il a contractée et au besoin à la renouveler jusqu'à parfait remboursement de sa dette. En cas de sinistre, la Banque exercera son privilège sur l'indemnité d'assurance conformément à l'article 37 de la loi du 13 juillet 1930. L'Emprunteur autorise la Banque à informer la compagnie d'assurance qu'aucun règlement de sinistre ne pourra être effectué en dehors d'elle.

Au cas où les sommes obtenues par suite de la réalisation du gage ou de la réquisition, ne seraient pas suffisantes pour payer le solde restant dû par l'Emprunteur en principal, intérêts et frais, celui-ci restera débiteur du montant qui pourra être réclamé par toutes voies de droit.

L'inscription du présent gage, prévue à l'article 2338 du code civil, sera effectuée au profit de la Banque sur le registre spécial tenu par le greffier du tribunal de commerce dans le ressort duquel l'Emprunteur est immatriculé ou, s'il n'est pas soumis à l'obligation d'immatriculation, dans le ressort duquel est situé, selon le cas, son siège ou son domicile, dans le délai de 15 jours des présentes à la diligence de cette dernière.

AFFECTATION EN NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE

A la sûreté et garantie du remboursement du présent prêt en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires, comme aussi à la garantie de l'exécution de toutes les clauses contenues au contrat, l'Emprunteur donne et remet en nantissement à la Banque qui accepte et, ce en vertu des articles L 142-1 à L 143-1 et suivant du code du Commerce, l'ensemble sans exception ni réserve, des éléments composant le fonds de commerce désigné aux conditions particulières au paragraphe "GARANTIES ET CLAUSES PARTICULIERES".

Il est expressément convenu que ce nantissement comprendra :

- les éléments incorporels du fonds, dont notamment la clientèle, l'enseigne, l'achalandage, le nom commercial, le droit au bail, l'ensemble des loyers payés d'avance, sans que cette rémunération soit limitative,
- le matériel, le mobilier commercial, les agencements et installations de toute nature servant à son exploitation, et toutes augmentations, améliorations, substitutions ou modifications qui pourraient être apportées par la suite à l'un quelconque des éléments du fonds, le tout sans exception ni réserve.

Le présent nantissement portera aussi bien sur le bail que sur tout renouvellement et prorogation dudit bail comme aussi bien en cas de déplacement du fonds, sur tous les baux ou locations verbales afférentes aux locaux où le fonds sera transporté.

Dans le cas où le propriétaire de l'immeuble ne renouvellerait pas le bail des lieux où s'exerce le commerce, la Banque exercera son privilège sur toute indemnité d'exportation, d'assurance ou d'éviction.

A titre de garantie subsidiaire et de manière à conserver au fonds de commerce sa pleine et entière valeur, l'Emprunteur s'engage formellement envers la Banque, au cas où il deviendrait propriétaire de l'immeuble où s'exploite le fonds de commerce, à ce que le bail ne s'éteigne pas par confusion. Si pour parvenir au remboursement de sa créance, des poursuites étaient engagées par la Banque ou tous autres créanciers, pour remboursement de sa créance, la Banque pourra toujours faire insérer le bail, avec toutes ses clauses et conditions, au cahier des charges, et en aucun cas l'Emprunteur ne pourra se prévaloir, envers l'adjudicataire éventuel de l'extinction du bail par confusion.

Dans le cas où l'immeuble où s'exploite le fonds de commerce appartient à l'Emprunteur, celui-ci s'engage à ne pas consentir à la vente de cet immeuble, tant que subsistera l'inscription prise en vertu du présent acte, qu'à la condition que l'acquéreur s'engage lui-même expressément dans l'acte de vente à lui consentir un bail. En cas de réalisation du fonds de commerce la Banque pourra aussi faire insérer au cahier des charges, avec toutes ses clauses et conditions.

L'Emprunteur déclare que le fonds de commerce mentionné aux conditions particulières est assuré contre l'incendie et qu'il a pris connaissance des obligations prévues à l'article des conditions particulières.

TRANSPORT D'INDENNITE EN CAS D'EXPROPRIATION

En cas d'expropriation, l'Emprunteur délègue et transporte à la Banque et ce jusqu'à concurrence des sommes qui lui seront dues à ce jour de l'expropriation en principal, intérêts, commissions, frais et autres accessoires le montant de toutes les indemnités qui pourraient lui être payées par l'Etat, le Département, la Ville et toutes autres Administrations et autorisé par les présentes tous expropriants à payer directement à la Banque et même hors de la présence de l'Emprunteur le montant des sommes dues en vertu des présentes, déclarant que par ces paiements les expropriants seront

Paraphes
Exemplaire
emprunteur

Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants du Code de Commerce de cré
Intermédiaire en assurance inscrit à l'ORIAS sous le n° 07 022 714 - 560 801 300 RCS Toulouse. Les informations recueillies dans le présent document ne seront utilisées qu'à des fins de gestion et ne ferai
l'objet de communications extérieures que pour satisfaire des obligations légales, réglementaires ou conventionnelles. Elles pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès dans les conditions prévues p



BANQUE POPULAIRE OCCITANE

Exigibilité immédiate et indemnité dite en cas d'ordre : si la Banque exige le remboursement immédiat du capital restant dû majoré des sommes qui lui sont dues au titre d'échéance impayée, d'intérêts courus, de frais et accessoires, elle pourra appliquer une indemnité dont le montant est fixé à dix pour cent des sommes dues.

Il en sera de même dans le cas où la Banque serait obligée de produire à un ordre ou à une distribution par contribution, de faire délivrer une sommation, d'exercer ou de participer à une procédure quelconque judiciaire ou amiable, sans que cette indemnité puisse être inférieure à un montant indiqué dans les conditions bancaires générales.

DECES DE L'EMPRUNTEUR OU INVALIDITE

En cas de décès de l'emprunteur avant complet remboursement de tout ce qui sera dû au prêteur, en principal, intérêts, frais et accessoires, sauf effet de l'assurance-décès incapacité, tous héritiers, ayants droit ou ayants cause seront tenus solidairement pour la totalité de ce qui restera dû ainsi qu'aux frais de signification, conformément à l'article 1221 du Code Civil, ainsi que du coût de signification prescrite par l'article 877 du Code Civil. Les obligations des héritiers ne cesseront qu'à partir du jour de règlement effectif de l'indemnité, sous réserve que celle-ci couvre toutes les sommes encore dues à la Banque en capital, intérêts, frais et accessoires.

En cas d'invalidité de l'emprunteur ou de décès, les échéances de prêt seront prises en charge par l'emprunteur jusqu'au remboursement éventuel par la compagnie d'assurance.

CONVENTION DE SOLIDARITE

- En cas de pluralité d'emprunteurs, il est précisé que les emprunteurs sont solidaires entre eux
- En cas de décès de tout co-obligé, il y aura solidarité et indivisibilité entre les héritiers et représentants ou entre les suivants et les héritiers du ou des pré-décédé (s) lesquels supporteront les frais de la notification prescrite par l'article 877 du Code Civil.

FRAIS

La Banque pourra demander à l'emprunteur des frais d'étude du

dossier. Dans ce cas, ils seront stipulés par ailleurs et seront exigibles dès l'accord du prêt. Ils ne pourront être remboursés même si le dossier est annulé avant le premier déblocage. Si le prêt est garanti par une Société de Caution Mutuelle, l'Emprunteur s'engage à payer les frais dus à la SCM.

Tous frais résultant des présentes tels que: Coûts des garanties notamment ceux indiqués dans les conditions bancaires générales inhérents à l'obligation d'information annuelle des cautions éventuelles à laquelle est tenue la Banque (art. L313-22 du code monétaire et financier), engagement de mobilisation, inscriptions d'hypothèques, frais de recouvrement de la créance seront supportés par l'Emprunteur qui s'y oblige. Toute avance faite par la Banque à ce titre sera immédiatement exigible. L'emprunteur autorise la Banque à débiter son compte des différents frais dont il est fait ci-dessus mention.

ELECTION DE DOMICILE - DIVERS

Pour toutes contestations pouvant naître de l'exécution des présentes, de volonté expresse des parties, les tribunaux compétents seront ceux du Siège Social de la Banque.

Toutefois, la Banque se réserve la faculté d'assigner éventuellement à sa convenance devant le tribunal du domicile de l'Emprunteur ou des cautions. Pour l'exécution des présentes, élection de domicile est faite par l'Emprunteur et la Caution éventuellement en leur domicile, s'il s'agit de société en son siège social et pour la Banque en son siège social.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'INFORMATIQUE ET AUX LIBERTES

Des informations recueillies dans la présente offre et dans les documents ayant servi à établir cette offre sont traitées informatiquement. Elles ne feront l'objet de communication que pour les seules nécessités de la gestion pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès et de rectification dans les conditions prévues par la loi N°78-17 du 6 Janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.



SARL BCF - ETS FALCO
Rue de Ribosi
31490 LEGUEVIN
Tél. 05 61 86 59 84
Fax 05 61 86 76 82
RCS B 399 144 229 - APE 501 Z
TVA INTRA FR 00 399 144 229



**BANQUE POPULAIRE
OCCITANE**

Tableau d'amortissement indicatif du prêt n° 307523 établi en EUROS

N° échéance	Date de l'échéance	Montant de l'échéance	Capital amorti	Intérêts	Assurance	Commissions	Capital restant dû
000	07/07/2009	100,00	0	0	0	0	20 000,00
001	08/08/2009	872,62	808,45	52,50	7,50	4,17	19 191,55
002	08/09/2009	872,62	810,57	50,38	7,50	4,17	18 380,98
003	08/10/2009	872,62	812,70	48,25	7,50	4,17	17 568,28
004	08/11/2009	872,62	814,83	46,12	7,50	4,17	16 753,45
005	08/12/2009	872,62	816,97	43,98	7,50	4,17	15 936,48
006	08/01/2010	872,62	819,12	41,83	7,50	4,17	15 117,36
007	08/02/2010	872,62	821,27	39,68	7,50	4,17	14 296,09
008	08/03/2010	872,62	823,42	37,53	7,50	4,17	13 472,67
009	08/04/2010	872,62	825,58	35,37	7,50	4,17	12 647,09
010	08/05/2010	872,62	827,75	33,20	7,50	4,17	11 819,34
011	08/06/2010	872,62	829,92	31,03	7,50	4,17	10 989,42
012	08/07/2010	872,62	832,10	28,85	7,50	4,17	10 157,32
013	08/08/2010	872,62	834,29	26,66	7,50	4,17	9 323,03
014	08/09/2010	872,62	836,48	24,47	7,50	4,17	8 486,55
015	08/10/2010	872,62	838,67	22,28	7,50	4,17	7 647,88
016	08/11/2010	872,62	840,87	20,08	7,50	4,17	6 807,01
017	08/12/2010	872,62	843,08	17,87	7,50	4,17	5 963,93
018	08/01/2011	872,62	845,29	15,66	7,50	4,17	5 118,64
019	08/02/2011	872,62	847,51	13,44	7,50	4,17	4 271,13
020	08/03/2011	872,62	849,74	11,21	7,50	4,17	3 421,39
021	08/04/2011	872,62	851,97	8,98	7,50	4,17	2 569,42
022	08/05/2011	872,62	854,21	6,74	7,50	4,17	1 715,21
023	08/06/2011	872,62	856,45	4,50	7,50	4,17	858,76
024	08/07/2011	872,62	858,76	2,19	7,50	4,17	0



SARL BCF - ETS FALCO

Rue de Ribosi
31490 LEGUEVIN
Tél. 05 61 86 59 84
Fax 05 61 86 76 82

RCS B 399 144 229 - APE 501 Z
TVA INTRA FR 00 399 144 229

TAIPP000

Verso de la présente feuille annulé, article 905 du CGI

Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants du Code Monétaire et Financier et l'ensemble des textes relatifs aux établissements de crédit. Intermédiaire en assurance inscrit à l'ORIAS sous le n° 07 022 714 - 560 801 300 RCS Toulouse. Les informations recueillies dans le présent document ne seront utilisées qu'à des fins de gestion et ne feront l'objet de communications extérieures que pour satisfaire des obligations légales, réglementaires ou conventionnelles. Elles pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès dans les conditions prévues par la loi n° 625 du 5 juillet 1978.

..... TOULOUSE

Etat d'inscription du chef de

SARL "B.C.F." - 399 144 229
société à responsabilité limitée
rue de Ribosi 31490 Leguevin - FRANCE

Arrêté à la date du 09/12/2010

ainsi dénommé(e), qualifié(e), et orthographié(e), et non autrement

ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE DE NANTISSEMENT SUR FONDS DE COMMERCE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement de fonds de commerce (loi du 17 mars 1909 et décret du 28 août 1909).

ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE DE NANTISSEMENT SUR FONDS ARTISANAL

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement de fonds artisanal (loi du 05 juillet 1996).

ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE DE NANTISSEMENT JUDICIAIRE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement judiciaire (Décret du 31/07/1992).

ETAT DES CLAUSES D'INALIENABILITE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune publication de mesure d'inaliénabilité (loi du 25 janvier 1985 art. 70 Décret 85-1382 du 27 décembre 1985 art. 184 et 185).

**ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE DE NANTISSEMENT D'OUTILLAGE ET MATERIEL
D'EQUIPEMENT**

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement d'outillage et matériel d'équipement (loi du 18/01/51).

ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE DE VENDEUR SUR FONDS DE COMMERCE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de vendeur de fonds de commerce (loi du 17/03/09).

ETAT DES INSCRIPTIONS DE WARRANTS INDUSTRIELS - WARRANTS HOTELIERS

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de warrants industriels (ordonnance n° 45-879 du 3 mai 1945) - warrants hoteliers (loi du 8 août 1913).

**ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE GENERAL DE LA SECURITE SOCIALE ET DES REGIMES
COMPLEMENTAIRES**

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège général de la sécurité sociale et des régimes complémentaires (loi du 01/09/51).

**ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE DE L'OFII (OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE
L'INTEGRATION)**

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de l'OFII (Article L 341-11 et les articles R 341-36 à R 341-39 du code du travail).

ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE GENERAL DU TRESOR EN MATIERE FISCALE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège général du trésor en matière fiscale (loi du 28/12/66).

ETAT DES INSCRIPTIONS DE CREDIT BAIL (EN MATIERE MOBILIERE)

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune publication de contrat de crédit bail (en matière mobilière) (décret du 4 juillet 1972).

CM

..... TOULOUSE

Etat d'inscription du chef de

SARL "B.C.F." - 399 144 229
société à responsabilité limitée
rue de Ribosi 31490 Leguevin - FRANCE

Arrêté à la date du 09/12/2010

ainsi dénommé(e), qualifié(e), et orthographié(e), et non autrement

ETAT DES PUBLICATIONS DES CONTRATS DE LOCATION

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune publication de contrat de location (article 85-5 du décret modifié n° 85-1388 du 27 décembre 1985).

ETAT DES PUBLICATIONS DES CONTRATS DE VENTE AVEC CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune publication de contrat de vente avec clause de réserve de propriété (article 85-5 du décret n° 85-1388 du 27 décembre 1985).

EXTRAIT DU REGISTRE DES PROTETS

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de protêt (loi du 08 août 1949).

ETAT DES CERTIFICATS DE NON PAIEMENT DE CHEQUE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucun certificat de non-paiement (article 37 du décret 92-456 du 22 mai 1992).

ETAT DES DECLARATIONS DE CREANCES

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune déclaration de créance (loi du 17 mars 1909 art. 7).

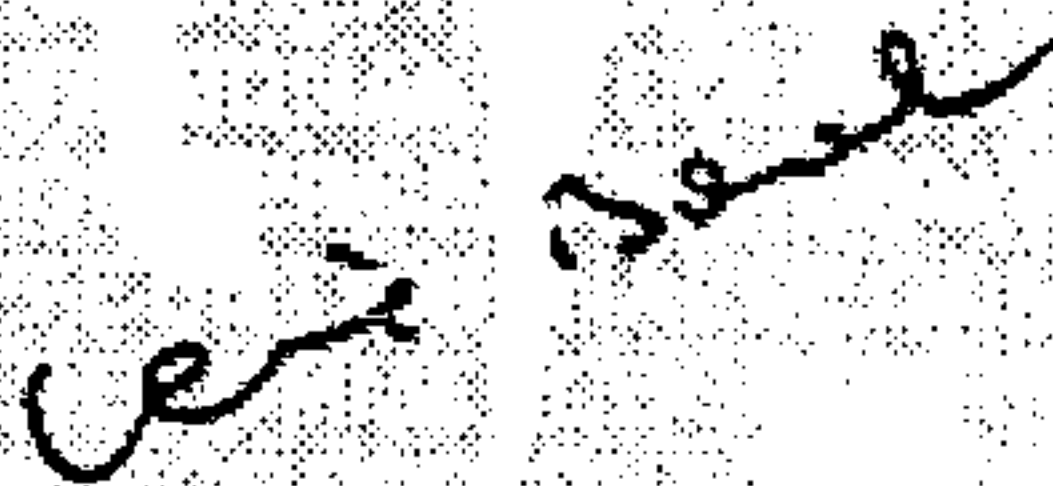
PRETS AUTORISES ET DELAIS DE PAIEMENT ACCORDES PAR LE JUGE COMMISSAIRE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucun prêt autorisé ni délai de paiement (article L.622.17 III 3° du Code de commerce et article 89 du décret du 28 décembre 2005).

ETAT DES INSCRIPTIONS DE GAGE DES STOCKS

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de gage des stocks (Décret no 2006-1803 du 23/12/2006).

Le greffier



PHOTOCOPIE

83

CP

ANNEXE 13

Liste des procès en cours

I – Saisine par Monsieur Nicolas GABRIEL le 28 septembre 2009 de la juridiction de proximité aux fins d'obtenir la condamnation de la SARL B.C.F. :

- A la somme de 535,81 € au titre de la facture réglée le 22 août 2008
- A la somme de 300 € à titre de dommages et intérêts
- A la somme de 100 € au titre des frais de défense

II – Assignation en référé avec dénonciation devant le Président du TGI d'EVRY aux fins de déclarer commune à la société RENAULT SAS, GARAGES LAMERAIN, CAUX et à la société B.C.F. les opérations d'expertises judiciaires confiées à Monsieur Philippe MALBETH.

S.B.F.

B. G.